

# ASPJ

Afrique et Francophonie

1<sup>er</sup> trimestre 2018

Volume 9, No. 1

**Consolidation de la paix**  
Postulats, pratiques et critiques  
Teresa Almeida Cravo, PhD

**La rétribution et la dissuasion du cyber terrorisme**  
John J. Klein, PhD

**La cyber-dissuasion est-elle une stratégie illusoire ?**  
Emilio Iasiello

**La charia, « business du désert »**  
Comprendre les liens entre les réseaux criminels et le djihadisme  
dans le nord du Mali  
Rikke Haugegaard

**Les fondements de la théorie économique**  
Argent, marché et pouvoir social  
Garry Jacobs



VISER HAUT ... VOLER, COMBATTRE ET GAGNER

**Chef d'état-major de l'armée de l'Air américaine**  
Général David L. Goldfein

**Commandant, commandement de l'éducation et de la formation de la force aérienne**

Général de corps aérien Steven L. Kwast

**Commandant et président d'Air University**

Général de corps aérien Anthony J. Cotton

**Commandant du Centre LeMay pour le développement de la doctrine et de l'éducation**

Général de division Michael D. Rothstein

**Directeur, Air University Press**

Dr. Ernest Allan Rockwell

---

### Éditeur

Rémy M. Mauduit

Megan N. Hoehn

*Assistante à l'éditeur*

Nedra O. Looney

*Gestionnaire de la mise en pages et de la pré-production*

Daniel M. Armstrong, *Illustrateur*

L. Susan Fair, *Illustratrice*

*Air and Space Power Journal* (ISSN 1931-728X) est publié trimestriellement. Cette revue est conçue pour servir de forum ouvert à la présentation et à la stimulation de réflexions innovatrices sur la doctrine militaire, la stratégie, la tactique, la structure de force, la préparation et d'autres sujets de la défense nationale. Les points de vue et les opinions exprimés ou implicites dans cette revue sont ceux des auteurs et ne devraient pas être interprétés comme portant la sanction officielle du département de la Défense, de l'armée de l'Air, du Commandement de l'éducation et de la formation des forces aériennes, de l'Air University, ou d'autres agences ou départements du gouvernement des États-Unis.

Dans cette édition, les articles sans notice de copyright peuvent être reproduits entièrement ou partiellement sans permission au préalable. Les articles ayant une notice de copyright peuvent être reproduits sans permission par les agences du gouvernement des États-Unis. S'ils sont reproduits, nous demandons à ce que *Air & Space Power Journal* soit référé. Pour obtenir la permission de reproduire des articles ayant une notice de copyright en dehors du gouvernement des États-Unis, contactez l'auteur directement plutôt que *Air & Space Power Journal*.



<http://www.af.mil>



<http://www.aetc.randolph.af.mil>



<http://www.au.af.mil>

ASPJ—Afrique et Francophonie  
600 Chennault Circle  
Maxwell AFB AL 36112-6010  
USA

Télécopieur : 1 (334) 953-1645  
courriel [aspj.french@us.af.mil](mailto:aspj.french@us.af.mil)

Visitez *Air and Space Power Journal* en ligne  
à <http://www.airuniversity.af.mil/ASPJ/>

## Choix de l'éditeur

*Consolidation de la paix : Postulats, pratiques et critiques ; La rétribution et la dissuasion du cyber terrorisme ; La cyber-dissuasion est-elle une stratégie illusoire ? La charia, « business du désert » : Comprendre les liens entre les réseaux criminels et le djihadisme dans le nord du Mali ; et Fondements de la théorie économique : Argent, marché et pouvoir social. . . . .* 2  
Rémy Mauduit

## Articles

*Consolidation de la paix  
Postulats, pratiques et critiques. . . . .* 5  
Teresa Almeida Cravo, PhD

*La rétribution et la dissuasion du cyber terrorisme . . . . .* 22  
John J. Klein, PhD

*La cyber-dissuasion est-elle une stratégie illusoire ? . . . . .* 36  
Emilio Iasiello

*La charia, « business du désert »  
Comprendre les liens entre les réseaux criminels et le djihadisme dans  
le nord du Mali . . . . .* 54  
Rikke Haugegaard

*Les fondements de la théorie économique  
Argent, marché et pouvoir social . . . . .* 74  
Garry Jacobs



# Choix de l'éditeur

**Consolidation de la paix : Postulats, pratiques et critiques ; La rétribution et la dissuasion du cyber terrorisme ; La cyber-dissuasion est-elle une stratégie illusoire ? La charia, « business du désert » : Comprendre les liens entre les réseaux criminels et le djihadisme dans le nord du Mali ; et Fondements de la théorie économique : Argent, marché et pouvoir social**

Le professeur Teresa Almeida Cravo suggère que la consolidation de la paix est devenue le fil conducteur de l'intervention internationale dans la périphérie depuis son introduction par les Nations Unies dans l'*Agenda pour la paix* de 1992. Dans son article *Consolidation de la paix : Postulats, pratiques et critiques*, elle constate que les conditions propices au maintien d'une paix durable, gage de la non-résurgence d'un conflit armé, sont difficiles à réunir et loin de faire consensus. Immanquablement controversé, le concept de paix libérale a en effet montré ses limites. Du reste, la réalité des sociétés ravagées par la guerre est bien plus complexe que ne l'avaient imaginé les acteurs internationaux engagés dans la promotion de la paix après un conflit. Marqué par des succès contestés et des échecs cuisants, le modèle actuel s'est heurté à des attaques virulentes et à un scepticisme généralisé. Cet article examine sous un angle critique le contexte théorique et les contingences pratiques de la consolidation de la paix, en étudiant les intentions, mais aussi les faiblesses du paradigme adopté par la communauté internationale depuis les années 1990.

Dans son article *La rétribution et la dissuasion du cyber terrorisme*, John Klein suggère que, si les premiers travaux sur le cyber terrorisme datent du début des années 2000, le concept stratégique n'est toutefois pas clairement défini, et l'effet de la rétribution sur ce type d'activité est fortement contesté. Pour certains décideurs et experts en stratégie, la rétribution peut ne pas être applicable aux attaques cyber-terroristes, en particulier si elles sont lancées par des groupes non étatiques. Pourtant, puisque les groupes étatiques et non étatiques ont tendance à diriger rationnellement et stratégiquement leurs actions, une rétribution devrait est envisageable, du

moins dans une certaine mesure. En proposant des options légitimes en cas de cyber-attaque d'envergure, le droit des conflits armés ouvre une perspective fondamentale sur la rétribution du cyber terrorisme, notamment à travers les principes de la nécessité militaire et des cibles légitimes. En outre, si elle est envisagée dans sa globalité, en tenant compte de tous les moyens disponibles, la rétribution associée à des activités de dissuasion peut diminuer la probabilité d'actes cyber-terroristes, tout en limitant les conséquences d'une attaque éventuelle.

Alors que le gouvernement américain admet la gravité des cyber-menaces, en particulier à l'encontre de ses infrastructures sensibles, et que le département de la Défense considère officiellement le cyberspace comme un domaine opérationnel, Emilio Iasiello constate dans *La cyber-dissuasion est-elle une stratégie illusoire ?* que la stratégie de rétribution appliquée au cyber-domaine est héritée de la guerre froide. Mais à la différence du nucléaire, la cyber-dissuasion doit compter avec un large spectre d'adversaires, des individus aux entreprises publiques, dont les compétences, la détermination et les capacités sont variées. De plus, les principes même de la dissuasion nucléaire pendant la guerre froide, à savoir la menace de représailles apocalyptiques, ne sont pas applicables au cyberspace. L'efficacité potentielle d'une stratégie similaire est donc fortement compromise. Du reste, les difficultés de l'attribution des attaques, la capacité à réagir promptement et efficacement et la capacité à maintenir un modèle de répétabilité semblent être des obstacles insurmontables dans un domaine où les acteurs excellent à brouiller les pistes.

Comment, dans le nord du Mali, la dynamique sociale et économique a-t-elle pu favoriser l'émergence des réseaux de militants ? C'est la question que Rikke Haugaard se pose dans *La charia, « business du désert » : Comprendre les liens entre les réseaux criminels et le djihadisme dans le nord du Mali*. L'auteur constate que les groupes militants djihadistes sont des acteurs impliqués dans des luttes pour le pouvoir local et non pas des « combattants » ou des « terroristes » animés par une idéologie extrémiste. D'ailleurs, la distinction claire entre groupes conformes et groupes non conformes énoncée par le gouvernement malien et la communauté internationale dans le cadre de la mise en œuvre des accords de paix en juin 2015 est problématique. Enfin, la compréhension des conflits au nord du Mali exige un examen attentif des liens entre les groupes militants djihadistes, la politique locale et les activités des réseaux criminels à Gao et à Kidal.

Dans *Les fondements de la théorie économique : Argent, marché et pouvoir social*, Garry Jacobs postule que la future science économique devra non seulement être centrée sur l'homme et inspirée par des valeurs humanistes, mais aussi être inclusive, avoir une portée mondiale et offrir des perspectives d'évolution. Elle sera fondamentalement interdisciplinaire afin de refléter la complexité croissante des interconnexions propres à notre société moderne. Elle s'appuiera sur les principes transdisciplinaires de l'existence sociale et du développement humain qui forment le socle théorique de toutes les sciences humaines. L'auteur envisage les marchés et l'argent comme des instruments de conversion du potentiel social en pouvoir social, car ils mettent la capacité de l'organisation à transformer les énergies humaines au service de la réalisation sociale.

En somme, la répartition des droits et des privilèges au sein de la société délimite le fonctionnement de ces institutions sociales et, en fin de compte, en détermine les bénéficiaires.

Rémy Mauduit, rédacteur-en-chef et éditeur  
*Air and Space Power Journal–Afrique et Francophonie*  
Maxwell AFB, Alabama

# Consolidation de la paix

## Postulats, pratiques et critiques

TERESA ALMEIDA CRAVO, PHD\*

La consolidation de la paix est devenue un principe directeur de l'intervention internationale dans la périphérie depuis que l'Organisation des Nations Unies (ONU) l'a incluse en 1992 dans son *Agenda pour la paix*<sup>1</sup>. Avec pour objectif de créer les conditions d'une paix autonome et d'éviter la reprise d'un conflit armé, la consolidation de la paix cherche à éradiquer les causes profondes de la violence. Elle est nécessairement un projet multifacette impliquant les institutions politiques, légales, économiques, sociales et culturelles ainsi que des mesures de sécurité, entendues comme étant complémentaires et aptes à se renforcer mutuellement.

Toutefois, jusqu'à présent, la transition de la violence armée à la paix durable n'a pas été un sujet facile ou consensuel. Le concept de paix libérale s'est révélé particulièrement limité et inévitablement controversé et la réalité des sociétés dévastées par les guerres s'est montrée bien plus complexe que ne l'avaient prévu les acteurs internationaux chargés de promouvoir la paix dans les contextes post-conflits contemporains. Avec un parcours jalonné de succès contestés et de quelques échecs retentissants, le modèle actuel a été l'objet de critiques sévères et d'un scepticisme généralisé.

Cet article examine de façon critique le contexte théorique et les aspects pratiques de la consolidation de la paix, en explorant les ambitions et les faiblesses du paradigme adopté par la communauté internationale depuis les années 1990. En ce sens, il présente tout d'abord les origines intellectuelles du concept pour ensuite se pencher sur son admission par cooptation comme modèle d'action de l'ONU. L'examen de la consolidation de la paix au regard du modèle institutionnalisé de l'interventionnisme international se divise en trois parties : les postulats, la pratique institutionnelle et l'évaluation critique. Ses prin-

---

\*Teresa Almeida Cravo est chercheuse au *Centre for Social Studies*, membre du groupe de recherche *Humanities, Migration and Peace Studies*, et professeure adjointe de relations internationales à la faculté d'économie de l'université de Coimbra. Elle est également coordinatrice du programme de doctorat « Democracy in the XXI<sup>st</sup> Century » de l'université de Coimbra. Elle est titulaire d'un doctorat du département de science politique et d'études internationales de l'université de Cambridge.

Cet article, dont la version originale est en portugais, a été traduit en anglais grâce à des financements nationaux par le biais de la FCT (Fundação para a Ciência e a Tecnologia) dans le cadre du projet OBSERVARE sous la référence UID/CPO/04155/2013, en vue d'être publié sur Janus.net. Traduction anglaise par Thomas Rickard.

ALMEIDA CRAVO, Teresa, « Peacebuilding: Assumptions, Practices and Critiques », *JANUS.NET e-journal of International Relations* 8, no 1, mai-octobre 2017, <http://hdl.handle.net/11144/3032>.

cipes et ses objectifs sont étudiés, puis l'article explique brièvement sa mise en œuvre sur le terrain en prenant en compte quatre dimensions : militaire et sécuritaire, politico-constitutionnelle, socio-économique et psychosociale. Enfin, l'article mène une réflexion sur les critiques récurrentes les plus acerbes de la consolidation de la paix, en mettant en lumière les problèmes et les limites qui ont malmené ce modèle d'intervention au cours des vingt dernières années.

## Johan Galtung et les origines intellectuelles de la consolidation de la paix

Le concept de consolidation de la paix est entré dans le lexique des universitaires bien avant qu'il ne fasse consensus dans la sphère de l'élaboration de politiques. Le Norvégien Johan Galtung, considéré comme le fondateur des études sur la paix, a utilisé ce terme pour la première fois en 1976 dans son article « *Three Approaches to Peace: Peacekeeping, Peacemaking and Peacebuilding* », donnant le la de l'exploration théorique et opérationnelle qui allait en résulter quelques années plus tard et qui s'avère prolifique aujourd'hui encore<sup>2</sup>.

Pour comprendre les origines de ce concept, nous devons toutefois prendre un peu de recul par rapport à la contribution théorique de cet auteur. Les trois approches de la paix développées dans cet article sont intimement et directement liées à sa proposition innovante de redéfinition de la paix et de la violence, présentée dans les années 1960<sup>3</sup>. Galtung définit la paix comme l'absence de violence et la violence comme toute situation dans laquelle les êtres humains sont influencés afin que leurs réalisations somatiques et mentales restent en deçà de leur potentiel. Cette définition prétendait à l'époque dépasser la notion dominante de la violence comme acte délibéré d'un acteur identifiable en vue de brider une personne, vision que l'auteur jugeait étriquée : « Si la violence se résumait à cela et si la paix est vue comme sa négation, alors trop peu de choses sont rejetées quand la paix est élevée en idéal<sup>4</sup> ». Pour clarifier le concept, Galtung commence par explorer une définition duale de la paix : la paix négative, en tant qu'absence de violence et de guerre, et la paix positive, en tant qu'intégration de la société humaine<sup>5</sup>. La recherche pour la paix reviendrait, dans cette perspective, à étudier les conditions qui nous rapprochent des deux, ce qui produirait en fin de compte ce que Galtung appelle la « paix générale et complète<sup>6</sup> ».

Cette conceptualisation été critiquée, notamment parce qu'elle était jugée trop vague et dépourvue d'utilité pratique. Par la suite, Galtung présente ce qui peut être considéré comme sa plus grande contribution aux postulats de base des études sur la paix : l'identification du triangle de la violence et du triangle correspondant de la paix. Dans le triangle de la violence, l'auteur distingue trois aspects : la violence directe, la violence structurelle et la violence culturelle ; les deux premiers concepts ayant été présentés en 1969 et le dernier en 1990. Pour l'auteur, la violence directe est l'acte intentionnel d'agression, avec un sujet, une action visible et un objet. La violence structurelle est indirecte, latente et issue des structures sociales qui organisent les êtres humains et les sociétés, par exemple la répression dans sa forme politique et l'exploitation dans sa forme économique<sup>7</sup>. Enfin,

la violence culturelle est un système de normes et de comportements sous-tendant et légitimant la violence structurelle et directe, c'est-à-dire la cosmologie sociale nous permettant de considérer la répression et l'exploitation comme normales ou naturelles et, par conséquent, plus difficiles à déraciner<sup>8</sup>. Avec cette formulation, Galtung met le doigt sur les problèmes et les limites des définitions de la violence qui ne couvrent que les conflits sociaux à grande échelle (la guerre) et encourage la compréhension de la paix dans son sens le plus large, à savoir une paix directe, structurelle et culturelle, exposant et étudiant la dynamique structurelle mondiale de la répression et de l'exploitation, ainsi que la violence symbolique présente dans l'idéologie, la religion, le langage, l'art, la science, le droit, les médias et l'éducation.

Il n'est donc guère surprenant que l'étape suivante dans le cheminement conceptuel de l'auteur norvégien fût la confrontation de cette compréhension avec la pratique concrète de l'intervention internationale, en particulier dans son article qui développe les concepts du maintien de la paix, du rétablissement de la paix et de la consolidation de la paix. Selon Galtung, le maintien de la paix a constitué une approche « dissociative », dont l'objectif était de promouvoir une distance et un « vide social » entre les antagonistes à travers l'assistance d'une partie tierce<sup>9</sup>. Cette stratégie péchait par le fait qu'elle envisageait le conflit comme une interruption du *statu quo* et qu'elle prescrivait le retour au *statu quo ante* comme solution. Elle ne tâchait pas de savoir si ce *statu quo ante* devait effectivement être retrouvé et préservé ; elle ne visait qu'au maintien de l'absence de violence directe entre les parties au conflit et, par conséquent, contribuait par inadvertance à une violence structurelle persistante<sup>10</sup>. Puisque la préservation de la violence structurelle favorise en fin de compte la violence directe et donc le retour probable à un conflit ouvert à long terme, cette approche n'était pas satisfaisante aux yeux de Galtung<sup>11</sup>.

Le rétablissement de la paix, d'un autre côté, représentait une approche plus complète, ancrée dans la résolution des conflits, dont l'objectif allait au-delà de la cessation des hostilités, en se concentrant sur les diverses façons de transcender les incompatibilités et les contradictions entre les parties<sup>12</sup>. Toutefois, tout en reconnaissant la « radicalité » potentielle de l'approche de la résolution des conflits, Galtung affirme qu'elle est généralement orientée vers la préservation, et non la contestation, d'un *statu quo* (violent) et orientée vers les acteurs, et pas nécessairement vers le système (la structure) qui (re)produit la violence<sup>13</sup>. Le rétablissement de la paix et la résolution des conflits sont donc avant tout compris comme résidant dans les « esprits des parties en conflit » et comme étant réalisés dès lors qu'un accord est signé et ratifié, une vision dont Galtung dénonce l'étroitesse, l'élitisme et la négligence au regard des facteurs structurels qui sont essentiels à la construction d'une paix durable<sup>14</sup>.

Cette compréhension du maintien de la paix et du rétablissement de la paix conduit Galtung à développer un nouveau concept : la consolidation de la paix. Contrairement aux deux autres approches, la consolidation de la paix est *nécessairement* une approche associative du conflit, à même de s'attaquer aux causes directes, structurelles et culturelles de la violence dans leur acception la plus large. L'élimination des causes profondes de la violence mettrait en avant des principes tels que l'« équité » (par opposition à la domination/

exploitation et en faveur de l'interaction horizontale), l'« entropie » (par opposition à l'élitisme et en faveur de l'inclusion) et la « symbiose » (par opposition à l'isolation et en faveur de l'interdépendance)<sup>15</sup>. Certes Galtung reconnaît la difficulté et la complexité de cette approche, mais sa conception de la consolidation de la paix est indubitablement maximaliste, ambitieuse et ancrée dans l'idée d'une lutte pour la paix embrassant de manière exhaustive « plusieurs fronts<sup>16</sup> ».

Cette argumentation théorique proposée par Galtung sur les différentes façons d'envisager la violence et la paix dépassait le simple exercice académique, car elle comportait des implications pratiques claires, notamment dès son adoption par l'ONU en 1992, comme nous allons le voir plus loin.

### Les postulats théoriques du modèle

La réflexion de Galtung inspira Boutros-Ghali, Secrétaire général de l'ONU enthousiasmé par la perspective d'une organisation mondiale plus dynamique et interventionniste, à la suite du bouleversement de la conjoncture internationale. Ce fut essentiellement la combinaison de trois facteurs qui déclencha une vive réaction de la communauté internationale et notamment de l'ONU au début des années 1990. Premièrement, la fin de la guerre froide eu pour effet l'assouplissement des relations entre les grandes puissances au sein du Conseil de sécurité et un engagement renouvelé en faveur des principes fondateurs de l'organisation, ainsi que le triomphe du libéralisme et l'importance toute particulière qu'il accorde aux droits de l'homme et à la démocratie<sup>17</sup>. Deuxièmement, la multiplication considérable des conflits violents dans la périphérie, touchant 50 pays sur plusieurs continents en 1991, finit par gagner en visibilité et en importance sur l'agenda international<sup>18</sup>. Enfin, la nature de ces mêmes conflits, des guerres civiles particulièrement dévastatrices remettant en question le pouvoir centralisé de l'état, considérées comme immorales et déstabilisantes pour le système régional et international, éveilla, principalement à l'Ouest, une opinion publique favorable à l'interventionnisme<sup>19</sup>.

À la faveur de ce moment historique d'« optimisme multilatéral » et face à ces guerres des années 1990 vues comme des « guerres de la communauté internationale » exigeant une réponse déterminée de l'organisation, Boutros-Ghali présenta l'ambitieuse proposition d'en découdre avec les défis de la paix et de la sécurité mondiale après la guerre froide, qui pris corps dans l'*Agenda pour la paix*<sup>20</sup>. Ce document adopte un modèle institutionnalisé de la paix conférant à l'ONU des attributions plus cohérentes, dynamiques et audacieuses, ainsi qu'une envergure internationale accrue par rapport aux décennies précédentes.

Le Secrétaire général proposa quatre stratégies interconnectées : la diplomatie préventive, le rétablissement de la paix, le maintien de la paix et, pour finir, la consolidation de la paix<sup>21</sup>. La diplomatie préventive a deux objectifs : premièrement, éviter qu'une situation de conflit latent ne se développe en situation violente *de facto* ; deuxièmement, contenir la propagation éventuelle d'une situation violente *de facto* à d'autres régions et groupes sociaux. Le rétablissement de la paix a pour objectif d'accompagner les parties en conflit

dans des négociations de paix vers un accord, par les moyens pacifiques prévus au chapitre VI de la Charte des Nations unies<sup>22</sup>. Le maintien de la paix implique le détachement sur le terrain de forces de l'ONU, les fameux Casques bleus, après un accord entre les parties et avec leur consentement exprès, en vue de stabiliser les zones de tensions et de s'assurer que le processus de paix est réellement mis en œuvre. La grande nouveauté réside sans aucun doute dans le concept de « consolidation de la paix après un conflit », annoncée comme la nouvelle priorité de l'organisation.

### ***Les objectifs et les principes***

Définie comme une « action menée en vue de définir et d'étayer les structures propres à raffermir la paix afin d'éviter une reprise des hostilités<sup>23</sup> », la consolidation de la paix couvre deux tâches différentes, quoique complémentaires : d'une part, la tâche négative consistant à empêcher la reprise du conflit et d'autre part, la tâche positive consistant à « extirper les causes les plus profondes du conflit<sup>24</sup> ». Cette articulation suit la proposition théorique de Galtung sur la paix et la violence abordée plus haut qui promeut un agenda maximaliste pour la paix positive comme élément essentiel pour une paix négative durable, c'est-à-dire la fin de la violence directe<sup>25</sup>. Boutros-Ghali affiche clairement son ambition : le modèle qu'il propose vise en fin de compte à s'attaquer à « la misère économique, l'injustice sociale et l'oppression politique », sources de violence sapant le système<sup>26</sup>. Et pour atteindre ce but, l'ONU est prête à et désireuse d'offrir une « garantie extérieure » à tous les stades des situations de conflit.

Les quatre stratégies contenues dans l'*Agenda pour la paix* sont de ce fait envisagées dans une logique de complémentarité, où les différentes phases de transition du conflit violent à la paix ont des objectifs communs nécessitant une approche intégrée. La consolidation de la paix commence à prendre forme dans le cadre des opérations de maintien de la paix qui, à leur tour, sont déployées sur le terrain à la suite d'accords de paix négociés. Progressivement, la responsabilité de la consolidation de la paix est transférée aux autochtones des pays se relevant d'un conflit, appuyés par des acteurs extérieurs, de manière à poser les fondations d'une paix durable et à éviter ainsi l'apparition de nouveaux conflits.

Les réflexions présentées dans les documents établis par la suite, parmi lesquels le *Supplément à l'Agenda pour la paix* (1995), le *rapport Brahimi* (2000), *Opérations de maintien de la paix des Nations Unies : Principes et orientations* (2010) et *Consolidation de la paix : une orientation* (2010), mettaient le doigt sur cette idée d'interaction :

les opérations de paix se limitent rarement à un seul type d'activité et les frontières entre la prévention des conflits, le rétablissement de la paix, le maintien de la paix, la consolidation de la paix et l'imposition de la paix sont de plus en plus floues, souligne le rapport de 2008<sup>27</sup>.

La consolidation de la paix est envisagée comme un outil préventif<sup>28</sup>, essentiel pour « effacer les séquelles » du conflit<sup>29</sup> et réduire sensiblement le risque de reprise des hostilités<sup>30</sup>. Le maintien et la consolidation de la paix sont définis comme des « partenaires indissociables<sup>31</sup> » et les Casques bleus sont qualifiés de « premiers agents de consolidation

de la paix<sup>32</sup> » puisque la consolidation de la paix ne peut pas entrer en jeu sans le maintien de la paix et ce dernier ne peut avoir de stratégie de sortie sans la première. Autrement dit, l'idée centrale est donc celle d'un *continuum* entre la paix négative et la paix positive, entre la stabilisation et le développement et entre la prévention structurelle et la consolidation.

## La paix libérale

Si l'adoption d'une vision *maximaliste* de la paix, coïncidant avec la proposition théorique de Galtung, était clairement due à l'environnement intellectuel et politique généré par la fin de la guerre froide, la *conception* spécifique du modèle à mettre en œuvre dans les zones de conflits était également le reflet des vainqueurs de cette confrontation bipolaire.

En fait, l'approche qui donnait forme à cette nouvelle ambition de promotion de la paix dans la périphérie et qui fut par la suite intégrée aux nouveaux instruments de sécurité collective était la vision occidentale de la paix dite libérale<sup>33</sup>. Comme l'explique Christopher Clapham, les vainqueurs du conflit bipolaire, c'est-à-dire non seulement les démocraties capitalistes et libérales, mais aussi leur société civile et la myriade d'organisations non gouvernementales et d'institutions internationales qu'elles contrôlent, ont cherché à restructurer le système international conformément aux valeurs victorieuses de l'époque<sup>34</sup> et présentaient la démocratie libérale et l'économie de marché comme la « recette mondiale pour le développement, la paix et la stabilité<sup>35</sup> ».

En ce sens, comme le déclare Roland Paris, la consolidation de la paix est effectivement « une immense expérience d'ingénierie sociale, une expérience impliquant la transplantation des modèles occidentaux de l'organisation sociale, politique et économique dans les pays dévastés par la guerre afin de limiter le conflit civil : autrement dit, la pacification à travers la libéralisation politique et économique<sup>36</sup> ». Avec la chute du bloc communiste et du modèle qu'il offrait, cette approche interventionniste a été rapidement encouragée et s'est imposée, sans rivale, aux quatre coins du monde, ce que Pierre Lizée appelle le « syndrome de la fin de l'histoire<sup>37</sup> ». En introduisant des conditionnalités politiques et économiques au travers des opérations de paix et des programmes d'aide au développement, le modèle des démocraties de marché s'est répandu dans l'ensemble du Tiers monde<sup>38</sup>.

L'immense potentiel d'une ouverture du concept de consolidation de la paix à un grand nombre de définitions basées sur des compréhensions et des approches différentes, qui auraient pu prendre une multitude de formes concrètes dans des contextes post-conflit, a été réduit à la spécificité de l'occident et à une vision libérale du monde et par conséquent fermé aux autres expériences et solutions possibles.

## Le modèle en pratique

Il y avait, dès le début, une convergence autour de ce que Miles Kahler appelait « le consensus de New York<sup>39</sup> » malgré l'absence d'un organe central pour toutes les activités

de consolidation de la paix au sein de l'ONU pendant la première décennie, d'une part, et la présence constante d'autres acteurs internationaux qui s'arrogeaient des responsabilités dans le cadre des interventions internationales d'autre part. Le « consensus de New York » reflétait le *rêve libéral* de créer des démocraties multipartites dotées d'une économie de marché et d'une société civile forte et de promouvoir les valeurs et les pratiques libérales occidentales comme l'autorité séculaire, la gouvernance centralisée, l'état de droit et le respect des droits de l'homme<sup>40</sup>.

Comme l'explique Oliver Richmond, la paix est pensée par la communauté internationale occidentale comme une « forme idéale réalisable, le résultat d'actions ascendantes et descendantes, reposant sur des normes, des structures et des régimes sociaux, politiques et économiques libéraux<sup>41</sup> ». Penser la « paix comme une gouvernance<sup>42</sup> » suppose aussi de voir en la consolidation de la paix un moyen de parvenir à une fin, c'est-à-dire comme un modèle institutionnalisé prenant corps à travers une série d'étapes requises pour établir la paix libérale. Pas étonnant, donc, que la pratique de la consolidation de la paix ait nécessité un cadre standardisé d'action cherchant à revêtir un caractère universel et hégémonique.

## La multidimensionnalité

L'engagement de l'ONU en Namibie en 1989 constitue la première tentative de mise en œuvre de ce paradigme. Dépassant la supervision traditionnelle d'un cessez-le-feu, l'opération de paix a pour mandat d'assister l'instauration d'institutions politiques démocratiques et de surveiller les élections qui assureraient l'indépendance du pays. Le succès relatif de la mission a démontré la capacité et la volonté de l'organisation d'entreprendre des opérations de paix plus ambitieuses et de plus grande envergure en menant des activités bien plus étendues que celles entreprises jusqu'alors, et dans différents pays sortant de conflits armés en Asie, en Afrique, en Europe et en Amérique centrale<sup>43</sup>. Nous avons donc assisté pendant les années 1990 à une expansion considérable du modèle de paix libérale qu'Oliver Ramsbotham appelle « instruction permanente de l'ONU de consolidation de la paix après le règlement<sup>44</sup> » et qui se matérialise sur le terrain par quatre dimensions interdépendantes : 1) militaire et sécuritaire, 2) politico-constitutionnelle, 3) socio-économique et 4) psychosociale.

### *La dimension militaire et sécuritaire*

Les groupes engagés dans des conflits intra-étatiques font face à un dilemme sécuritaire bien plus élevé que les groupes engagés dans des conflits interétatiques, à tel point que le renforcement de l'autorité de l'état suppose de récupérer le monopole de l'usage légitime de la force et le contrôle d'un territoire entier ; cela implique donc précisément la reconstitution d'un pouvoir politique central capable de s'imposer face aux autres pouvoirs politiques et militaires. Il est par conséquent nécessaire d'institutionnaliser des garanties neutralisant le sentiment compréhensible d'insécurité qui gagne les différents acteurs redoutant d'être exclus et craignant que la centralisation du pouvoir politique et

militaire ne favorise le groupe adverse à leurs dépens. La dimension militaire et sécuritaire du modèle de consolidation de la paix a donc deux objectifs : établir un équilibre entre les parties belligérantes et limiter la capacité des combattants à reprendre les hostilités. Il existe par conséquent un programme spécifiquement destiné aux soldats, appelé le « DDR », incluant les phases standardisées de : 1) démobilisation, 2) désarmement et 3) réintégration dans la vie civile ou les forces armées nationales<sup>45</sup>.

Par la suite, la communauté internationale s'est focalisée sur la réforme du secteur de la sécurité (RSS), qui couvre les services militaires, policiers et du renseignement et cherche à établir un contrôle plus transparent, efficace et démocratique<sup>46</sup>. En se rapportant à une notion générique de bonne gouvernance et d'état de droit, la RSS offre une approche complète à long terme reposant non seulement sur la *capacité* d'assurer la sécurité des citoyens, mais aussi sur le principe de responsabilité à *travers* une supervision civile et démocratique<sup>47</sup>.

### ***La dimension politico-constitutionnelle***

Cette dimension cherche à mener une transition politique impliquant la légitimation de l'autorité du gouvernement, la réforme de l'administration de l'état au cours du conflit et le transfert des tensions au sein des groupes en conflit au niveau institutionnel, c'est-à-dire l'idée de la politique comme prolongement du conflit par des moyens non violents, une notion introduite par Michel Foucault que Ramsbotham nomme « Clauzewitz inversé<sup>48</sup> ».

Le régime politique sous-tendant ces changements est la démocratie libérale, considérée plus favorable à la paix tant en interne qu'à l'échelle internationale<sup>49</sup>. En tant que « philosophie politique dominante<sup>50</sup> » de la communauté internationale de l'après-guerre froide, elle a été d'abord encouragée puis s'est imposée aux sociétés faisant l'objet d'une intervention, en s'axant principalement sur la réforme et la promotion de l'état de droit et des éléments ayant le plus d'effet sur le processus de démocratisation et sur la création d'une culture démocratique : les partis politiques, les médias et la société civile.

L'introduction de ce modèle démocratique dans les scénarios post-conflits peut, toutefois, prendre différentes formes. Une première approche consistait à organiser des élections multipartites à court terme, qui symbolisaient la responsabilisation immédiate des acteurs nationaux et la légitimité du nouveau pouvoir politique (comme en Angola en 1992). La logique du gagnant emporte tout du jeu à somme nulle dans des contextes extrêmement instables conduisit toutefois à l'émergence d'une deuxième approche jugée moins déstabilisante : les gouvernements de coalition, qui visaient à socialiser les acteurs en matière de partage du pouvoir négocié, et la pratique du consensus avant la tenue de premières élections (par exemple, en Afghanistan en 2002). La dernière voie, réservée aux cas où il existe un large engagement de la communauté internationale en matière de dispositions financières, de ressources humaines et de temps, est le « protectorat international », dans lequel l'administration de transition est assurée par un acteur extérieur (par exemple, au Timor oriental avec l'ONU entre 1999 et 2002).

### ***La dimension socio-économique***

Cette dimension a pour objectif d'inverser l'effet particulièrement dévastateur d'un conflit armé sur le tissu socio-économique d'un pays, en s'appuyant sur l'aide financière internationale. Selon la logique d'un *continuum* entre l'urgence, la réhabilitation et le développement<sup>51</sup>, la communauté internationale commence habituellement par l'aide humanitaire et joue aussi un rôle crucial dans le soutien à moyen et long terme à la reconstruction de l'infrastructure de base et à l'application de politiques macro-économiques de stabilisation. Il convient de noter que la compréhension de ce relèvement économique, ainsi que des (dés)équilibres monétaires et fiscaux, a été guidée par l'idéologie néolibérale<sup>52</sup>. Au cours des années 1980 et 1990, cette philosophie économique se matérialisait par les programmes dits d'ajustement structurel, appliqués dans l'ensemble des pays en développement par des institutions financières loyales au fameux « consensus de Washington<sup>53</sup> ». Ces politiques économiques prônaient la libéralisation, la privatisation et la dérégulation de l'économie des pays en les ouvrant au marché; elles s'accompagnaient d'un affaiblissement et d'une réduction concomitante du rôle interventionniste de l'état dans un contexte de discipline fiscale rigoureuse et de réforme des impôts destinée à attirer les investissements étrangers.

Des critiques dévastatrices de ce modèle néolibéral concernant les difficultés d'intégrer favorablement et durablement ces économies post-conflits au marché mondial ont suscité des appels forts à l'assouplissement des pratiques économiques, au retour à l'état comme agent de développement et à la nécessaire réconciliation des impératifs de stabilisation à court terme et des impératifs à long terme de croissance et de développement<sup>54</sup>. Généralement, toutefois, les réformes du « consensus post-Washington » qui suivirent, principalement à la fin des années 1990, allaient dans le sens d'un « paquet néolibéral allégé » plutôt que d'une véritable remise en cause des postulats du modèle.

### ***La dimension psychosociale***

L'un des plus lourds tributs payés à la guerre est l'impact durable d'une culture de la violence ancrée dans les sociétés exposées aux conflits sur une longue période<sup>55</sup>. La restauration du tissu social des pays dévastés par la guerre dépend de la déconstruction des stéréotypes et des conditions qui ont aggravé le conflit et polarisé les communautés, exigeant, de ce fait, un changement des attitudes individuelles et, plus généralement, du comportement de la société dans son ensemble en faveur d'une réconciliation.

Les sociétés ont combattu différemment le traumatisme psychosocial engendré par les conflits. Certaines ont choisi ce que nous appelons ici « la formule de l'amnésie », ou encore l'enfouissement du passé, moyennant des amnisties, afin de ne pas créer d'instabilité. Cette voie est difficile à suivre, car les personnes en souffrance sont généralement torturées par leur bonne mémoire. Il existe essentiellement trois autres pratiques courantes permettant d'appréhender le passé dans ces contextes (qui peuvent coexister ou être associées à des lois d'amnistie) : 1) les commissions de paix et de réconciliation, comme au Salvador; 2) les tribunaux (règlement judiciaire, soit national soit internatio-

nal), comme au Rwanda; et 3) les pratiques traditionnelles de réconciliation (des rituels entièrement basés sur les ressources culturelles locales), comme au Timor oriental.

Il s'agit, finalement, d'un processus lent et douloureux, impliquant une réadaptation à l'autre et la reconstruction de relations pacifiques. La réconciliation dans son acception la plus large est donc, finalement, l'objectif ultime de la transition vers la paix. Le consensus autour de la pratique institutionnelle de la consolidation de la paix s'est généralisé. L'organisation mondiale a cherché à le renforcer et à rationaliser les missions d'observation à travers des réformes administratives telles que la création du Département des opérations de maintien de la paix dès 1992 et par le recours plus systématique aux représentants spéciaux du Secrétaire général. En particulier, la Commission de consolidation de la paix a été créée en 2005 afin de combler le vide institutionnel relatif à la capacité de l'ONU à agir dans des contextes de violence et de fragilité de l'état, de tirer des enseignements de ses erreurs et d'élaborer des bonnes pratiques dans un cadre de paix libérale.

Étant donné la complexité croissante des menaces pesant sur la paix et la sécurité internationales, la logique de complémentarité entre les actions de l'ONU, des nombreuses organisations régionales et de la société civile prit également de l'ampleur. En mettant en pratique ce qui avait été envisagé dans le chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, les partenariats avec les organisations régionales, considérés comme des espaces privilégiés pour la résolution de la crise et la promotion de la paix, se renforcèrent. Les institutions comme l'OCDE, l'UE, l'OTAN et l'Union africaine commencèrent à jouer un rôle croissant dans la consolidation de la paix, en suivant généralement le modèle institutionnalisé. En particulier, l'élargissement de l'OTAN et de l'UE en Europe puis l'expansion de leurs opérations au-delà des frontières européennes ont intensifié l'application du paradigme et conféré une plus grande légitimité au modèle de paix libérale comme cadre d'action standardisé. Simultanément, la prééminence sur l'agenda international du concept de sécurité humaine et les appels subséquents à l'intervention ont offert plus d'espace aux organisations de la société civile dans le discours et les pratiques sur la paix et les conflits<sup>56</sup>. Considérées comme plus axées sur les individus et tendant à adopter des approches ascendantes, ces organisations ont pris de l'ampleur et leur participation aux différents stades de la promotion de la paix a fini par être jugée essentielle au succès d'un processus de paix durable. Comme le font remarquer Edward Newman et al., cette vision à la fois du challenge et de la réponse la plus appropriée, rapidement adoptée par d'autres organisations, reflète non seulement le consensus dominant, mais aussi l'évolution normative vers un affaiblissement de l'inviolabilité de l'intégrité territoriale et, en concomitance, l'acceptation croissante de l'interventionnisme international<sup>57</sup>.

### Les critiques du modèle

Les attentes élevées à l'égard de cette nouvelle ère d'interventionnisme furent rapidement anéanties, ce qui favorisa l'émergence d'un pessimisme généralisé, notamment en raison des échecs cuisants et médiatiques des missions en Angola, en Bosnie, en Somalie et au Rwanda. Les statistiques sur la récurrence des conflits violents dans les sociétés

précédemment dévastées par la guerre (50 pour cent d'entre elles y sont sujettes pendant les cinq premières années suivant la signature d'un accord de paix) ont contribué à remettre ouvertement en question ce modèle privilégié<sup>58</sup>. Du reste, même en l'absence d'une franche reprise des hostilités, la matérialisation d'une paix formelle rencontra de graves difficultés et, bien souvent, les déclarations initiales et enthousiastes de succès se révélèrent prématurées<sup>59</sup>.

Le principal protagoniste de cet ambitieux projet interventionniste endossait une bonne part de responsabilité des revers et des échecs. La complexité des problèmes affrontés en matière de paix et de sécurité avec la fin de la guerre froide ont même défié de façon considérable la capacité institutionnelle des missions de l'ONU de cette envergure à plusieurs niveaux : ressources financières, personnel qualifié et expérimenté, collecte d'informations et planification, communication, coordination et savoir-faire opérationnel<sup>60</sup>. Évidente dès le départ, la difficile opérationnalisation de la proposition de l'ONU a confirmé les faiblesses manifestes et les dilemmes complexes qui sapèrent la crédibilité, la légitimité et la capacité d'intervention de l'organisation.

Or, ce serait les critiques du modèle même de consolidation de la paix, défendu tant par l'ONU que par d'autres acteurs plus interventionnistes du système international, qui s'avèreraient les plus virulentes. Nous pouvons classer ces critiques en deux catégories selon leur position analytique : 1) les critiques réformistes (les résolveurs de problèmes)<sup>61</sup> qui, tout en lui reconnaissant des défauts majeurs, prônent la poursuite du modèle, en affinant le processus sans en contester le fondement idéologique ; et 2) les critiques structurelles, qui remettent en question la légitimité même du modèle, ses valeurs, ses intérêts et la reproduction des relations hégémoniques et mettent ainsi en cause l'ordre accepté comme réalité immuable.

## Un interventionnisme accru et meilleur : les critiques réformistes

En nombre comme en influence dans la sphère de l'élaboration de politiques, la plupart des auteurs étudiant la question de la promotion de la paix dans les pays de la périphérie appartiennent à la mouvance dite majoritaire et peuvent être catalogués de résolveurs de problèmes. Ces auteurs défendent l'ordre existant et leur préoccupation est d'accroître la pertinence et l'efficacité pratique du modèle de paix libérale<sup>62</sup>. Convaincus finalement que, malgré des résultats décevants, l'intervention d'un tiers est plus bénéfique que nuisible et que la seule autre issue possible serait de livrer des millions de personnes de la périphérie à l'insécurité et à violence, les partisans de ce courant de pensée accusent les « hypercritiques » de scepticisme généralisé et se focalisent sur l'amélioration du modèle afin d'en réduire les effets déstabilisateurs et d'en améliorer les capacités<sup>63</sup>.

Roland Paris et Timothy Sisk représentent génériquement cette position et relèvent dans ce modèle cinq contradictions entravant son applicabilité : 1) l'intervention externe est utilisée pour promouvoir l'autonomie ; 2) le contrôle international est requis afin de créer l'appropriation locale ; 3) les valeurs universelles sont encouragées pour s'attaquer aux problèmes locaux ; 4) la rupture avec le passé est concomitante avec l'affirmation de

l'Histoire; et 5) les impératifs à court et à long terme sont souvent contradictoires<sup>64</sup>. Ces tensions se matérialisent par des défis pratiques à la consolidation de la paix sur le plan de : 1) la présence internationale (c'est-à-dire le degré d'interférence dans les affaires internationales de l'état hôte – ampleur de la mission, nature des tâches, consentement contre conformité/imposition, combinaison de moyens violents et/ou non-violents); 2) la durée de la mission (reconstruction après la guerre comme activité nécessairement de long terme, contre responsabilité des acteurs nationaux); 3) la participation locale (élites contre population, priorités internationales contre priorités locales); 4) la dépendance (par rapport aux acteurs internationaux contre une paix durable); et 5) la cohérence (coordination organisationnelle et influence normative)<sup>65</sup>.

Constater ces dilemmes ne conduit pas à rejeter ce type de réponse de la communauté internationale; au contraire, cette analyse est vue comme une tentative « réaliste » de *gestion* des impératifs contradictoires afin d'améliorer les performances et l'efficacité des missions, de redéfinir les attentes et ainsi de « sauver » le projet de paix libérale<sup>66</sup>. Les fondements idéologiques de la paix libérale, à savoir la transformation des pays dévastés par les guerres civiles en démocraties libérales de marché, ne sont donc pas remis en question. Au fil du temps, l'incorporation des critiques réformistes n'a entraîné qu'une légère adaptation de la méthodologie, avec l'adoption de réformes plus progressives (« l'institutionnalisation avant la libéralisation ») afin d'établir et de consolider des institutions autonomes de gouvernance qui soient efficaces et légitimes avant l'introduction d'élections de type *winner-takes-all* (le vainqueur remporte la mise) et des réformes drastiques en vue d'ouvrir les marchés<sup>67</sup>. Cette stratégie, plus sensible aux effets négatifs de la « thérapie de choc », a cependant maintenu les deux objectifs mondiaux guidant la mise en œuvre du paradigme depuis le début des années 1990 : 1) la reproduction de l'état occidental wébérien dans la périphérie, avec le renforcement de la RSS, de l'état de droit et de la bonne gouvernance (les trois piliers majeurs du modèle au cours de sa deuxième décennie); et 2) l'intégration de ces espaces dans l'économie capitaliste mondiale, en préservant généralement le cadre néolibéral, tout en se protégeant de ses effets socio-économiques les plus dévastateurs par des programmes d'aide au développement et de réduction de la pauvreté<sup>68</sup>.

### Le défi à la structure globale du pouvoir : les critiques structurelles

Les critiques structurelles concernent principalement l'idéologie sous-jacente à la pensée et à la pratique de la consolidation de la paix et ce qu'elle (re)produit en matière de fonctionnement du système international. Contrairement à la vision analysée ci-dessus, les auteurs ont un objectif transformatif et cherchent à résister explicitement aux formes hégémoniques du pouvoir<sup>69</sup>. Ce compromis normatif vise à transformer le modèle même, par opposition à un ajustement en phase avec la préservation du paradigme dominant de paix libérale (ainsi que le système plus large des relations de pouvoir), contrairement à la préservation du *statu quo*.

Parmi les critiques les plus virulentes, certaines mettent en avant le modèle hégémonique occidental de consolidation de la paix et sa nature hiérarchique, centralisée et élitiste. Sous un angle postcolonial, la paix libérale est comprise comme favorisant la culture, l'identité et les normes occidentales au détriment des autres<sup>70</sup>. Les analogies entre consolidation de la paix et colonialisme sont donc monnaie courante, partant du principe qu'ils favorisent tous deux des asymétries entre le Nord mondial et le Sud mondial. Les problèmes structurels de conception et de mise en œuvre des modèles de consolidation de la paix sont donc vus dans leur rapport avec l'inégalité du système international : les interventions imposent un modèle descendant, créent et renforcent une hiérarchie claire entre les intervenants et ceux qui font l'objet de l'intervention et agissent comme un instrument de gouvernance mondiale de l'occident dans la périphérie, consolidant son hégémonie, défendant ses intérêts géostratégiques et encourageant ses valeurs<sup>71</sup>. Sa fonction est de légitimer l'ordre du monde tel qu'il était après la victoire du bloc de l'Ouest lors de la guerre froide, tout en servant les intérêts des états occidentaux et des institutions financières internationales contrôlées par ces derniers. En outre, les prétendues solutions *techniques* proposées et imposées par le Nord mondial, comme les stratégies néolibérales de reconstruction d'après-guerre, reproduisent les conditions du conflit et engendrent la violence qu'elles cherchent justement à combattre, contribuant en fin de compte à l'instabilité du système<sup>72</sup>.

Afin de surmonter cette logique selon laquelle l'international s'impose au local, plusieurs auteurs ont plus récemment exploré l'idée d'un modèle de « paix post-libérale ». Par exemple, la contribution d'Oliver Richmond et de Roger Mac Ginty est principalement axée sur la théorie de la paix hybride, où la paix est un hybride cumulatif à long terme de forces endogènes et exogènes<sup>73</sup>. Récusant à la fois l'universalité de la paix libérale (en tant que principe et pratique) et de la « pureté » romancée du local, la perspective hybride constate que l'agencéité locale résiste au paradigme actuel, l'ébranle, le renégocie, l'ignore, le retarde et propose d'autres solutions. La reconnaissance de cette hétérogénéité permet d'envisager des épistémologies du Sud et, en particulier, des formes de renforcement de l'état et de gouvernance sociale autres que celles proposées par le modèle hégémonique<sup>74</sup>. L'idée centrale est que, en tenant compte des visions du monde culturellement différentes de la vision occidentale, il est possible de reconnaître et de créer une multiplicité de « paix » qui ne soient pas anéanties par l'hégémonie écrasante de la paix libérale.

Bien qu'elles se différencient par leurs caractéristiques et leurs intentions, ces critiques remettent effectivement en question : 1) la *bonne volonté* du modèle d'intervention, en attirant l'attention sur les caractéristiques impérialistes du paradigme et sur la façon dont il sert les intérêts et les intentions particuliers des pays du Nord dans le Sud ; 2) sa nature, en contestant le caractère central de la sécurité (qui favorise l'ordre et la stabilité aux dépens de l'émancipation) et son essence élitiste, technocratique et standardisée ; 3) sa légitimité, en remettant en question la présomption d'universalité du libéralisme occidental ainsi que sa vision eurocentrique, normative et étriquée de la participation locale ; et 4) son efficacité, en mettant en exergue l'entretien des relations conflictuelles, la dépendance

à l'égard des acteurs extérieurs et les conséquences adverses d'une minimisation des contributions endogènes.

## Conclusion

Le modèle de consolidation de la paix entrepris par les différents chefs de file de l'interventionnisme international est, à n'en pas douter, un projet particulièrement ambitieux. Du simple gel des conflits armés, nous avons rapidement glissé vers la tentative de résolution de leurs causes profondes en institutionnalisant un paradigme qui a considérablement modifié les objectifs et les fonctions traditionnelles de la promotion de la paix dans la périphérie.

Cependant, les résultats de ce projet interventionniste étaient bien en deçà des effets escomptés, en particulier pour ceux qui présentaient avec enthousiasme une nouvelle ère capable de résoudre les menaces à la paix et à la sécurité internationales de l'après-guerre froide. Les deux décennies de critiques internes et externes du modèle de consolidation de la paix ont certes apporté quelques réformes en faveur d'un *modus operandi* à l'occasion plus flexible et plus sensible aux autres approches. Toutefois, ces ajustements n'ont pas véritablement remis en question les postulats culturels et idéologiques de ce paradigme ni les intérêts du Nord mondial sous-tendant l'action internationale dans les environnements touchés par un conflit ou sortant d'un conflit. À vrai dire, ils n'ont pas permis de régler la plupart des problèmes identifiés par les résolveurs de problèmes, comme l'ont montré les rapports et évaluations successifs des opérations de paix conduites par les acteurs internationaux eux-mêmes. Du reste, la plupart des critiques émises au cours des vingt dernières années sont valides aujourd'hui encore.

En ce sens, l'appréciation de la consolidation de la paix en tant que réponse aux violences extrêmes sapant le système ne peut qu'en révéler les effets pour le moins décevants et bien souvent contre-productifs. Si la volonté de dépasser le modèle militarisé de paix négative doit être saluée, tout comme l'engagement renouvelé de la communauté internationale envers la périphérie dévastée par la violence et nécessitant de l'aide, le scepticisme à l'égard des efforts internationaux est clairement justifié. Les limites importantes de la façon dont le concept a été pensé et s'est matérialisé sur le terrain, sans oublier les griefs soulevés par les programmes et les intérêts réellement servis par ces interventions, sont des questions majeures, d'ailleurs bien loin d'être résolues.

## Notes

1. Organisation des Nations Unies, « An Agenda For Peace », 31 janvier 1992, [www.un-documents.net/a47-277.htm](http://www.un-documents.net/a47-277.htm).

2. GALTUNG, Johan, « Violence, Peace and Peace Research », *Journal of Peace Research* 6, no 3, 1969, p. 168.

3. Pour une analyse plus détaillée de la contribution conceptuelle de Galtung, voir ALMEIDA CRAVO, Teresa, « Os Estudos para a Paz », in *Segurança Contemporânea*, DUQUE, NOIVO, ALMEIDA et SILVA, dir., Lisbonne : PACTOR–Edições de Ciências Sociais e Política Contemporânea, 2016, pp. 69-84.

4. *Id.*
5. GALTUNG, « An Editorial », *Journal of Peace Research* 1, no 1, 1964, pp. 1-4.
6. *Id.*, p. 2.
7. GALTUNG, « Violence, Peace and Peace Research ».
8. GALTUNG, « Cultural Violence », *Journal of Peace Research* 27, no 3, 1990, pp. 291-305.
9. GALTUNG, « Three Approaches to Peace: Peacekeeping, Peacemaking and Peacebuilding », in *Essays in Peace Research*, Volume II, GALTUNG, dir., Copenhague : Ejlers, 1976, p. 282.
10. *Id.*, pp. 283-284.
11. *Id.*, p. 288.
12. *Id.*, p. 290.
13. *Id.*, pp. 294-296.
14. *Id.*, pp. 296-297.
15. *Id.*, pp. 298-300.
16. *Id.*, p. 104.
17. MIALI, Hugh, RAMSBOTHAM, Oliver, WOODHOUSE, Tom, *Contemporary Conflict Resolution*, Cambridge : Polity Press, 1999, p. 2 ; VIGGO JAKOBSEN, Peter, « The transformation of United Nations Peace Operations in the 1990s: Adding Globalization to the Conventional 'End of the Cold War Explanation' », *Cooperation and Conflict* 37, no 3, 2002, pp. 267-282.
18. WALLENSTEEN, Peter, SOLLENBERG, Margareta, « Armed Conflict, 1989-2000 », *Journal of Peace Research* 38, no 5, 2001, p. 632.
19. AYOUB, Mohammed, « State-Making, State-Breaking and State Failure: Explaining the Roots of 'Third World' Insecurity », in *Between Development and Destruction. An Enquiry into the Causes of Conflict in post-Colonial States*, GOOR et al., dir., Londres : Macmillan Press Ltd, 1996, pp. 67-90.
20. ALMEIDA CRAVO, « Duas décadas de consolidação da paz: as críticas ao modelo das Nações Unidas », *Universitas: Relações Internacionais - UniCEUB* 11, no 2, 2013, pp. 21-37.
21. Organisation des Nations Unies, « An Agenda For Peace ».
22. *Id.*, para 42-45. *L'Agenda pour la paix* fait également référence aux unités d'imposition de la paix, prévues dans la Charte des Nations Unies, comme instrument mobilisable dans ce nouveau cadre d'action.
23. *Id.*, para 21.
24. *Id.*, para 15.
25. RAMSBOTHAM, « Reflections on UN Post-Settlement Peacebuilding », in *Peacekeeping and Conflict Resolution*, WOODHOUSE & RAMSBOTHAM dir., Londres : Frank Cass Publishers, 2000, p. 171, p. 175.
26. Organisation des Nations Unies, « An Agenda For Peace », para 15.
27. Nations Unies, Département des Opérations de maintien de la paix, *United Nations Peacekeeping Operations : Principles and Guidelines*, New York : United Nations Secretariat, 18 janvier 2008, p. 18, [www.un.org/en/peacekeeping/documents/capstone\\_eng.pdf](http://www.un.org/en/peacekeeping/documents/capstone_eng.pdf).
28. Nations Unies, Assemblée générale, Conseil de sécurité, « Supplement to an Agenda for Peace: Position Paper of the Secretary-General on the Occasion of the Fiftieth Anniversary of the United Nations », 3 janvier 1995, para 47, [www.un.org/documents/ga/docs/50/plenary/a50-60.htm](http://www.un.org/documents/ga/docs/50/plenary/a50-60.htm).
29. *Id.*, para 53.
30. Nations Unies, Bureau d'appui à la consolidation de la paix, *UN Peacebuilding : An Orientation*, New York : Peacebuilding Support Office, septembre 2010, para 13, [www.un.org/en/peacebuilding/pbso/pdf/peacebuilding\\_orientation.pdf](http://www.un.org/en/peacebuilding/pbso/pdf/peacebuilding_orientation.pdf).
31. Nations Unies, Assemblée générale, Conseil de sécurité, « Report of the Panel on United Nations Peace Operations (Brahimi Report) », 21 août 2000, para. 28, [www.un.org/documents/ga/docs/55/a55305.pdf](http://www.un.org/documents/ga/docs/55/a55305.pdf).
32. Nations Unies, Bureau d'appui à la consolidation de la paix, *UN Peacebuilding: An Orientation*, p. 9.
33. DOYLE, Michael, « Three Pillars of the Liberal Peace », *American Political Science Review* 99, no 3, 2005, pp. 463-466.
34. CLAPHAM, Christopher, « Rwanda : The Perils of Peacemaking », *Journal of Peace Research* 35, no 2, 1998, pp. 193-194.

35. YANNIS, Alexandros, « State Collapse and its Implications for Peace-Building and Reconstruction », *Development and Change* 33, no 5, 2002, p. 825.

36. PARIS, Roland, « Peacebuilding and the Limits of Liberal Internationalism », *International Security* 22, no 2, 1997, p. 56.

37. LIZÉE, Pierre, *Peace, Power and Resistance in Cambodia. Global Governance and the Failure of International Conflict Resolution*, Londres : Macmillan Press Ltd., 2000.

38. JAKOBSEN, « The transformation of United Nations Peace Operations ».

39. KAHLER, Miles, « Statebuilding After Afghanistan and Iraq », in *The Dilemmas of Statebuilding: Confronting the Contradictions of Postwar Peace Operations*, PARIS & SISK dir., Londres : Routledge, 2009, pp. 287-303.

40. NEWMAN, Edward et al., « Introduction », in *New Perspectives on Liberal Peacebuilding*, NEWMAN et al., dir., Tokyo : United Nations University Press, 2009, p. 12.

41. RICHMOND, Oliver, *The Transformation of Peace*, Londres : Palgrave Macmillan, 2005, p. 110.

42. *Id.*, pp. 52-84.

43. HAN, Sonia, « Building a Peace that Lasts: The United Nations and Post-Civil War Peacebuilding », *New York University Journal of International Law and Politics* 26, no 4, 1994, pp. 842-845.

44. RAMSBOTHAM, « Reflections on UN Post-Settlement Peacebuilding », p. 170.

45. Nations Unies, Assemblée générale, « Disarmament, Demobilization and Reintegration Programs », 2 mars 2006, para. 29-37, [www.undp.org/content/dam/undp/documents/cpr/documents/ddr/SG\\_Report\\_on\\_DDR\\_to\\_GA\\_s-60-705\\_March\\_2006.pdf](http://www.undp.org/content/dam/undp/documents/cpr/documents/ddr/SG_Report_on_DDR_to_GA_s-60-705_March_2006.pdf).

46. SEDRA, Mark, dir., *The Future of Security Sector Reform*, Ottawa : Centre for Governance Innovation, p. 2010.

47. Sur le lien entre consolidation de la paix, état de droit et RSS, voir ALMEIDA CRAVO, « Linking Peacebuilding, Rule of Law and Security Sector Reform: The European Union's Experience », *Asia-Europe Journal* 14, Numéro spécial : The Rule of Law as a Strategic Priority in the European Union's External Action, no 1, 2016, pp. 107-124.

48. RAMSBOTHAM, « Reflections on UN Post-Settlement Peacebuilding », p. 172.

49. Sur la théorie de paix démocratique, voir HAYES, Jarrod, « The Democratic Peace and the new Evolution of an old Idea », *European Journal of International Relations* 18, no 4, 2012, pp. 767-791.

50. BARNES, Samuel, « The Contribution of Democracy to Rebuilding Postconflict Societies », *American Journal of International Law* 95, no 1, 2001, p. 86.

51. MACRAE, Joanna, LEADER, Nicholas, « Apples, Pears and Porridge: The Origins and Impact of the Search for 'Coherence' between Humanitarian and Political Responses to Chronic Political Emergencies », *Disasters* 25, 2001, p. 155, doi:10.1111/1467-7717.00179.

52. HARVEY, David, *A Brief History of Neoliberalism*, Oxford : Oxford University Press, 2005.

53. WILLIAMSON, John, « A Short History of the Washington Consensus », in *The Washington Consensus Reconsidered: Towards a New Global Governance*, SERRA & STIGLITZ, dir., Oxford : Oxford University Press, 2008, pp. 14-30.

54. STIGLITZ, John, « Is there a Post-Washington Consensus? », in *The Washington Consensus Reconsidered: Towards a New Global Governance*, SERRA & STIGLITZ, dir., Oxford : Oxford University Press, 2008, pp. 41-56.

55. LEDERACH, John Paul, « Civil Society and Reconciliation », in *Turbulent Peace. The Challenges of Managing International Conflict*, CROCKER et al., dir., Washington, D.C. : United States Institute of Peace Press, 2001, pp. 841-854.

56. Programme des Nations Unies pour le développement des Nations Unies, *Human Development Report 1994*, New York : Oxford University Press, 1994, <http://hdr.undp.org/en/content/human-development-report-1994>.

57. NEWMAN et al., « Introduction », p. 5.

58. COLLIER, Paul et al., *Breaking the Conflict Trap: Civil War and Development Policy*, New York: Oxford University Press and World Bank, 2003, p. 83.

59. Par exemple, pour des critiques sur les opérations au Mozambique, voir WEINSTEIN, Jeremy, « Mozambique : A Fading U.N. Success Story », *Journal of Democracy* 13, no 1, 2002, pp. 141-156; et au Cambodge, voir LIZÉE, Pierre, *Peace, Power and Resistance in Cambodia*.

60. ROBERTS, Adam, KINGSBURY, Bénédict, dir., *United Nations, Divided World: the UN's Roles in International Relations*, Oxford : Clarendon Press, 1993.

61. Pour le concept de « résolveur de problème », voir COX, Robert, « Social Forces, States and World orders: Beyond International Relations Theory », in *Neorealism and Its Critics*, KEOHANE, dir., New York : Columbia University Press, 1986, pp. 204-254.

62. Voir, par exemple, FUKUYAMA, Francis, *State-building : Governance and World Order in the 21st Century*, Ithaca, NY : Cornell University Press, 2004 ; PARIS, *At War's End : Building Peace after Civil Conflict*, Cambridge : Cambridge University Press, 2004 ; DOYLE, Michael et SAMBANIS, Nicholas, *Making War & Building Peace*, Princeton : Princeton University Press, 2006 ; CALL, Charles et COUSENS, Elizabeth, « Ending Wars and Building Peace: International Responses to War-Torn Societies », *International Studies Perspectives* 9, 2008, pp. 1-21 ; et JARSTAD, Anna et SISK, Timothy, dir., *From War to Democracy: Dilemmas of Peacebuilding*, Cambridge : Cambridge University Press, 2008.

63. PARIS, Roland, « Saving Liberal Peacebuilding », *Review of International Studies* 36, no 2, 2010, pp. 337-365.

64. PARIS, Roland et SISK, Timothy dir., *The Dilemmas of Statebuilding: Confronting the Contradictions of Postwar Peace Operations*, Londres : Routledge, 2009.

65. *Id.*, pp. 306-309.

66. PARIS, « Saving Liberal Peacebuilding ».

67. PARIS, *At War's End*, p. 179.

68. HARRISON, Graham, *The World Bank and Africa: The Construction of Governance States* Londres : Routledge, 2004.

69. Voir, par exemple, DUFFIELD, Mark, *Global Governance and the New Wars. The Merging of Development and Security*, Londres : Zed Books, 2001 ; PUGH, Michael, « The Political Economy of Peacebuilding: A Critical Theory Perspective », *International Journal of Peace Studies* 10, no 2, 2005, pp. 23-42 ; CHANDLER, David, *Empire in Denial : The Politics of State-building*, Londres : Pluto, 2006 ; RICHMOND, « The problem of peace: Understanding the 'liberal peace' », *Conflict, Security & Development* 6, no 3, 2006, pp. 291-314 ; et DARBY, Philip, « Rolling Back the Frontiers of Empire: Practising the Postcolonial », *International Peacekeeping* 16, no 5, 2009, pp. 699-716.

70. LIDÉN, Kristoffer, « Peace, Self-governance and International Engagement: From Neo-colonial to Post-colonial Peacebuilding », in *Rethinking the Liberal Peace: External Models and Local Alternatives*, TADJBAKHSH, dir., New York : Routledge, 2011, p. 57.

71. CHANDLER, « The Uncritical Critique of Liberal Peace », *Review of International Studies* 36, no 1, 2010, pp. 137-155.

72. DUFFIELD, *Global Governance and the New Wars* ; PUGH, « The Political Economy of Peacebuilding ».

73. RICHMOND, *A Post-Liberal Peace: The Local Infrapolitics of Peacebuilding*, Londres : Routledge, 2011 ; et MAC GINTY, Roger, *International Peacebuilding and Local Resistance: Hybrid Forms of Peace*, Basingstoke : Palgrave Macmillan, 2011.

74. SOUSA SANTOS, Boaventura, *Epistemologies of the South*, Boulder : Paradigm, 2014.

# La rétribution et la dissuasion du cyber terrorisme

JOHN J. KLEIN, PHD\*

Depuis son entrée en fonction, le président Barack Obama n'a cessé de présenter la cyber sécurité comme l'un des principaux défis auxquels font face les États-Unis<sup>1</sup>. Ce faisant, il n'a pas manqué de relever l'ironie du fait que les technologies qu'utilisent les États-Unis pour accomplir de grandes choses peuvent également servir à compromettre leur sécurité et à nuire à leurs citoyens. Les technologies de l'information et les systèmes de défense qui confèrent à l'armée américaine sa supériorité sont pris pour cible par des hackers chinois et russes, dont les attaques pourraient accroître les vulnérabilités. Par conséquent, les cyber attaques continues et persistantes sont considérées comme une menace pour la sécurité nationale des États-Unis<sup>2</sup>.

Le cyber terrorisme figure parmi les grands enjeux de la cyber sécurité évoqués par le président Obama. Malheureusement, bien qu'examinée depuis le début des années 2000, sa définition fait encore débat. La confusion autour du cyber terrorisme découle en partie des récentes tentatives d'élargir le concept pour y inclure l'hacktivisme ainsi que l'utilisation de l'Internet par les terroristes en vue de faciliter des actes terroristes traditionnels<sup>3</sup>. Par ailleurs, certains stratèges et responsables politiques soutiennent qu'il est impossible de prévenir les actes de cyber terrorisme, qu'ils soient perpétrés par des états ou par des acteurs non étatiques<sup>4</sup>.

Ce point de vue est cependant erroné ou, tout au mieux, à moitié vrai<sup>5</sup>. L'histoire et le déroulement des conflits dans les autres médias de guerre ont montré que la menace crédible d'une force écrasante ou d'autres mesures sévères pouvait, si les conditions étaient réunies, dissuader les agresseurs potentiels de s'engager dans une confrontation directe.

---

\*John J. Klein est chercheur résident au sein de la société Falcon Research, en Virginie du Nord (États-Unis). Il est titulaire d'un doctorat en science politique, centré sur les études stratégiques, de l'université de Reading et d'un Master en études stratégiques et sécurité intérieure du U.S. Naval War College, où il a participé au programme Mahan Scholars. Auparavant, il a été Federal Executive Fellow dans le cadre du programme d'études en politique étrangère de la Brookings Institution. John J. Klein publie régulièrement des articles sur la politique nationale, la stratégie militaire et les implications du droit des conflits armés.

Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que leur auteur et ne reflètent pas nécessairement les points de vue de Falcon Research ou ceux du gouvernement des États-Unis.

KLEIN, John J., « Deterring and Dissuading Cyberterrorism », *Journal of Strategic Security* 8, no 4, 2015, pp. 23-38. DOI : <http://dx.doi.org/10.5038/1944-0472.8.4.1460> consultable sur : <http://scholarcommons.usf.edu/jss/vol8/iss4/2>.

## Cyberespace et cyber terrorisme

Le domaine cybernétique, ou cyberespace, a été défini comme suit par Andrew Krepinevich :

Les réseaux d'ordinateurs [du monde], à la fois ouverts et fermés, y compris les ordinateurs eux-mêmes, les réseaux transactionnels qui transmettent des données relatives aux transactions financières et les réseaux dotés de systèmes de contrôle qui permettent aux machines d'interagir<sup>6</sup>.

Ainsi, le domaine cybernétique utilise des canaux de communication étendus, composés d'un réseau global et de hubs d'activités au niveau des grappes de serveurs ou des emplacements du matériel réseau<sup>7</sup>. Parmi les activités cybernétiques figurent la finance et le commerce international, les réseaux sociaux, le partage d'informations et, plus récemment, certaines activités militaires<sup>8</sup>.

Pour déterminer dans quelle mesure il est possible de rétribuer les actes terroristes dans le cyberespace, on peut s'appuyer sur la définition du cyber terrorisme proposée par Dorothy Denning en 2000 devant la Commission des forces armées de la Chambre des représentants des États-Unis :

Le cyber terrorisme est la convergence entre le cyberespace et le terrorisme. Il fait référence aux attaques illégales et aux menaces d'attaques contre des ordinateurs, des réseaux et les informations qui y sont stockées, dans le but d'intimider ou de faire pression sur un gouvernement ou sa population à des fins politiques ou sociales. En outre, pour être qualifiée de cyber terrorisme, une attaque doit s'accompagner de violence contre des personnes ou des propriétés, ou causer suffisamment de tort pour susciter la peur. C'est le cas notamment des attaques qui causent la mort ou des blessures, provoquent des explosions ou entraînent d'importantes pertes économiques. Les graves attaques contre les infrastructures critiques peuvent relever du cyber terrorisme, en fonction de leur impact. Celles qui perturbent des services non essentiels ou représentent avant tout un désagrément coûteux ne sont pas considérées comme actes terroristes<sup>9</sup>.

Les attaques dont l'ampleur est limitée, mais qui causent la mort, des blessures, des coupures d'électricité prolongées, des accidents d'avion, la contamination de l'eau ou une perte de confiance importante dans certains secteurs de l'économie peuvent également être qualifiées d'actes cyber terroristes<sup>10</sup>.

La définition susmentionnée n'inclut pas l'hacktivisme dans le cyber terrorisme. *Hacktivism* est un terme employé par de nombreux universitaires pour désigner l'alliance du piratage informatique et de l'activisme politique<sup>11</sup>. À l'image des hackers, les hacktivistes mènent des actions clandestines en ligne visant à révéler, à manipuler ou à exploiter les vulnérabilités des systèmes d'exploitation informatiques et autres logiciels. Contrairement aux hacktivistes, les simples hackers ne poursuivent généralement pas d'objectifs politiques<sup>12</sup>.

Bien que motivé par des raisons politiques, l'hacktivisme n'est pas une forme de cyber terrorisme. Si les hacktivistes s'efforcent habituellement de perturber le trafic Internet ou les réseaux informatiques en signe de protestation publique, ils ne cherchent pas pour autant à tuer, mutiler ou terrifier<sup>13</sup>. Leurs récents succès mettent toutefois en lumière

la menace que représente le cyber terrorisme, un petit nombre d'individus peu scrupuleux étant à même d'emprunter les méthodes des hackers pour semer le trouble, susciter la peur et provoquer des blessures graves ou la mort<sup>14</sup>. Toutefois, la frontière entre cyber terrorisme et hacktivism est parfois poreuse. C'est notamment le cas lorsque les groupes terroristes recrutent des hackers doués ou les rallient à leur cause, ou lorsque les hacktivistes décident d'intensifier leurs actions en attaquant les systèmes qui contrôlent les composants critiques de l'infrastructure nationale, comme les réseaux électriques et les services de secours<sup>15</sup>.

Les experts en sécurité soutiennent depuis un certain temps que le secteur de l'énergie est devenu la cible potentielle de cyber attaques basées sur la création de connexions Internet, à la fois physiques et sans fil, interférant avec les systèmes de contrôle, de surveillance et d'acquisition des données (SCADA) utilisés par les réseaux de distribution électrique<sup>16</sup>. Les systèmes SCADA assurent la gestion des flux d'électricité et de gaz naturel et sont utilisés pour contrôler les systèmes industriels et les installations des usines de traitement chimique, les opérations d'épuration et de distribution de l'eau, les installations de gestion des eaux usées et un bon nombre d'entreprises manufacturières<sup>17</sup>. Diverses études ont montré que les infrastructures critiques dotées de systèmes SCADA sont susceptibles d'être la cible d'attaques cyber terroristes, car la complexité de l'infrastructure et des systèmes informatiques utilisés est telle qu'il est quasiment impossible d'éliminer toutes les vulnérabilités potentielles<sup>18</sup>. Nombre d'experts en sécurité pensent que la capacité d'un terroriste à contrôler, perturber ou modifier les fonctions de commandement et de surveillance des systèmes SCADA pourrait menacer la sécurité régionale ou nationale<sup>19</sup>.

De manière générale, le cyber terrorisme peut aussi bien être le fait d'acteurs étatiques que d'acteurs non étatiques, mais les calculs et les implications peuvent varier sensiblement d'une catégorie à l'autre. Il convient de noter que le département d'État des États-Unis a listé en 2015 trois États considérés comme soutenant le terrorisme : l'Iran, le Soudan et la Syrie<sup>20</sup>. Le cyber terrorisme financé par un état cherchera probablement à atteindre les objectifs fixés par les dirigeants politiques de l'état en question et ses actions tendront à appuyer les objectifs de sécurité nationale à long terme. Bien que le domaine cybernétique offre un minimum d'anonymat, s'il est possible de remonter à la source à un réseau ou à l'adresse Internet d'une cyber attaque, l'emplacement physique de ceux qui l'ont perpétré pourra être établi dans les frontières de l'état qui l'aura autorisée. Étant donné que les états ont des frontières physiques et les réseaux informatiques susceptibles de déclencher une attaque sur un emplacement physique, la probabilité que ses instigateurs soient identifiés est plus élevée si la cyber attaque est soutenue par un état que si elle est perpétrée par des acteurs non étatiques.

En revanche, les acteurs non étatiques, qui regroupent de nombreuses organisations terroristes, n'auront pas forcément une action uniforme ou fondée sur les mêmes convictions profondes, et la plupart des organisations les plus violentes sont motivées par une idéologie qui s'appuie sur le martyr et sur une vision apocalyptique<sup>21</sup>. Cette idéologie peut être fondée sur la religion ou sur la volonté de renverser un gouvernement. Les terroristes qui agissent par idéologie et envisagent de lancer des cyber attaques contre les

Etats-Unis ou leurs intérêts ne se soucient peut-être pas des répercussions d'un acte cyber terroriste, qu'elles soient d'ordre militaire ou non. Dans un tel scénario, il peut s'avérer difficile, selon certains stratèges, de rétribuer les leaders d'une organisation terroriste par des moyens militaires traditionnels<sup>22</sup>. Certains experts en sécurité affirment que malgré des motivations disparates, de nombreuses organisations terroristes, y compris Al-Qaïda et l'État islamique autoproclamé, fonctionnent de manière stratégique et rationnelle<sup>23</sup>. Si les leaders d'une organisation terroriste sont enclins à prendre des décisions rationnelles, la rétribution peut à certains moments apparaître comme une méthode adéquate pour influencer leurs futures actions. Elle doit, par conséquent, être considérée comme un élément essentiel au succès d'une stratégie nationale visant à prévenir le cyber terrorisme.

### Les avantages du cyber terrorisme

L'utilisation du domaine cybernétique dans la réalisation d'actes terroristes présente plusieurs avantages. Premièrement, le cyber terrorisme peut se révéler nettement moins coûteux que les méthodes terroristes traditionnelles<sup>24</sup>. Il suffit de se procurer un ordinateur personnel et une connexion Internet, au lieu de devoir acheter des armes comme des fusils et des explosifs ou d'acquérir des moyens de transport<sup>25</sup>. Deuxièmement, le cyber terrorisme offre un anonymat accru par rapport aux méthodes cinétiques traditionnelles<sup>26</sup>. Les services de police et de sécurité peuvent avoir des difficultés à retrouver l'identité des terroristes qui utilisent en ligne des « noms d'écran » ou se connectent comme « utilisateur invité » sans s'identifier<sup>27</sup>. Troisièmement, le nombre de cibles potentielles est énorme comparé au nombre de cibles généralement visées par les actions cinétiques. Les cyber terroristes peuvent s'attaquer aux réseaux informatiques des gouvernements, des individus, des services publics, des compagnies aériennes privées, ainsi qu'aux systèmes SCADA et autres réseaux critiques. On considère que le nombre incalculable de cibles cybernétiques potentielles augmente la probabilité qu'un adversaire trouve une faiblesse ou une vulnérabilité à exploiter dans l'un des différents réseaux. Enfin, le cyber terrorisme peut être mené à distance, un aspect qui peut s'avérer particulièrement attrayant pour certains agresseurs potentiels.

### Une menace exagérée ?

De nombreuses voix critiques ont toutefois souligné que, si la menace potentielle que représente le cyber terrorisme est alarmante, malgré toutes les prévisions funestes annonçant une attaque imminente, aucun exemple concret d'acte de cyber terrorisme n'a été relevé<sup>28</sup>. Jusqu'ici, aucun cas d'attaque cyber terroriste contre les installations publiques, les réseaux de transport, les centrales nucléaires, des réseaux d'électricité, ou tout autre élément clé de l'infrastructure nationale des États-Unis n'a été enregistré. Si les cyber attaques contre les composantes critiques de l'infrastructure nationale ne sont pas rares, elles ne sont pas menées de façon à causer le type de dommages ou les graves conséquences caractéristiques d'un acte cyber terroriste<sup>29</sup>. La vaste attaque par déni de service qui a touché l'Estonie en 2007, paralysant le système bancaire pendant trois semaines, n'a

causé aucun dégât catastrophique et n'a fait aucune victime<sup>30</sup>. Même le logiciel malveillant Stuxnet, découvert en juin 2010 et considéré comme « la première arme numérique au monde » en raison de sa capacité à détruire physiquement les ordinateurs et autres équipements, n'a pas eu d'effets destructifs graves et généralisés<sup>31</sup>.

On peut alors se demander dans quelle mesure le cyber terrorisme représente véritablement une menace réelle. S'il peut apparaître comme une option attrayante pour les terroristes modernes qui apprécient l'accès à distance, l'anonymat, la possibilité de provoquer d'importants dégâts et l'impact psychologique, certaines voix critiques affirment que les craintes sont exagérées<sup>32</sup>. Par ailleurs, les cyber experts ne sont pas d'accord sur le fait que les systèmes informatiques des infrastructures critiques, y compris les systèmes SCADA, représentent pour les terroristes une cible efficace pour parvenir à leurs fins<sup>33</sup>.

Nombreux sont les spécialistes en sécurité informatique estimant qu'il n'est pas possible de causer des dommages, des blessures ou la mort à grande échelle en utilisant l'Internet<sup>34</sup>. Certains affirment que les investissements en temps, argent et expertise injectés dans la conception et le développement des systèmes informatiques critiques garantissent leur résilience aux attaques. Ainsi, le Département de la Défense (DoD), la Central Intelligence Agency (CIA) et le Federal Bureau of Investigation (FBI), par exemple, protègent leurs systèmes les plus critiques en les isolant de l'Internet et de tous les autres réseaux informatiques internes grâce à la méthode de l'air gap<sup>35</sup>.

Indépendamment du débat en cours pour savoir si la menace cyber terroriste est exagérée ou pas et si les potentiels effets destructeurs sont suffisamment graves pour soulever des inquiétudes, les rapports des médias comme des gouvernements indiquent que certaines organisations terroristes ont désormais recours à l'Internet pour communiquer, recruter, collecter des fonds et coordonner de futures attaques<sup>36</sup>. Bien qu'aucune information publique ne confirme que des organisations terroristes aient attaqué directement et avec succès des serveurs Internet ou d'importants réseaux informatiques, les rapports suggèrent que nombre d'entre elles seraient prêtes à employer des moyens virtuels pour parvenir à leurs fins si l'occasion se présentait<sup>37</sup>. Étant donné que certaines organisations terroristes semblent nourrir le désir permanent d'utiliser tous les moyens possibles, y compris les cyber attaques, pour atteindre leurs objectifs, les responsables politiques et les stratèges militaires doivent impérativement prendre les mesures préventives nécessaires pour empêcher de tels actes et minimiser les conséquences d'une éventuelle attaque. Les mesures de rétribution font partie de ces actions préparatoires.

## La rétribution et le droit des conflits armés

Selon une définition largement reprise, la rétribution consiste à « persuader un ennemi potentiel qu'il est dans son propre intérêt d'éviter certaines actions<sup>38</sup> ». Le principe qui sous-tend la théorie de la rétribution cybernétique, une sous-catégorie de la rétribution générale, repose sur l'idée qu'une force crédible et potentiellement écrasante ou d'autres actions menées contre un adversaire potentiel seraient suffisantes pour dissuader la plupart des agresseurs éventuels de lancer des cyber attaques, y compris les actes rele-

vant du cyber terrorisme. Quand on s'intéresse à la rétribution dans le domaine cybernétique, il convient de prendre en compte le conseil de Colin Grey : « Étant donné que la rétribution fonctionne uniquement, quand elle fonctionne, dans l'esprit des leaders ennemis, c'est leur vision du monde, et non la nôtre, qui détermine son succès ou son échec<sup>39</sup> ». Par conséquent, pour dissuader un adversaire potentiel, il convient de dissuader ses dirigeants ou responsables.

La théorie de la rétribution part du principe que la rétribution ne fonctionne que s'il existe une menace crédible de représailles ou de recours à la force. Les mesures de représailles considérées comme crédibles au sein de la communauté de défense américaine sont généralement régies par le droit des conflits armés (DCA), également appelé droit de la guerre. Bien qu'ils ne constituent pas une directive ou un moyen de prévenir toute action future, les idées et les principes énoncés dans le DCA s'appliquent aux mesures visant à lutter contre le terrorisme, et contre le cyber terrorisme.

Le DCA est la partie du droit international qui régit la conduite des hostilités armées<sup>40</sup>. Il s'appuie sur deux sources principales. Le droit international coutumier, d'une part, qui découle des hostilités et lie tous les états, et le droit international des traités, d'autre part, qui découle des traités internationaux et lie uniquement les états qui ont ratifié un traité donné<sup>41</sup>. Le DCA vise à réduire les dommages et les pertes de vie humaine occasionnés par tout conflit, à protéger les combattants et les non-combattants de souffrances inutiles, à sauvegarder les droits fondamentaux des combattants et des non-combattants, et à faciliter le rétablissement de la paix à l'issue du conflit.

Deux des principes énoncés dans le droit des conflits armés sont particulièrement pertinents pour le suivi des actes de cyber terrorisme, à savoir la nécessité militaire et le ciblage licite. Le premier exige d'utiliser uniquement le degré et le type de force nécessaire pour soumettre partiellement ou totalement l'ennemi, tout en veillant à minimiser les pertes de temps, de vie et de ressources physiques<sup>42</sup>. Il vise à limiter l'application de la force requise à des fins militaires licites. Si le principe de nécessité militaire admet que des dommages collatéraux et des blessures accidentelles peuvent être subis par la population civile en cas d'attaque d'une cible militaire légitime, il n'excuse pas la destruction de vies humaines et de biens disproportionnée par rapport à l'avantage militaire visé<sup>43</sup>.

Le deuxième principe, celui du ciblage licite, repose sur trois hypothèses : le droit du belligérant à infliger des pertes à l'ennemi n'est pas illimité ; le ciblage des populations civiles est interdit ; les combattants doivent être distingués des non-combattants afin d'éviter autant que possible d'épargner les non-combattants<sup>44</sup>. Il présuppose donc que toutes « les précautions raisonnables » soient prises pour s'assurer de cibler uniquement des objectifs militaires afin d'éviter autant que possible tout dommage causé à des biens civils (dommages collatéraux) ou la mort et les blessures des civils (blessures accidentelles)<sup>45</sup>.

Dérivé du concept de rétribution, la rétribution élargie fait actuellement l'objet d'études et de débats au sein du département de la Défense des États-Unis. La « rétribution élargie » consiste à renforcer la rétribution régionale et à rassurer les alliés et les partenaires des États-Unis par la menace crédible de représailles<sup>46</sup>. Le Commandement stratégique des États-Unis, qui supervise le Cyber commandement US, a récemment

organisé une conférence afin de discuter et d'évaluer la capacité du département de la Défense à rétribuer des états ou des acteurs non étatiques particuliers de mener des cyber attaques susceptibles d'avoir de graves conséquences sur le territoire et pour les intérêts américains, telles que la perte de vies humaines, la destruction massive de propriété, ou un impact considérable sur les intérêts économiques et étrangers des États-Unis<sup>47</sup>. La conférence s'est également penchée sur l'identification de méthodes qui permettraient de dissuader la Russie, la Chine, l'Iran et la Corée du Nord de lancer des cyber attaques contre les alliés internationaux, ce qui relève du domaine de la rétribution élargie<sup>48</sup>. Basée sur plusieurs centaines d'années de primauté des traités, la rétribution élargie apparaît comme un concept stratégique viable pour le cyberspace. Ainsi, l'article 51 de la Charte des Nations Unies reconnaît, par exemple, l'autodéfense collective comme un droit inhérent à un ou plusieurs états<sup>49</sup>. Les états parties à un accord de rétribution élargie, ou signataires d'un traité d'autodéfense, doivent servir à décourager les conflits ou contribuer à la défense de leurs alliés en cas d'échec de la rétribution. Ce concept demeure pertinent dans le cyberspace.

### Les réponses appropriées au cyber terrorisme

Si l'on se fonde sur les principes de la nécessité militaire et du ciblage licite précédemment évoqués, toute réponse militaire au cyber terrorisme se doit de cibler et d'attaquer uniquement des objectifs militaires, c'est-à-dire les combattants et les objets qui, par leur nature, leur emplacement, leur but ou leur utilisation, contribuent effectivement aux combats et à l'entretien du conflit<sup>50</sup>. Les objectifs militaires incluent également les objets dont la destruction totale ou partielle, la saisie ou la neutralisation procurerait un net avantage militaire à l'attaquant dans les circonstances données au moment de l'attaque<sup>51</sup>. Par ailleurs, quand on examine les cyber objets militaires à prendre pour cible et attaquer, il est important de comprendre qu'il n'est pas illégal de causer des blessures accidentelles aux civils ou des dommages collatéraux aux objets civils, dans le cadre d'une attaque licite contre un objectif militaire. Les blessures accidentelles et les dommages collatéraux ne doivent cependant pas être excessifs par rapport à l'avantage anticipé de l'attaque<sup>52</sup>.

S'appuyant sur les principes du DCA, l'administration Bush a publié en février 2003 un rapport intitulé *The National Strategy to Secure Cyberspace* (Stratégie nationale de défense du cyberspace), stipulant que le gouvernement des États-Unis se réserve le droit de répondre « de manière appropriée » à toute attaque informatique dirigée contre le pays<sup>53</sup>. Cette réponse peut impliquer l'utilisation d'armes cybernétiques ou de codes malveillants américains conçus pour perturber les systèmes informatiques ciblés de l'adversaire<sup>54</sup>. Pour être considérée comme « appropriée », toute mesure de réaction militaire doit s'inscrire dans l'esprit du DCA.

La question est donc de savoir ce qui constitue ou non une réponse appropriée à un acte cyber terroriste. Premièrement, considérant le degré et le type de force requise pour soumettre partiellement ou totalement l'ennemi, toute réponse, qu'elle soit cinétique ou cybernétique, ne doit pas apparaître comme excessive ou disproportionnée par rapport à

l'avantage militaire escompté. Par conséquent, si l'attaque d'un agresseur blesse ou cause la mort d'une douzaine de personnes et la contre-attaque fait un millier de victimes, avec un résultat disproportionné par rapport à l'avantage ou au gain militaire obtenu, la situation sera considérée comme inappropriée au regard du DCA. Deuxièmement, partant du fait que toute contre-attaque doit cibler des objectifs militaires contribuant effectivement à la capacité de l'ennemi à mener des combats et à entretenir le conflit, la mise hors service ou la destruction des serveurs réseau et de l'infrastructure informatique que l'adversaire utilise pour lancer ses attaques pourra sembler conforme aux principes du DCA.

La réponse à une cyber attaque n'est pas forcément de nature militaire, mais pourra comprendre des actions non militaires, telles que des mesures économiques ou financières. Ainsi, alors que le nombre démesuré et toujours croissant de cyber attaques perpétrées contre les systèmes américains atteignait un seuil permettant d'envisager une situation d'urgence nationale, le président Obama a publié en avril 2015 un décret visant à nuire aux finances de leurs instigateurs. Le décret du président stipule :

À compter d'aujourd'hui, nous mettons en garde tous ceux qui menacent sérieusement notre sécurité ou notre économie, en portant atteinte à notre infrastructure critique, en perturbant ou en piratant nos réseaux informatiques ou en volant les secrets commerciaux des entreprises américaines ou les données personnelles des citoyens américains à leur profit<sup>55</sup>.

Ce décret donne au département du Trésor américain le pouvoir d'imposer des sanctions aux individus ou entités responsables de cyber attaques ou de cyber espionnage. En réalité, il autorise le gel des actifs transitant par le système financier américain et interdit aux responsables des cyber attaques d'effectuer des transactions avec les sociétés américaines.

## Les contre-arguments

Il existe plusieurs contre-arguments à l'hypothèse soutenant que la rétribution serait efficace contre le cyber terrorisme. Jim Lewis estime, par exemple, que la rétribution ne fonctionnera pas dans le domaine cybernétique<sup>56</sup>. Il affirme que la vulnérabilité asymétrique face aux attaques, de nouvelles classes d'adversaires avec une tolérance au risque très différente et la difficulté d'élaborer une réponse proportionnelle et crédible réduisent la capacité de rétribution dans les domaines cybernétiques et spatiaux<sup>57</sup>. Il souligne qu'aux États-Unis les organisations publiques et privées sont la cible de cyber attaques quotidiennes et que s'il était possible de rétribuer ces attaques, alors les efforts du gouvernement américain pour tirer parti de ces capacités seraient déplorables<sup>58</sup>.

D'autres critiques affirment que l'utilisation d'armes cybernétiques en réaction à une cyber agression aurait des conséquences graves et généralisées, débordant du cadre du DCA<sup>59</sup>. Ces effets pourraient s'avérer difficiles à limiter ou à maîtriser. On peut craindre qu'à la suite d'une attaque informatique dirigée contre un groupe terroriste, le code malveillant se répande par inadvertance via l'Internet. Un tel scénario pourrait gravement affecter, voire mettre hors service, les systèmes des infrastructures critiques d'autres pays

non-belligérants, y compris les systèmes exploités par les États-Unis et leurs alliés et partenaires.

D'autres voix critiques soutiennent de leur côté que le choix d'une cible réelle pour une réponse militaire à un acte de cyber terrorisme perpétré par un acteur non étatique peut s'avérer problématique. Les terroristes non soutenus par un état ne sont, en effet, pas forcément confinés dans des frontières géographiques claires, et il est donc difficile d'éviter de toucher la population civile. Une cyber attaque lancée par les États-Unis contre les ordinateurs et les réseaux des terroristes peut affecter les systèmes informatiques civils critiques du pays hébergeant le groupe terroriste et avoir ainsi des effets non conformes au principe du ciblage licite. C'est précisément pour cette raison que certains stratèges et responsables politiques ont longtemps affirmé que la rétribution était inefficace contre les leaders terroristes, car la réponse crédible à une cyber attaque terroriste peut se révéler non viable.

Enfin, d'autres critiques pourraient arguer que les États-Unis et les autres états ne sont pas liés par le DCA en cas de cyber attaque terroriste, car les terroristes sont des combattants illégaux qui ne respectent pas les dispositions du DCA. En définitive, les combattants illégaux sont par définition des individus qui participent directement à des hostilités sans y être autorisés par une autorité gouvernementale, et les terroristes non parrainés par un état appartiennent à cette catégorie. Il n'en demeure pas moins que toute réponse des États-Unis à une cyber attaque menée par des terroristes, c'est-à-dire par des combattants illégaux, doit respecter les principes du DCA. En effet, le DCA traite spécifiquement des actes terroristes, précisant que les combattants illégaux engagés dans des hostilités violent le DCA et deviennent de ce fait des cibles licites<sup>60</sup>. Ils peuvent, par conséquent, être tués ou blessés et, s'ils sont capturés, jugés comme des criminels de guerre pour leurs actions<sup>61</sup>.

## Une stratégie de prévention holistique

L'objectif d'une stratégie visant à prévenir un acte cyber terroriste consiste à persuader les dirigeants d'une organisation terroriste que les coûts d'une attaque sont beaucoup plus élevés que le résultat escompté ou que l'attaque échouera à atteindre les objectifs visés. Une stratégie de prévention de ce type devrait ainsi amener les dirigeants ou les responsables à renoncer à mener un acte cyber terroriste. Si la menace crédible d'une réponse ou d'un recours à la force militaire est indispensable à l'efficacité de la dissuasion, il existe d'autres moyens de prévention à prendre en compte dans l'élaboration d'une stratégie adaptée. Ces moyens incluent notamment les mesures non militaires qui contribuent à décourager un adversaire potentiel de mener un acte cyber terroriste. Une stratégie de prévention globale doit donc comprendre des approches aussi bien militaires que non militaires qui intègrent et hiérarchisent les activités. Une telle stratégie repose sur une approche holistique de lutte contre la menace que représente le cyber terrorisme. Ces activités militaires et non militaires associées au service de l'objectif de prévention peuvent être regroupées sous les catégories *rétribution* et *dissuasion*.

## **Rétribution**

Comme évoqué précédemment, et malgré ses effets limités sur la prise de décision de certains dirigeants, la rétribution demeure un concept pertinent pour décourager le cyber terrorisme. On considère que de nombreuses organisations terroristes, dont Al-Qaïda et l'État islamique, ont un raisonnement stratégique et rationnel<sup>62</sup>. C'est pourquoi la rétribution demeure une considération pertinente. Aucune disposition du DCA n'interdit explicitement de répondre par une intervention militaire à un acte cyber terroriste, même quand il n'est pas parrainé par un état. Si les principes de nécessité militaire et de ciblage licite sont dûment respectés, les réponses aussi bien militaires que non militaires sont des options viables.

Par des opérations antiterroristes persistantes et agressives visant à repérer les organisations terroristes les plus militantes, les États-Unis peuvent augmenter chez leurs adversaires potentiels la perception d'une menace crédible de représailles et de conséquences inacceptables, en cas d'attaque contre les États-Unis.

La conviction qu'à la suite d'un acte cyber terroriste les États-Unis se retourneraient systématiquement contre eux par des moyens militaires et non militaires et menaceraient leur survie et la base de leur autorité pourrait dissuader les dirigeants d'Al-Qaïda ou de l'État islamique de mener une cyber attaque mortelle.

En ce qui concerne le terrorisme d'état, le fait de savoir que les États-Unis ont la possibilité de répondre « de manière appropriée » à une cyber attaque peut augmenter la probabilité de dissuader les états impliqués dans le cyber terrorisme. Par conséquent, si un état hostile permet à des terroristes de perpétrer des cyber attaques contre les États-Unis ou leurs intérêts, la réponse américaine peut comprendre des mesures aussi bien d'ordre cybernétique que non cybernétique. Si les problèmes inhérents au choix d'un objectif militaire approprié ont été mentionnés précédemment dans le cas d'un acte de terrorisme non parrainé par un état, ils sont atténués dans un scénario impliquant un état qui appuie ou facilite le terrorisme, car les frontières géographiques claires permettent de prendre des précautions raisonnables afin d'éviter autant que possible les dommages collatéraux et les blessures accidentelles.

## **Dissuasion**

Outre la rétribution, la stratégie holistique intègre également la dissuasion qui vise à influencer les dirigeants de potentiels adversaires en décourageant l'instauration d'une concurrence militaire<sup>63</sup>. Pour être efficaces, ces efforts de dissuasion doivent intervenir avant que la menace ne se manifeste. Ils incluent des « mesures formatrices », qui sont habituellement de nature non militaire et généralement conduites en temps de paix<sup>64</sup>. Selon le dictionnaire des services militaires américains, la dissuasion agit en dehors de la menace potentielle d'une action militaire. Une stratégie intégrant la dissuasion pour influencer des cyber adversaires potentiels insisterait sur la futilité des cyber attaques afin d'amener les dirigeants de cet adversaire potentiel à renoncer à une confrontation militaire<sup>65</sup>. Il convient de noter que certains stratèges sont d'avis que la rétribution ne serait pas nécessaire contre des ennemis convaincus grâce à la dissuasion de ne pas s'attaquer

aux États-Unis<sup>66</sup>. L'approche visant à dissuader les potentiels auteurs de cyber attaques doit reposer sur trois aspects : la résilience, la criminalistique et l'interception monétaire.

Les efforts de résilience, notamment concernant la redondance du matériel réseau et de la connectivité Internet, promettent d'améliorer considérablement la situation à l'issue d'une cyber attaque généralisée et potentiellement dévastatrice. Les vastes préparatifs qui améliorent la cyber résilience et permettent d'atténuer et de gérer les conséquences d'un acte cyber terroriste peuvent amener les dirigeants d'un adversaire à considérer qu'une cyber attaque n'aura pas les effets destructeurs escomptés. Ils pourront, par conséquent, s'abstenir de mener une telle attaque, ou décider d'opter pour une autre forme de destruction, comme les attaques cinétiques conventionnelles.

Le deuxième aspect de la dissuasion consiste à disposer d'une capacité de cyber criminalistique fiable et réactive. Telle que définie ici, la cyber criminalistique est la science qui permet d'analyser et d'identifier la source et le cheminement d'une cyber attaque dans le but de faire respecter la loi ou à des fins de contre-espionnage militaire. À l'issue d'un acte cyber terroriste, les services criminalistiques tenteront d'utiliser toutes les « empreintes électroniques » possibles et autres informations réseaux ou logicielles pour faciliter l'attribution de la source et identifier les responsables de l'attaque. Il faut reconnaître que l'identification et l'attribution peuvent être difficiles, car les attaquants peuvent utiliser des ordinateurs intermédiaires ou canaliser leur attaque via des proxies anonymes qui dissimulent leur adresse IP (Internet Protocol)<sup>67</sup>. Néanmoins, une capacité solide et connue du public permettant d'identifier et d'attribuer la source de la cyber attaque pourrait dissuader les cyber terroristes potentiels ou ceux qui soutiennent leurs efforts. L'identification et l'attribution d'une cyber attaque peuvent conduire à des poursuites devant les tribunaux civils ou, dans le cas d'agressions plus importantes, à un ciblage avec des armes cinétiques ou non.

Le dernier aspect de la dissuasion implique des efforts agressifs visant à intercepter et à minimiser les flux de financement utilisés par les personnes impliquées dans le cyber terrorisme. Ces mesures d'interception peuvent également être considérées comme des contre-menaces financières et des sanctions<sup>68</sup>. Le financement est incontestablement essentiel aux activités de nombreuses organisations terroristes, y compris celles des acteurs non étatiques. Par le passé, ce type de financement provenait d'associations caritatives, d'activités illégales et de sociétés-écrans. Les constants efforts d'interdiction fiscale internationaux pourraient réduire considérablement le financement disponible pour les organisations les plus enclines au cyber terrorisme.

Les mesures actuellement mises en place par le département d'État américain pour lutter contre et sanctionner ce financement visent les transactions financières qui profitent aux organisations terroristes, qu'elles proviennent d'états, d'organisations non gouvernementales ou de sociétés privées<sup>69</sup>. Un effort soutenu pour éliminer ou minimiser les sources de financement utilisées par les organisations terroristes pourrait contribuer à freiner les ralliements à leur cause. Associées à la résilience cybernétique et aux efforts de la criminalistique, ces mesures peuvent inciter les dirigeants d'une organisation terroriste à renoncer à toute confrontation directe par le cyber terrorisme.

## Conclusion

Quand une stratégie globale de prévention associe la rétribution et la dissuasion, la probabilité de décourager les dirigeants d'un adversaire potentiel de perpétrer des actes cyber terroristes est plus élevée. L'histoire a cependant montré que la rétribution échoue parfois en raison d'erreurs de calcul, d'incertitudes ou du hasard. Ce risque peut également s'appliquer à la rétribution des actes cyber terroristes. En cas d'échec de la rétribution, la mise en place de mesures visant à gérer les conséquences d'une cyber attaque généralisée et destructrice pourrait réduire ou limiter les dommages. Une stratégie combinant la rétribution et la dissuasion a également pour avantage de décourager un éventail plus vaste d'adversaires étatiques potentiels de mener des cyber attaques relativement « routinières » ou banales contre les États-Unis ou leurs intérêts, car il apparaît peu probable que les effets souhaités puissent être atteints ou qu'il vaille la peine de lancer une telle attaque. Paradoxalement peut-être, on a constaté que le succès de « la 'guerre contre le terrorisme' risquait fort d'inciter les terroristes à se tourner de plus en plus vers des armes non conventionnelles telles que le cyber terrorisme<sup>70</sup> ». Bien que certains experts en matière de terrorisme en concluent que, pour le moment tout au moins, les camions piégés, le financement et le recrutement de terroristes semblent constituer une menace plus grave que le cyber terrorisme, on ne peut ignorer la menace potentielle qu'il représente.

Si un acte cyber terroriste peut sembler peu probable, un attentat comme celui du 11 septembre l'était tout autant avant qu'il ne se produise. Nombre de citoyens et responsables politiques américains regrettent que les capacités et les stratégies antiterroristes n'aient pas été améliorées avant les attentats du 11 septembre, d'autant plus que bon nombre de ces améliorations nécessaires se sont révélées évidentes par la suite. De la même manière, il est désormais temps d'agir pour mettre en œuvre une stratégie de rétribution et de dissuasion solide et globale contre le cyber terrorisme, sans attendre qu'un attentat de ce type ne se produise.

### Notes

1. Office of the Press Secretary, *Fact Sheet: Administration Cybersecurity Efforts 2015*, Washington, D.C. : The White House, 9 juillet 2015 [www.whitehouse.gov/the-press-office/2015/07/09/fact-sheet-administration-cybersecurity-efforts-2015](http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2015/07/09/fact-sheet-administration-cybersecurity-efforts-2015).

2. Président Barack Obama (remarques, *Cybersecurity and Consumer Protection Summit*, Stanford University, 13 février 2015), [www.whitehouse.gov/the-press-office/2015/02/13/remarks-president-cybersecurity-and-consumer-protection-summit](http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2015/02/13/remarks-president-cybersecurity-and-consumer-protection-summit).

3. KENNEY, Michael, « Cyber-Terrorism in a Post-Stuxnet World », *Orbis* 59, no 1, 2015, pp. 111-128, [www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0030438714000787](http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0030438714000787).

4. LEWIS, Jim, « The Role of Deterrence », (discours, Space Security Symposium, Stimson Center, 15 novembre 2012), [www.stimson.org/about/news/jimlewis-of-csis-speaks-at-stimson-on-cyber-deterrence/](http://www.stimson.org/about/news/jimlewis-of-csis-speaks-at-stimson-on-cyber-deterrence/).

5. GRAY, Colin S., *National Security Dilemmas: Challenges & Opportunities*, Dulles, VA : Potomac Books, Inc., 2009, p. 62.

6. KREPINEVICH, Andrew F., *Cyber Warfare: A Nuclear Option?* Washington, DC : Center for Strategic and Budgetary Assessments, 2012, p. 8, <http://csbaonline.org/publications/2012/08/cyber-warfare-a-nuclear-option/>.

7. KLEIN, John J., « Some Principles of Cyber Strategy », *ISN Security Watch*, 21 août 2014, [www.isn.ethz.ch/DigitalLibrary/Articles/Detail/?id=182955](http://www.isn.ethz.ch/DigitalLibrary/Articles/Detail/?id=182955).
8. SANGER, David E., BARBOZA, David et PERLROTH, Nicole, « Chinese Army Unit Is Seen as Tied to Hacking Against U.S. », *NYTimes.com*, [www.nytimes.com/2013/02/19/technology/chinas-army-is-seen-as-tied-tohacking-against-us.html?pagewanted=all&r=0](http://www.nytimes.com/2013/02/19/technology/chinas-army-is-seen-as-tied-tohacking-against-us.html?pagewanted=all&r=0).
9. DENNING, Dorothy, « Cyberterrorism », témoignage devant le Comité de surveillance du terrorisme, Commission des forces armées, Chambre des représentants des États-Unis, 23 mai 2000, [www.stealthiss.com/documents/pdf/cyberterrorism.pdf](http://www.stealthiss.com/documents/pdf/cyberterrorism.pdf).
10. DENNING, Dorothy, « Is Cyber Terror Next? » in *Understanding September*, eds. CALHOUN, Craig, PRICE, Paul, et TIMMER, Ashley, New York : The New Press, 2002.
11. WEIMANN, Gabriel, *Cyberterrorism: How Real Is the Threat?* Washington, D.C. : United States Institute of Peace, décembre 2004, p. 4, [www.usip.org/sites/default/files/sr119.pdf](http://www.usip.org/sites/default/files/sr119.pdf).
12. *Id.*
13. *Id.*, p. 5.
14. *Id.*
15. *Id.*
16. WILSON, Clay, *Computer Attack and Cyber Terrorism: Vulnerabilities and Policy Issues for Congress*, CRS Report RJ32114, Washington, D.C. : Bibliothèque du Congrès, Service de recherche du Congrès, 17 octobre 2003, pp. 12-13.
17. STOUFFER, Keith, FALCO, Joe et KENT, Karen, *Guide to Supervisory Control and Data Acquisition (SCADA) and Industrial Control Systems Security*, Washington, D.C. : ministère des États-Unis, 2006, pp. 2-1. [www.dhs.gov/sites/default/files/publications/csd-nistguidetosupervisoryanddataacquisition-scadaandindustrialcontrolsystemssecurity-2007.pdf](http://www.dhs.gov/sites/default/files/publications/csd-nistguidetosupervisoryanddataacquisition-scadaandindustrialcontrolsystemssecurity-2007.pdf).
18. WEIMANN, *Cyberterrorism*, p. 6.
19. *Id.*, p. 7.
20. « State Sponsors of Terrorism », département d'État, 2015, [www.state.gov/j/ct/list/c14151.htm](http://www.state.gov/j/ct/list/c14151.htm).
21. PAYNE, Keith B., *How Much is Enough?: A Goal-Driven Approach to Defining Key Principles*, Fairfax, VA : National Institute for Public Policy, 2009, p. 5.
22. Bureau du président, *The National Security Strategy of the United States*, Washington, D.C. : White House, mai 2002, p. 15, [www.state.gov/documents/organization/63562.pdf](http://www.state.gov/documents/organization/63562.pdf).
23. GRAY, *National Security Dilemmas*, p. 72.
24. WEIMANN, *Cyberterrorism*, p. 6.
25. En revanche, certains experts affirment que les cyber attaques sophistiquées exigeraient des moyens plus importants et une expertise plus vaste. Voir CHEN, Thomas M., *Cyberterrorism after Stuxnet*, Carlisle Barracks, PA : United States Army War College Press, juin 2014, pp. 22-23, [www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdffiles/PUB1211.pdf](http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdffiles/PUB1211.pdf).
26. *Id.*, p. 10.
27. WEIMANN, *Cyberterrorism*, p. 6.
28. CHEN, *Cyberterrorism after Stuxnet*, p. 20.
29. *Id.*
30. RICHARDS, Jason, « Denial-of-Service: The Estonian Cyberwar and Its Implications for U.S. National Security », *International Affairs Review*, [www.iar-gwu.org/node/65](http://www.iar-gwu.org/node/65).
31. HOLDEN, Dan, « Is Cyber-Terrorism the New Normal », *Wired*, [www.wired.com/insights/2015/01/is-cyber-terrorism-the-new-normal/](http://www.wired.com/insights/2015/01/is-cyber-terrorism-the-new-normal/).
32. WEIMANN, *Cyberterrorism*, p. 8.
33. CLAY, *Computer Attack and Cyber Terrorism*, p. 12.
34. WEIMANN, *Cyberterrorism*, p. 8.
35. GREEN, Joshua, « The Myth of Cyberterrorism », *Washington Monthly*, novembre 2002, [www.washingtonmonthly.com/features/2001/0211.green.html](http://www.washingtonmonthly.com/features/2001/0211.green.html).
36. KENNEY, « Cyber-Terrorism in a Post-Stuxnet World ».

37. CHEN, *Cyberterrorism after Stuxnet*, p. 13.
38. SCHELLING, Thomas, *The Strategy of Conflict*, Cambridge, MA : Harvard University Press, 1960, p. 9.
39. GRAY, *National Security Dilemmas*, p. 56.
40. U.S. Joint Chiefs of Staff, Joint Publication 1–02, *Dictionary of Military and Associated Terms*, Washington, DC : Department of Defense, 8 novembre 2010, p. 214, [http://ra.defense.gov/Portals/56/Documents/rtn/jp1\\_02.pdf](http://ra.defense.gov/Portals/56/Documents/rtn/jp1_02.pdf).
41. U.S. Department of the Navy, NWP 1–14M, *The Commander's Handbook on the Law of Naval Operations*, Washington, DC : Department of the Navy, juillet 2007, pp. 6–5, [www.lawofwar.org/naval\\_warfare\\_publication\\_N-114M.htm](http://www.lawofwar.org/naval_warfare_publication_N-114M.htm).
42. *Id.*
43. *Id.* Ce concept est également appelé principe de proportionnalité.
44. *Id.*, pp. 8-1.
45. *Id.*
46. Cette définition est tirée du contexte de la dissuasion nucléaire élargie. Voir Department of Defense, *Nuclear Posture Review Report*, Washington, D.C. : Department of Defense, avril 2010.
47. « U.S. Military Symposium Will Mull Role of 'Extended Deterrence' In Cyberspace », *Inside Defense*, 27 juillet 2015.
48. *Id.*
49. Article 51, *Charte des Nations Unies et Statut de la Cour internationale de justice*, San Francisco, CA : Nations Unies, 1945, <https://treaties.un.org/doc/publication/ctc/uncharter.pdf>.
50. U.S. Department of the Navy, NWP 1–14M, para 8.1.1.
51. *Id.*
52. *Id.*, para. 8.1.2.1.
53. Executive Office of the President, *The Strategy to Secure Cyberspace*, Washington, D.C. : White House, 2003, p. 50, [www.uscert.gov/sites/default/files/publications/cyberspace\\_strategy.pdf](http://www.uscert.gov/sites/default/files/publications/cyberspace_strategy.pdf).
54. CLAY, *Computer Attack and Cyber Terrorism*, pp. 18-19.
55. DANIEL, Michael, « Our Latest Tool to Combat Cyber Attacks: What You Need to Know », *The White House* (blogue), 1<sup>er</sup> avril 2015, [www.whitehouse.gov/blog/2015/04/01/our-latest-tool-combat-cyber-attackswhat-you-need-know](http://www.whitehouse.gov/blog/2015/04/01/our-latest-tool-combat-cyber-attackswhat-you-need-know).
56. Stimson Center, « Jim Lewis of CSIS Speaks at Stimson on Cyber Deterrence », *Stimson.org*, 15 novembre 2012, [www.stimson.org/about/news/jim-lewis-of-csis-speaks-at-stimson-on-cyberdeterrence/](http://www.stimson.org/about/news/jim-lewis-of-csis-speaks-at-stimson-on-cyberdeterrence/).
57. *Id.*
58. *Id.*
59. CLAY, *Computer Attack and Cyber Terrorism*, p. 19.
60. Comité international de la Croix-Rouge, « The Relevance of IHL in the Context of Terrorism », Genève, Suisse : CICR, 1<sup>er</sup> janvier 2011.
61. U.S. Department of the Navy, NWP 1–14M, para. 12.7.1.
62. GRAY, *National Security Dilemmas*, p. 72.
63. Department of Defense, *Annual Report to the President and the Congress*, Washington, D.C. : Department of Defense, 2002, p. 18.
64. Chairman, Joint Chiefs of Staff, *Combating Weapons of Mass Destruction*, JP 3–40, Washington, D.C. : Department of Defense, 10 juin 2009, x.
65. *Id.*, I-3.
66. GRAY, *National Security Dilemmas*, p. 59 ; DENNING, « *Cyberterrorism* ».
67. CHEN, *Cyberterrorism after Stuxnet*, p. 4.
68. « Counter Threat Finance and Sanctions », département d'État, [www.state.gov/e/eb/tfs/](http://www.state.gov/e/eb/tfs/).
69. *Id.*
70. WEIMANN, *Cyberterrorism*, p. 11.

# La cyber-dissuasion est-elle une stratégie illusoire ?

EMILIO IASIELLO\*

**D**epuis la reconnaissance, par le gouvernement américain (G-US) d'une part, de la gravité des menaces cybernétiques, en particulier contre ses infrastructures critiques, et par le ministère de la Défense (DOD) d'autre part, qui a officiellement qualifié le cyberspace de zone de combat, les experts en sécurité, les décideurs politiques et les chercheurs de divers groupes de réflexion ont ressuscité une stratégie de la Guerre froide pour lutter contre les nouvelles menaces qui germent sur le cyberspace<sup>1</sup>. Les mêmes principes qui ont contribué à la dissuasion nucléaire soviétique pourraient ainsi potentiellement s'appliquer au cyberspace et aux ennemis qui y opèrent. Même si la théorie est convaincante, nous devons garder à l'esprit que ces stratégies, bien que similaires, ne sont pas transférables : les facteurs clés qui ont permis la dissuasion nucléaire n'ont pas la même valeur dans le cyberspace. Alors que seule une poignée d'états ont démontré leur capacité à mettre au point des armes nucléaires, plus de 140 pays ont mis, ou sont en train de mettre au point, des armes cybernétiques. Selon certaines estimations, plus de 30 pays auraient créé des cyber-unités militaires ou seraient en passe de le faire. Ajoutons encore que ce contingent d'ennemis ne se compose pas uniquement d'états-nations, mais qu'il comprend notamment des cybercriminels, des pirates informatiques et des hacktivistes, aux multiples niveaux de sophistication, et des ressources prêtes à mettre leurs capacités aux services d'intentions malveillantes<sup>2</sup>.

D'aucuns défendent la mise en œuvre d'une stratégie de cyber-dissuasion pour atténuer le volume d'activités cybernétiques hostiles aux intérêts des secteurs public et privé. Mais un trop grand nombre de facteurs, y compris les défis liés à l'attribution et l'ampleur du combat à mener face à un spectre de menaces d'une telle envergure, ne permettent pas aux stratégies de dissuasion cybernétique d'atteindre le résultat escompté à court terme.

---

\*Emilio Iasiello travaille comme responsable de l'unité d'analyse de la menace au sein d'un cabinet de cyber-renseignement international qui aide les entités fédérales et les entreprises à gérer les risques cybernétiques auxquels elles font face, à mieux comprendre les vulnérabilités de leur environnement et à prioriser leurs investissements face aux menaces qui pèsent sur leurs activités ou leur mission. Emilio Iasiello a écrit plusieurs articles portant sur l'élaboration d'une nouvelle méthodologie d'analyse de la cyber-menace et sur la cyber-menace dans le domaine de l'aéronautique. Il a également proposé des solutions visant à améliorer l'efficacité des efforts entrepris par les États-Unis en matière de cybersécurité nationale et de sécurisation de la chaîne d'approvisionnement informatique.

IASIELLO, Emilio, « Is Cyber Deterrence an Illusory Course of Action? », *Journal of Strategic Security* 7, no. 1, 2013, pp. 54-67. DOI: <http://dx.doi.org/10.5038/1944-0472.7.1.5>. Disponible à l'adresse : <http://scholarcommons.usf.edu/jss/vol7/iss1/6>.

Qui plus est, d'autres stratégies de dissuasion, telles que celles utilisées contre l'utilisation d'armes nucléaires, le terrorisme et les comportements des états voyous, ne sont pas des modèles appropriés pour le cyberspace. Malgré quelques points communs, le domaine du cyberspace manque en effet de transparence et de traçabilité des acteurs pour développer des mesures de dissuasion. En dépit de ces obstacles, les états-nations devraient s'efforcer d'élaborer, de perfectionner et de mettre en œuvre des stratégies nationales de cybersécurité qui mettent l'accent sur l'amélioration de la cyberdéfense et impliquent un principe de responsabilisation. Si les acteurs les plus sophistiqués resteront capables d'exploiter les failles des systèmes de défense les plus robustes, le succès des intrusions sur les réseaux nationaux résulte en grande partie de mauvaises pratiques de cybersécurité, telles que la mise en place de systèmes défaillants et un manque de formation des utilisateurs aux principes de sécurité de l'information. La cyber-sécurité implique un effort continu et un suivi permanent. Elle doit aussi être adaptée à un environnement de menace en constante évolution.

## Qu'est-ce que la cyber-dissuasion ?

Avant d'aborder la conception et l'élaboration d'une stratégie nationale de cyber-dissuasion, il est important de comprendre les concepts fondamentaux de la dissuasion et ce qu'ils impliquent sur la mise en place d'une possible stratégie. Une stratégie de dissuasion cherche, par définition, à inciter un ennemi potentiel à ne pas attaquer une cible en lui faisant croire que les coûts et les conséquences qui résulteront de l'attaque seront supérieurs aux avantages potentiels qu'il pourra en retirer. Nous pourrions ainsi définir le concept de la cyber-dissuasion, avec surtout ses répercussions et ses effets escomptés, comme suit :

La cyber-dissuasion est une stratégie par laquelle un état, désireux de défendre son intégrité, affiche son intention de convaincre tout adversaire de renoncer à une activité cybernétique destructrice en ciblant et en influençant son appareil décisionnel dans le but de susciter dans son chef la crainte de représailles dont l'ampleur dépasserait celle de l'attaque initiale.

Cette définition fondamentale posée, il est tout aussi essentiel d'identifier les types de dissuasion possibles en analysant le cours de l'histoire. Bien qu'il y ait une myriade d'itérations et de sous-ensembles, on peut distinguer deux types de stratégies de dissuasion utilisées par les États-Unis : la dissuasion par punition et la dissuasion par déni.

- **La dissuasion par punition** ou crainte du châtimeut laisse entendre à l'agresseur que toute attaque sera suivie de représailles d'envergure<sup>3</sup>. Dans ce scénario, les représailles ne doivent pas se limiter à des actions spécifiques et peuvent aussi intégrer d'autres moyens, tels que les frappes cinétiques ou des moyens plus diplomatiques tels que les sanctions économiques<sup>4</sup>. Parmi les exemples de dissuasion par punition, citons la doctrine de destruction mutuelle pendant la guerre froide, qui

impliquait que la menace d'un recours à l'arme nucléaire dissuadait tout adversaire d'y recourir lui aussi.

Appliquant le même principe au cyberspace, la dissuasion par punition peut prendre la forme d'actions numériques telles qu'une frappe cybernétique de représailles contre les auteurs d'une cyberattaque, ou une frappe préventive contre les auteurs potentiels d'une attaque réseau. Cette forme de dissuasion pourrait toutefois également entraîner des attaques cinétiques, des négociations diplomatiques ou des sanctions économiques. Ainsi, ceux qui pensent que les États-Unis sont à l'origine de l'attaque STUXNET (qui visait les centrifugeuses nucléaires iraniennes) pourraient la voir une dissuasion préventive à l'encontre de l'Iran, qui a continué à affiner ses procédures d'enrichissement de l'uranium.

- **La dissuasion par le déni** est moins motivée par le conflit et cherche plutôt à convaincre les agresseurs potentiels que leurs efforts ne seront pas couronnés de succès et que les avantages qu'ils recherchent leur seront refusés<sup>5</sup>. L'avantage de cette stratégie est qu'elle peut être basée sur des mesures défensives et donc non seulement être un moyen d'empêcher l'ennemi d'agir, mais aussi une solution au cas où il passerait tout de même à l'action<sup>6</sup>. Le blocus naval américain autour de Cuba en 1962 constitue un exemple de ce type de dissuasion. Dans ce cas précis, les États-Unis ont choisi de refuser aux navires russes l'entrée dans les eaux cubaines plutôt que de déployer des frappes aériennes contre des sites de missiles cubains.

Dans le cyberspace, la dissuasion par le déni assume un rôle défensif plus traditionnel en décourageant ou en faisant échouer les attaques au moyen de défenses robustes, proactives et coûteuses. Elle exige un engagement important et ciblé de la part du gouvernement pour sécuriser les systèmes et les réseaux dont il a le contrôle, avec la pleine coopération des propriétaires privés de l'infrastructure<sup>7</sup>. Cette forme de dissuasion implique un coût considérablement plus élevé compte tenu de l'ampleur de l'entreprise, en ce compris l'utilisation de pratiques de sécurité avancées et l'adoption de composants matériels et logiciels fiables<sup>8</sup>.

## Les facteurs nécessaires à une dissuasion cybernétique efficace

La cyber-dissuasion est difficile à mettre en œuvre, car il faut tenir compte de plusieurs facteurs pour atteindre les résultats de l'un ou l'autre sous-ensemble de la stratégie de dissuasion. Une stratégie de cyber-dissuasion doit déterminer au préalable les paramètres sur lesquels elle se fonde. À défaut, l'ennemi ne pourra pas comprendre et traiter l'intention du défenseur, qui risque donc d'être mal comprise ou mal interprétée, augmentant ainsi le risque d'escalade et probablement aussi, celui de la confrontation entre états.

## ***La communication***

Toute stratégie de dissuasion implique, en partie, une capacité de communication efficace avec la communauté internationale, et les adversaires en particulier, sur ce qui est acceptable et sur les lignes rouges à ne pas dépasser. Dans *Arms and Influence*, Thomas Schelling note que le succès de la dissuasion par punition ou déni dépend de l'efficacité de la communication entre un état et l'entité qu'il souhaite dissuader<sup>9</sup>. Parallèlement à la communication, la notion de crédibilité est également primordiale. Un état-nation ne peut en effet se contenter de décréter qu'une activité a franchi la ligne rouge, il doit être prêt à agir en conséquence. À défaut, un état-nation risque de perdre sa crédibilité internationale. En 2012, par exemple, le président Barack Obama a proclamé que l'utilisation d'armes chimiques par le gouvernement syrien contre ses citoyens était la ligne rouge à ne pas franchir<sup>10</sup>. Pourtant, lorsque les services de renseignements ont confirmé que des armes chimiques avaient été utilisées six mois plus tard, Obama n'avait toujours pas donné suite à sa déclaration<sup>11</sup>. En manquant à sa parole, Barack Obama a causé du tort à la crédibilité des États-Unis. Il avait certes accepté ensuite, en juillet 2013, de fournir des armes aux rebelles syriens, mais de nombreux membres de la communauté internationale ont estimé cette réaction « trop faible et tardive<sup>12</sup> ».

Au sein du cyberspace, la communication relève d'une importance capitale en raison du caractère ambigu de ce domaine. Une communication efficace nécessiterait un consensus sur les normes de comportement à adopter dans le cyberspace, une entreprise difficile à réaliser, comme en témoigne l'incapacité des États-Unis et de la Chine à définir un langage commun dans le cadre du Dialogue stratégique et économique de juillet 2013<sup>13</sup>. Les États-Unis orientent leur propos sur les technologies et les réseaux de machines automatisées et préfèrent utiliser le terme « cyber-sécurité », tandis que des pays comme la Chine et la Russie préfèrent utiliser le terme plus large « sécurité de l'information » pour inclure les informations résidant sur les réseaux ou transitant par ces derniers, ainsi que pour désigner les technologies elles-mêmes<sup>14</sup>. La raison de cette divergence réside dans les activités qui se déroulent dans le cyberspace ; la Chine favorise une interprétation plus large pour pouvoir dicter et contrôler le contenu et l'information auxquels ses citoyens ont accès, alors que les États-Unis soutiennent les libertés sur Internet. Depuis la deuxième réunion du Groupe de travail sur la cyber-sécurité Chine-États-Unis en décembre 2013, les deux pays sont dans l'impasse et ne parviennent pas à trouver un terrain d'entente sur le contenu de la définition. En l'absence d'un lexique commun et concerté et de consensus sur la manière dont Internet devrait être utilisé, la communication entre les deux parties est vouée à l'échec. De même, lorsqu'il s'agit de faire face à des activités hostiles dans le cyberspace où les acteurs sont étrangers les uns aux autres, cette communication défaillante favorise l'incapacité à envoyer des messages clairs et à désamorcer les tensions. La Convention sur la cybercriminalité, dirigée par le Conseil de l'Europe en 2001, fournit un cadre propice à l'adoption d'une terminologie commune. La convention identifie la terminologie convenue par tous les signataires. À ce jour, on dénombre 41 ratifications ou adhésions. Notons que la Russie, qui figure néanmoins sur la liste des états

non-membres, n'a donc pas ratifié la charte, pas plus que la Chine, ce qui indique la réticence de ce pays à accepter la terminologie acceptée par les états occidentaux<sup>15</sup>.

### *Le jeu de signal*

La logique du jeu de signal de l'équilibre bayésien parfait a été appliquée à de nombreux domaines de la politique internationale au cours de la dernière décennie, y compris lors des décisions d'entrer en guerre, des négociations de crise, des négociations économiques internationales, de l'intégration régionale et des politiques étrangères des états démocratiques<sup>16</sup>. Que ce soit en temps de paix ou en temps de guerre, l'un des éléments clés de toute stratégie de cyber-dissuasion est la capacité de signaler correctement ses intentions au destinataire. Sans cette capacité de « signalement », la dissuasion cybernétique par punition devient inefficace et risque d'être mal comprise ou mal interprétée, ce qui augmente le risque d'escalade et de conflit. Ainsi, avant l'exécution de la dissuasion par punition, l'état qui se défend doit clairement signaler son mécontentement à l'agresseur (que ce soit un état-nation ou un acteur non étatique) de manière à ce que ce dernier l'interprète correctement, le comprenne et en conclue que les coûts potentiels d'une telle action l'emportent largement sur ses avantages potentiels. Il convient cependant de noter que l'état-nation signalant doit disposer, pour que le signalement soit efficace, des capacités et de la crédibilité nécessaires lui permettant d'exercer des représailles cybernétiques destructrices. Si l'adversaire ne croit pas en la crédibilité d'un état signalant, ou s'il ne s'en soucie pas outre mesure, le signalement n'a plus de valeur. Dans ce cas, l'agresseur ne sera pas dissuadé par la menace de punition.

À l'instar de la communication, le signalement dans le cyberspace peut être facilement mal interprété, ignoré ou même ignoré par l'agresseur. Il peut se faire ouvertement, secrètement ou par voie diplomatique, économique ou militaire. Prenons l'exemple de STUXNET. Si le gouvernement des États-Unis avait été responsable du déploiement de STUXNET dans les systèmes informatiques des centrifugeuses iraniennes, le gouvernement des États-Unis aurait été susceptible de signaler par la voie diplomatique au gouvernement iranien qu'une telle action—sans révéler la cible visée—se produirait si l'Iran ne mettait pas fin à son processus d'enrichissement. Lorsque les centrifugeuses ont été détruites et remplacées, le monde aurait compris que les États-Unis étaient derrière l'événement. Un autre exemple de signalement potentiel dans le cyberspace serait l'utilisation d'attaques de déni de service distribué (DDoS). Sur la base du même scénario, les banques américaines ont été la cible d'attaques DDoS peu après la découverte de STUXNET. De nombreux législateurs américains ont immédiatement soupçonné le gouvernement iranien d'avoir mené ou orchestré les attaques par proxys<sup>17</sup>. Si l'Iran avait été responsable, le fait d'avoir signalé au préalable par la voie diplomatique, ou par des voies tierces, sans révéler de cibles précises aurait clairement indiqué au gouvernement américain que l'Iran non seulement répondait à l'attaque STUXNET, mais que le pays disposait également de la capacité cybernétique.

## ***L'attribution***

Il est extrêmement difficile de déterminer l'attribution dans le cyberspace, où les opérateurs avisés disposent d'une multitude de techniques de brouillage pour empêcher les défenseurs d'identifier correctement leur véritable point d'origine. Qu'il s'agisse de compromettre une série d'ordinateurs dans différents pays avant exécution ou d'utiliser des anonymiseurs et des proxys, le cyberspace est un environnement propice aux attaques malveillantes. L'attribution est un élément nécessaire de toute stratégie de dissuasion, car il incombe à l'état qui se défend d'identifier l'attribution d'un agresseur avant le début de toute mesure de représailles. Il n'est toutefois pas nécessaire de procéder à une attribution complète pour exercer un effet dissuasif par déni lorsque d'autres formes d'actions non destructives peuvent être dirigées contre un agresseur. Jason Healey, du Conseil atlantique, propose un moyen efficace pour déterminer le « spectre de la responsabilité de l'état » ; un outil conçu pour aider les analystes ayant des connaissances imparfaites à attribuer la responsabilité d'une attaque particulière ou d'une campagne d'attaques avec plus de précision et de transparence<sup>18</sup>. Le spectre attribue dix catégories, chacune d'entre elles étant caractérisée par un degré de responsabilité différent, selon qu'une nation ignore, soutienne ou mène une attaque<sup>19</sup>. Le niveau de culpabilité attribué à l'état-nation servirait de guide pour le type et le niveau de réponse approprié, allant de l'ignorance de l'attaque initiale à la riposte de l'agresseur identifié.

Les pratiques d'attribution réussies dans le cyberspace devraient idéalement combiner l'analyse technique, cognitive et comportementale pour mieux identifier les agresseurs, ainsi que les influences qui peuvent les aider à guider leurs opérations. L'analyse technique n'est pas suffisante aux fins d'attribution, étant donné que de nombreux acteurs hostiles mettent en œuvre les mêmes tactiques, techniques, procédures et outils, ou se livrent à des opérations de « faux signalement » dans le cadre d'activités malveillantes<sup>20</sup>. Aucune norme ne permet actuellement d'établir un degré de confiance dans la détermination de l'attribution cybernétique<sup>21</sup>. Lorsqu'il s'agit de déployer éventuellement une cyber-dissuasion par punition, le défenseur doit être en mesure d'identifier l'auteur de la cyber-dissuasion afin de prendre les mesures qui s'imposent. Plusieurs problèmes empêchent les processus d'attribution rapides et précis, notamment : la mauvaise attribution, le temps nécessaire à la collecte et à l'analyse de la méthode d'attaque employée et l'identification du mobile, du comportement et des influences extérieures de l'acteur. Néanmoins, afin d'éviter de perdre la face en public et de réduire le volume et la probabilité des dommages collatéraux, un niveau acceptable d'attribution doit être établi avant le début de toute mesure de représailles.

## ***La proportionnalité***

Sur la base des Conventions de Genève de 1949 sur le droit des conflits armés et des principes de proportionnalité, ainsi que de ceux exprimés par l'OTAN dans le Manuel de Tallinn prônant l'assimilation de la cyberguerre à la guerre conventionnelle, une cyber-action de représailles doit être proportionnelle, en particulier si elle est dirigée contre un

état suspect ou un acteur parrainé par l'état. En d'autres termes, « la cyber-action de représailles doit être de valeur comparable à l'attaque initiale et ne pas s'assimiler à une escalade<sup>22</sup> ». La crédibilité d'un état-nation est donc liée à la proportionnalité, en ce sens que l'état-nation doit non seulement riposter contre l'agresseur, mais qu'il doit le faire d'une manière telle qu'il fasse valoir son point de vue, il doit riposter de façon énergique, mais pas au point de solliciter une réaction négative au sein la communauté mondiale. La crédibilité d'un état-nation sur la scène mondiale réside dans sa capacité à tenir parole et à faire preuve de suffisamment de tact pour ne pas être perçu comme un état autoritaire. Il doit également tenir compte des conséquences involontaires résultant de représailles cybernétiques. Prenons à nouveau l'exemple du ver STUXNET utilisé contre les centrifugeuses nucléaires iraniennes. Le malware a été écrit pour cibler des exigences de configuration spécifiques, dans ce cas, le logiciel Siemens des centrifugeuses.

Cependant, bien qu'il ait été subrepticement inséré et déployé sur un réseau non connecté à Internet, le virus s'est échappé, infectant des ordinateurs en Azerbaïdjan, en Indonésie, en Inde, au Pakistan et aux États-Unis<sup>23</sup>. Ce type de situation peut non seulement porter atteinte à l'image publique d'un état-nation, mais aussi risquer d'entraîner dans le conflit des états-nations tiers ou des acteurs politiques ou idéologiques (parmi les exemples, citons les attaques de pirates informatiques contre des sites Web du gouvernement américain après le bombardement accidentel de l'ambassade de Chine en Yougoslavie en 1999 et le déclenchement du conflit de 2001 entre la Chine et les États-Unis après la collision d'un avion espion américain et d'un jet chinois<sup>24</sup>).

La proportionnalité dans le cyberspace est difficile à atteindre pour diverses raisons. Pour atténuer le risque d'escalade, la proportionnalité devrait impliquer un niveau de représailles proportionnel à celui que la victime a subi. De façon peut-être encore plus importante, lorsqu'un état-nation agit indépendamment du mandat d'une organisation internationale respectée comme les Nations Unies, il court le risque d'un revers diplomatique, voire économique. Il convient par conséquent de prendre en compte, dans le processus décisionnel, du type de réaction cinétique ou non cinétique, de la rapidité des représailles, des conséquences envisagées, de l'évaluation des dommages, ainsi que les retombées politiques potentielles avant l'exécution des représailles.

### Les autres stratégies de dissuasion

D'autres stratégies de dissuasion ont connu des succès mitigés et peuvent servir de repères potentiels à la cyber-dissuasion. Dans ces cas, bien qu'il existe des points de convergence, dont la diversité du contingent d'acteurs potentiels, le caractère asymétrique des capacités (militaires) des défenseurs et des agresseurs, chacune de ces stratégies se caractérise par ses propres défis et aucune d'elles n'est assimilable au cyberspace. Un bref examen des modèles de dissuasion nucléaire, du terrorisme et des états voyous servira de paradigme comparatif. Nous évaluerons ainsi leur applicabilité au domaine cybernétique.

## ***La dissuasion nucléaire***

Il n'est pas de meilleur exemple de stratégie dissuasive réussie que celle des États-Unis et de l'Union soviétique pendant la guerre froide. La dissuasion nucléaire visait par définition des états déjà dotés d'armes nucléaires, dont elle entendait dissuader l'utilisation<sup>25</sup>. Au début des années 1970, la théorie de la « destruction mutuelle assurée » prévalait ; ni les États-Unis ni l'Union soviétique n'étaient suffisamment motivés, insensés, ignorants ou incohérents pour accepter le risque d'une guerre nucléaire<sup>26</sup>. La dissuasion nucléaire a été dans ce cas un franc succès, car aucun état-nation n'a depuis lors déployé une arme nucléaire contre une cible, car les coûts en vies humaines, en dommages matériels, en prestige international et en ressources naturelles l'emportent largement sur les avantages potentiels de l'utilisation des armes nucléaires.

Les principes de la dissuasion nucléaire peuvent-ils donc s'appliquer au cyberespace ? Largement considéré comme une puissance/menace asymétrique, analogue à son homologue nucléaire, le domaine du cyberespace est facilement transposable en un paradigme similaire dans certains domaines. On trouvera ci-après les principales similitudes entre les stratégies de cyber-dissuasion et de dissuasion nucléaire :

### **Les principales similitudes entre les cyber-conflits et les conflits nucléaires :**

1. Les deux opèrent aux trois niveaux d'opérations militaires : stratégique, opérationnel et tactique, avec la possibilité de produire des effets sur tout le spectre allant de la petite échelle à l'ensemble de la population.
2. Tous deux ont la capacité de créer des effets destructeurs à grande échelle, voire planétaires.
3. Les deux peuvent être menés entre états-nations, entre un état-nation et des acteurs non étatiques, ou entre des groupes hybrides impliquant des états-nation et des mandataires non étatiques.
4. Le conflit nucléaire et le cyber-conflit « pourraient signifier pour l'adversaire une défaite totale, qui rendrait les guerres conventionnelles inutiles ».
5. Les deux peuvent provoquer intentionnellement ou involontairement des *effets de cascade* susceptibles de dépasser la cible d'attaque initiale<sup>27</sup>.

Mais en dépit de certains recoupements, trop d'incohérences empêchent une adoption même partielle du modèle de dissuasion nucléaire. Celles-ci vont du volume d'acteurs opérant dans le cyberespace à la comparaison de la puissance des armes, en passant par la nature à double usage des outils eux-mêmes.

### **Principales différences :**

1. Les états-nations n'assument généralement pas la responsabilité des actes hostiles commis dans le cyberespace.
2. Aucune cyberattaque n'a jusqu'à présent été en mesure de démontrer son potentiel de façon suffisamment impressionnante. Même si des attaques telles celle du malware

STUXNET et de logiciels malveillants de type essuie-glace, qui ont détruit 30 000 disques durs de la compagnie pétrolière saoudienne Saudi Aramco, n'ont conduit à des perturbations importantes, elles n'ont pas suffi à perturber de façon critique les opérations de l'installation nucléaire ou de la compagnie pétrolière.

3. L'attribution dans le cyberspace est extrêmement difficile et ne peut être aussi précise que l'identification d'un état-nation qui a lancé une arme nucléaire.

4. Contrairement à la mise au point d'armes nucléaires qui permet une surveillance, il n'y a pas de transparence similaire applicable à la production d'armes cybernétiques par les états et il n'existe pas non plus d'organisme international de surveillance<sup>28</sup>.

Si on ajoute l'implication de groupes mandataires et de tierces parties, la nature grandissante et transfrontalière de l'environnement opérationnel et l'incertitude qui plane sur la réelle possibilité de dissuader les acteurs, il devient alors évident que la même transparence, fondamentale, qui a fait de la dissuasion nucléaire un succès n'a pas la même applicabilité dans le cyberspace.

### ***La dissuasion antiterroriste***

Plusieurs auteurs sont d'avis que la dissuasion antiterroriste peut, dans une certaine mesure, aboutir à des résultats, surtout si une organisation terroriste présente les attributs d'un état-nation, en ce sens où la destruction potentielle des actifs de celle-ci peut inciter le leadership terroriste à restreindre ses politiques pour les préserver<sup>29</sup>. Un auteur fait ainsi valoir que l'assassinat de dirigeants de haut niveau et de commandants opérationnels a eu un effet dissuasif temporaire, ne serait-ce que pour créer une période d'accalmie au cours de laquelle ces groupes ont dû se réorganiser<sup>30</sup>. Un autre auteur avance que pour assurer la réussite d'une politique de dissuasion antiterroriste, la partie menacée doit comprendre la menace (implicite ou explicite) et être amenée à calculer les coûts et les avantages de ses attaques lors de sa prise de décision<sup>31</sup>. Un autre encore affirme que même si les terroristes ne sont généralement pas « dissuadables », certaines attaques spécifiques peuvent l'être aujourd'hui<sup>32</sup>.

On dénombre toutefois beaucoup plus d'obstacles que d'avantages à décourager le terrorisme, dont un grand nombre sont communs au domaine du cyberspace, en particulier lorsqu'il s'agit d'essayer de décourager un adversaire persévérant qui ne réside pas nécessairement au même endroit. Comment décourager les activités d'une personne ou d'un groupe sans savoir qui ils sont et où ils résident ?

La motivation est un autre facteur qui complique les efforts de dissuasion. Même si les dirigeants terroristes peuvent accorder de l'importance à leur propre vie, les groupes sont pleins d'individus prêts à mourir pour une cause. John Gearson, spécialiste de la sécurité nationale au Royaume-Uni, suggère que les concepts traditionnels de dissuasion ne fonctionneront pas contre un ennemi terroriste dont les tactiques avouées sont la destruction gratuite et l'assassinat d'innocents, dans la mesure où les soldats autoproclamés des groupes terroristes, dont la plus grande protection est l'absence d'appartenance à un pays, cherchent le martyr et la mort<sup>33</sup>. Un examen plus attentif révèle que la première moitié

de la réflexion de Gearson s'applique aussi aux cyber-acteurs hostiles. Les acteurs motivés par une cause, qu'elle soit politique, idéologique ou financière, ont du mal à être dissuadés, à moins qu'une action ne puisse leur causer des torts physiques, émotionnels ou financiers dont l'ampleur serait suffisante que pour freiner leur engagement.

Un autre élément perturbateur du succès d'une stratégie de dissuasion consiste à vouloir constamment influencer le comportement terroriste. Pour réussir, une menace dissuasive doit être conditionnée au comportement de l'adversaire. Or, si des individus et des groupes politiques croient qu'ils seront pris pour cible dans le cadre de la guerre anti-terroriste des États-Unis, ils seront moins enclins à faire preuve de retenue, quelles que soient leurs actions<sup>34</sup>. À ce jour, on ne compte aucun incident ou preuve avérée de succès d'une quelconque tentative de cyber-dissuasion par déni ou punition.

### *Les états voyous*

Les États-Unis adoptent également des stratégies de dissuasion contre les états voyous qui menacent leur sécurité nationale. Des réflexions peuvent être faites des deux côtés de l'équation si l'on souhaite évaluer le succès des politiques menées par les États-Unis dans leur volonté de dissuader des États comme la Syrie et la Corée du Nord. D'une part, il n'y a pas eu de conflit militaire entre les États-Unis et ces ennemis, ce qui laisse entendre que les efforts de dissuasion ont été couronnés de succès. D'autre part, ces états poursuivent des programmes considérés par le gouvernement américain comme hostiles, indépendamment des efforts diplomatiques et économiques déployés par les États-Unis pour freiner leurs progrès. Au cours de son deuxième mandat, l'administration Bush a annoncé une nouvelle stratégie de « dissuasion sur mesure » afin d'exercer un effet de levier contre ces États voyous<sup>35</sup>. Ce raisonnement était fondé sur le fait que différentes stratégies pouvaient être élaborées pour différents états et différentes situations. Les États-Unis devaient ainsi avoir connaissance de ce à quoi les régimes étaient le plus attachés afin d'élaborer une stratégie dissuasive qui ciblerait les profils psychologiques de leurs dirigeants<sup>36</sup>. Mais plusieurs exemples récents, certes anecdotiques, illustrent pourquoi la dissuasion des états voyous est difficile à mettre en œuvre.

- **La Corée du Nord :** En 2013, la Corée du Nord a effectué son troisième essai nucléaire. En réponse, les États-Unis ont envoyé en vols d'entraînement des bombardiers B-52 suivis de bombardiers furtifs B-2 au-dessus de la Corée du Sud. Le pays a réagi par une rhétorique hostile et semblait prêt à lancer un vol d'essai d'un nouveau missile. Préoccupés par l'escalade de la situation, les États-Unis ont baissé le ton et réduit leurs manœuvres militaires<sup>37</sup>. Dans ce cas, les actions militaires dissuasives n'ont pas réduit les tensions entre les États-Unis et la Corée du Nord, et ont même risqué de provoquer une escalade vers un conflit militaire.
- **La Syrie :** En août 2012, en réponse à la tentative des rebelles syriens de renverser le régime syrien de Bachar al-Assad, le président Barack Obama a déclaré que toute utilisation d'armes chimiques serait considérée comme un franchissement de

la « ligne rouge ». Le président a appuyé ces commentaires en décembre en ajoutant que l'utilisation d'armes chimiques aurait des « conséquences », le langage diplomatique pour désigner des actions cinétique ou militaire potentielles<sup>38</sup>. Mais les États-Unis n'ont pas réagi à l'utilisation effective d'armes chimiques par l'Iran et le gouvernement américain a perdu une grande partie de sa crédibilité, un élément nécessaire à toute stratégie de dissuasion par punition.

La destitution potentielle n'est pas toujours un facteur dissuasif lorsqu'il s'agit de traiter avec des états-nations voyous dirigés par des régimes autoritaires. Qui plus est, la révocation de certains dirigeants n'a toujours pas dissuadé les autres dirigeants totalitaires d'agir. Ainsi, l'éviction de Mouammar Kadhafi lors de la guerre civile en 2011, conjuguée à sa disparition définitive avec l'appui matériel et logistique des États-Unis, n'a rien fait pour convaincre le al-Assad syrien de démissionner.

De façon analogue, les opérateurs des états-nations, les groupes mercenaires, les hacktivistes ou les criminels ne seront probablement pas découragés par l'application de la loi, par les activités de renseignement, ni même par l'engagement militaire. Des cybercriminels poursuivent leurs activités malgré plusieurs arrestations internationales d'envergure<sup>39</sup>. Les acteurs présumés des états-nations continuent de s'adonner au cyberespionnage en dépit de leur convocation dans des forums publics<sup>40</sup>.

Les hacktivistes de l'opération Ababil continuent à mener des opérations DDoS contre les institutions financières américaines sans conséquence<sup>41</sup>. Ainsi, l'application d'une stratégie de dissuasion des états voyous sur le cyberspace est potentiellement inefficace en raison de la complexité et de la diversité du contingent d'acteurs hostiles. Nombre de ces acteurs ne fonctionnent pas comme un état voyou, dont le but ultime est la stabilité du régime et la préservation du leadership ; en tant que tels, ces acteurs ne chérissent pas les mêmes valeurs. Même les acteurs présumés des états-nations suivent les ordres de leur chaîne de commandement et ne s'arrêteraient qu'après en avoir reçu l'ordre de leur hiérarchie.

## De l'(in)efficacité de la cyber-dissuasion

Martin Libicki avance que l'objectif de la cyber-dissuasion est de réduire « le risque d'attaque cybernétique à un niveau acceptable à un coût acceptable » ; une stratégie par laquelle l'état-nation qui se défend atténue les actions offensives potentielles par la menace de représailles<sup>42</sup>. Une telle politique peut-elle être réellement efficace ? S'il est tout à fait possible que la cyber-dissuasion ne soit pas exécutée en vase clos, dans sa *Strategy for Operating in Cyberspace* de 2011, le DOD a justifié le recours à des mesures de cyberdéfense active par une volonté de prévenir les intrusions et les activités adverses sur les réseaux et systèmes du DOD<sup>43</sup>. Cette responsabilité, associée à la divulgation du mémorandum, pourtant classé comme confidentiel, « Presidential Policy Directive-20 » (en partant du principe qu'il s'agit d'un document légitime) indique que les États-Unis peuvent se livrer à des attaques cybernétiques pour endiguer une menace imminente ou des attaques

en cours qui ne nécessitent pas l'approbation préalable du président, ce qui suggère que des actions cybernétiques dissuasives peuvent être menées de façon isolée<sup>44</sup>. Par conséquent, dans ce contexte, il est nécessaire d'apporter certains éclaircissements au sujet de la cyber-dissuasion. En aucun cas, le fait de préconiser des actions offensives à des fins défensives n'annule la nécessité d'adopter une politique de cyberdéfense bien établie. Ainsi, certaines vérités demeurent :

**1. Les cyberdéfenses traditionnelles doivent toujours être en place.** On peut faire valoir qu'une politique de « dissuasion par punition » efficace réduirait considérablement les dépenses associées à la cybersécurité traditionnelle en faisant baisser le coût des dispositifs informatiques, des programmes, de l'entretien, de la maintenance et du remplacement. Mais il ne faut pas s'y méprendre. Une stratégie de dissuasion ne peut s'attaquer à tous les acteurs hostiles du cyberspace. Si la dissuasion vise à dissuader des acteurs sérieux tels que les états-nations ou les cybercriminels plus sophistiqués et les groupes hacktivistes, qu'est-ce qui arrêtera la majorité des autres « nuisances » qui ciblent les réseaux ? Selon Jim Lewis, cyber-expert au Center of Strategic & International Studies, « les études menées révèlent que 80 à 90 pour cent des intrusions sur les réseaux des entreprises ne requièrent que des techniques élémentaires et que 96 pour cent d'entre elles auraient pu être évitées si des contrôles de sécurité adéquats avaient été mis en place<sup>45</sup> ». Un même son de cloche nous revient de l'Australian Signals Directorate (ASD), qui a dressé, en partenariat avec la National Security Agency des États-Unis, une liste de mesures qui auraient permis de contrecarrer la majorité des attaques relevées en 2009 et 2010<sup>46</sup>. Ainsi, même les pratiques de sécurité informatique les plus élémentaires resteraient nécessaires pour atteindre une couverture maximale.

**2. La dissuasion par punition repose sur la raison des acteurs.** La dissuasion est une option qui ne fonctionnera que si les personnes, les groupes et le gouvernement qui en font l'objet ont un comportement rationnel : ils peuvent être dissuadés parce qu'ils ne veulent pas risquer de perdre quelque chose de plus précieux. À l'heure actuelle, les adversaires opèrent dans le cyberspace parce qu'ils n'y craignent pas les représailles en raison des problèmes d'attribution. Ajoutons que l'environnement connecté, nébuleux et non sécurisé dans lequel ils agissent favorise leurs manœuvres. C'est pourquoi un état-nation est potentiellement plus sensible à la dissuasion qu'une organisation terroriste ou hacktiviste. Si l'adversaire n'a pas une vision rationnelle du monde et de la place qu'il y occupe, ou s'il n'a rien à perdre, il peut être très difficile de l'empêcher d'adopter une ligne de conduite particulière.

**3. L'adversaire doit posséder des biens de valeur.** En se basant sur la déclaration précédente, l'adversaire doit posséder des biens de valeur pour qu'une attaque préventive ou de représailles soit efficace. Si ce n'est pas le cas, la menace de cyber-dissuasion sera sans conséquence. Un état-nation possède potentiellement de nombreux actifs connectés à l'Internet ou en réseau. Et s'il s'agit d'un état fermé ? La Corée du Nord a par exemple très peu d'actifs en ligne connectés à l'Internet pouvant être ciblés à distance

(ce qui suggère que toute opération cybernétique efficace contre une cible de grande valeur devrait être menée par le biais d'opérations de proximité, comme lors de l'incident STUXNET). Et si l'adversaire est un groupe terroriste ou hacktiviste à structure cellulaire dispersé à l'échelle mondiale, quel point de valeur peut-il être exploité pour influencer sur les actions de l'ensemble du groupe ?

En gardant ces vérités à l'esprit et en examinant les stratégies actuelles de dissuasion contre d'autres cibles, il est évident que la cyber-dissuasion par punition repose sur trois axiomes fondamentaux :

- **L'attribution.** La précision est frappée du sceau du bon sens, mais il est essentiel qu'un gouvernement sache qui l'a attaqué avant de lancer une contre-attaque. Mais comment gagner raisonnablement confiance dans un domaine qui se nourrit de l'ambiguïté ? Tant de facteurs sont à considérer avant de lancer une frappe de représailles, en ce compris sans toutefois s'y limiter : l'identité de l'agresseur (si elle est liée à un état-nation, l'agresseur a-t-il reçu des ordres de sa hiérarchie ou agit-il seul ? S'il s'agit d'une tierce partie, travaille-t-elle au nom d'un gouvernement d'état-nation ou agit-elle pour le soutenir ? S'agit-il d'une opération sous fausse bannière, pourquoi ou pourquoi pas ?) ; les motivations de l'attaque (Qu'est-ce qui a motivé l'attaque ? S'agissait-il de représailles ? Pour quel motif ?) ; et l'intention de l'attaque (L'intention de l'attaque était-elle de détruire, dégrader ou perturber ? Ou est-ce autre chose ? L'attaque avait-elle un but autre que ne le laissent croire les apparences ?). Autres éléments à prendre en considération : si l'attaque d'origine est considérée comme motivée par une cause, plusieurs états, hackers ou hacktivistes ont donc des raisons de mener une attaque. Même si ces tiers agissent au nom de l'état, qui de l'état ou des acteurs doit-on tenir pour responsables ? Qui est exactement la cible, l'état-nation qui tire les ficelles ou les auteurs de l'attaque ?

L'attribution est-elle suffisante ? Si l'on considère le nombre de gouvernements qui ont désigné la Chine comme leur principale menace de piratage informatique, rien n'est fait pour arrêter ou décourager l'espionnage informatique chinois. Le président Obama a eu plusieurs entretiens avec son homologue chinois, Xi Jinping, qui n'ont abouti à aucun résultat concret<sup>47</sup>. Bien qu'il n'y ait eu à ce jour aucune tentative américaine connue pour mener une attaque de représailles à l'encontre des Chinois, cela prouve que l'attribution n'est pas la panacée, même si l'on confronte directement l'auteur présumé et que le défi reste de convaincre l'agresseur qu'il a effectivement été pris en flagrant délit<sup>48</sup>.

- **La répétabilité.** La répétabilité entre les différents acteurs de la menace est une facette importante de la dissuasion cybernétique, et aussi l'une de ses plus grandes questions. Les acteurs individuels, les groupes cybercriminels, les services de renseignement étrangers, les unités militaires peuvent-ils tous être dissuadés par la même stratégie ? On peut répondre par la négative. Différentes stratégies et applications devraient être appliquées à différentes cibles d'acteurs. Ainsi, la façon dont

un gouvernement pourrait dissuader un groupe criminel ciblant sa base industrielle de défense peut être différente de celle dont il pourrait dissuader un état-nation adverse, ou même un état allié, de mener des activités d'espionnage. Pour de nombreux grands états nationaux disposant d'un bon réseau, les acteurs de la cybermenace ciblant ses ressources sont multiples. Il suffit de dire que les acteurs individuels et les petits groupes moins compétents (à moins de travailler au nom d'un état-nation ennemi) sont fort peu susceptibles d'être la cible d'une cyberattaque de représailles. En revanche, les groupes de cybercriminalité plus importants et plus sophistiqués, les hacktivistes et les acteurs des états-nations sont plus enclins aux représailles, car ils génèrent généralement plus de publicité et causent le plus de dégâts. Pour que la dissuasion par punition fonctionne efficacement, la cible doit comprendre que les représailles résultent directement de l'action incriminée. Si une cible ne comprend pas les représailles, il peut être nécessaire de les répéter en utilisant des tactiques plus fortes et plus visibles. Mais cette approche risque d'être mal interprétée par la cible, et si la cible n'a pas compris qu'il s'agissait de représailles, elle peut considérer cette attaque comme un acte d'origine. Cette situation pourrait rapidement dégénérer en conflit cybernétique.

- **Le succès.** Dans le cas de la cyber-dissuasion par punition, l'objectif tactique est d'arrêter une cyber-attaque pendant qu'elle a lieu, de punir les agresseurs après qu'elle a eu lieu ou de les punir avant qu'ils ne lancent l'attaque initiale. Dans le cas d'une punition pendant une attaque en cours, l'objectif serait de stopper cette dernière ; dans le cas d'une attaque ayant déjà eu lieu, l'objectif serait d'empêcher l'agresseur de se livrer pas à une activité similaire à l'avenir ; et enfin, dans le cas d'une attaque préventive, l'objectif serait d'empêcher l'agresseur de commettre une attaque. Sur le plan tactique, ces objectifs sont tous valables, mais sont-ils stratégiquement viables ? Autrement dit, gagnerait-on la bataille faute de pouvoir remporter la guerre ? Le fait de s'engager dans une cyber-attaque préventive ou de représailles présuppose que vous avez réussi à identifier la cible, vraisemblablement grâce à l'attribution de l'ordinateur à partir duquel l'ennemi opère. Bien que la frappe préventive ou de représailles puisse détruire cet ordinateur, l'adversaire peut avoir dix ou cinquante ordinateurs de plus pour continuer à fonctionner. Dans cet exemple, la nation qui se défend peut-elle croire qu'elle a vraiment gagné la bataille ? Autre exemple : si la frappe préventive ou de représailles vise une cible différente (par exemple un réseau électrique, une infrastructure essentielle, etc.), comment l'état victime tient-il compte de la proportionnalité, surtout si l'adversaire n'a même pas mené d'attaque ? Comment l'état sait-il avec certitude que l'ennemi comprendra que l'attaque préventive est en réalité une réponse à une action potentielle et que le message de dissuasion sera reçu et accepté ? Et si l'adversaire est un état-nation, comment expliquer l'éventuelle escalade qui pourrait découler de représailles perçues comme disproportionnées ? Libicki souligne que :

une escalade est possible si les assaillants 1) estiment les représailles cybernétiques injustifiées ; 2) font face à des pressions internes les obligeant à réagir avec force ; ou 3) sont convaincus de leur supériorité dans d'autres domaines en cas de défaite cybernétique potentielle<sup>49</sup>.

## Conclusion

Dans le cyberspace, les efforts visant à lutter contre les actes hostiles par le recours à des frappes préventives ou de représailles semblent être un pas dans la bonne direction, surtout si l'on considère les échecs subis par certains états pour atténuer la menace d'activités malveillantes. Cependant, des milliers de cyberattaques se produisent chaque jour, ce qui suggère qu'il est très difficile de distinguer les menaces graves des menaces mineures<sup>50</sup>. Écraser une fourmi sur le sol de notre cuisine ne nous prémunira pas contre une possible infestation du reste de la colonie. De façon analogue, la cyber-dissuasion n'est pas la panacée pour les acteurs hostiles cherchant à exploiter les réseaux des secteurs public et privé. À l'heure actuelle, un trop grand nombre de variables sont encore inexplorées et nous ne disposons pas de plan suffisamment élaboré pour pouvoir s'en servir efficacement.

Les difficultés liées à l'attribution, l'incapacité de réagir rapidement, efficacement et avec précision, ainsi que l'impossibilité de créer et de maintenir un modèle reproductible contre différents acteurs resteront insurmontables à court terme pour que les pays victimes puissent lancer des cyberattaques préventives ou de représailles. La dissuasion cybernétique par déni a de meilleures chances de succès, mais seulement dans une mesure limitée, car les responsables de la protection des réseaux n'ont cessé d'être battus par des adversaires cachés dans l'immensité cyberspace qui se sont en outre montrés plus intelligents et plus agiles qu'eux. Au lieu de riposter contre des ennemis, les organisations doivent évaluer leur environnement de sécurité pour déterminer son efficacité dans le climat cybernétique actuel.

La cybersécurité n'est pas une solution statique ; à mesure que les assaillants acquièrent plus de connaissances et d'expérience, leurs tactiques, leurs techniques et leurs procédures évolueront avec le temps. Les stratégies de défense qui ont fonctionné il y a un an n'auront probablement pas le même succès aujourd'hui, compte tenu du rythme auquel ce paysage change. Selon l'équipe d'intervention d'urgence informatique du département de la Sécurité intérieure des États-Unis,

un programme de cybersécurité efficace tire parti des normes et des bonnes pratiques de l'industrie pour protéger les systèmes et détecter les failles potentielles. Il a également recours à des systèmes de détection des menaces actuelles qui permettent une intervention et une reprise rapide des activités<sup>51</sup>.

Les organisations doivent mettre en œuvre des plans de sécurité adaptables qui tiennent compte des aspects dynamiques du cyberspace et qui comprennent des jalons et des indicateurs de performance pour s'assurer de l'atteinte en temps opportun des objectifs visés. Des normes de sécurité plus strictes, telles que des correctifs de vulnérabilités

et des campagnes de sensibilisation des utilisateurs, doivent être adoptées afin de faire comprendre aux parties prenantes qu'elles sont responsables des défauts de conformité. Le très respecté SANS Institute, chef de file dans la formation et la certification en sécurité informatique, préconise la mise en œuvre de vingt contrôles de sécurité. Il affirme que les organisations de cyberdéfense qui ont réussi à incorporer ces contrôles ont réduit leur risque de sécurité<sup>52</sup>. En définitive, la diligence raisonnable en matière de cybersécurité reste, encore et toujours, le facteur déterminant dans la lutte contre les activités cybernétiques hostiles.

## Notes

1. La Maison Blanche, *International Strategy for Cyberspace*, Washington, DC, mai 2011 ; département de la Défense, *Department of Defense's Strategy for Operating in Cyberspace*, Washington, DC, juillet 2011, [www.defense.gov/news/d20110714cyber.pdf](http://www.defense.gov/news/d20110714cyber.pdf).

2. « Nuclear Weapons: Who Has Them At a Glance | Arms Control Association », avril 2013, [www.armscontrol.org/factsheets/Nuclearweaponswhohaswhat](http://www.armscontrol.org/factsheets/Nuclearweaponswhohaswhat) ; BRENNER, Susan W. et CLARKE, Leo L., « Civilians in Cyberwarfare: Casualties », *SMU Science & Technology Law Review* 13, 2010, p. 249 ; TODD, Graham H., « Armed Attack in Cyberspace: Detering Asymmetric Warfare with an Asymmetric Definition », *Air Force Law Review* 64, rev 96, 2009 ; LYNN, William J. III, « The Pentagon's Cyberstrategy, One Year Later: Defending Against the Next Cyberattack », *Foreign Affairs*, 28 septembre 2011, [www.foreignaffairs.com/articles/68305/william-j-lynn-iii/the-pentagons-cyberstrategy-one-year-later](http://www.foreignaffairs.com/articles/68305/william-j-lynn-iii/the-pentagons-cyberstrategy-one-year-later).

3. KNOFF, Jeffrey W., « Use with Caution: The Value and Limits of Deterrence Against Asymmetric Threats », *World Politics Review*, 11 juin 2013, [www.worldpoliticsreview.com/articles/13006/use-with-caution-the-value-and-limits-of-deterrence-against-asymmetric-threats](http://www.worldpoliticsreview.com/articles/13006/use-with-caution-the-value-and-limits-of-deterrence-against-asymmetric-threats).

4. LUPOVICI, Amir, « Cyber Warfare and Deterrence: Trends and Challenges in Research », *Military and Strategic Affairs* 3, no. 3, décembre 2011, p. 54.

5. KNOFF, « Use with Caution ».

6. LUPOVICI, « Cyber Warfare and Deterrence », p. 54.

7. ELLIOTT, David, « Detering Strategic Cyberattack », *IEEE Security & Privacy* 9, no. 5, septembre/octobre 2011, pp. 36-40.

8. CLARK, W.K., et LEVIN, P.L., « Securing the Information Highway », *Foreign Affairs*, novembre/décembre 2009, pp. 2-10.

9. SOLOMON, Jonathan, « Cyberdeterrence between Nation States: Plausible Strategy or Pipe Dream? », *Strategic Studies Quarterly* 5, no. 1, 2011, p. 2.

10. « Obama Warns Al-Asad Against Chemical Weapons, Declares 'World is Watching' », *CNN Online*, 3 décembre 2012, [www.cnn.com/2012/12/03/world/meast/syria-civil-war](http://www.cnn.com/2012/12/03/world/meast/syria-civil-war).

11. BURLIJ, Terrence et BELLANTONI, Christina, « Syria Crossed Obama's Redline. What Happens Next? » *PBS Online*, 14 juin 2013, [www.pbs.org/newshour/rundown/2013/06/administration-sharpens-focus-on-syria-with-chemical-weapons-report.html](http://www.pbs.org/newshour/rundown/2013/06/administration-sharpens-focus-on-syria-with-chemical-weapons-report.html).

12. « Few Satisfied, But U.S. Presses Syrian Arms Effort », *Las Vegas Sun Online*, 26 juillet 2013, [www.lasvegassun.com/news/2013/jul/26/us-obama-aid-to-syria/](http://www.lasvegassun.com/news/2013/jul/26/us-obama-aid-to-syria/).

13. GERTZ, Bill, « U.S., China Strategic and Economic Dialogue Criticized », *Washington Free Beacon*, 16 juillet 2013, <http://freebeacon.com/u-s-china-conclude-strategic-and-economic-dialogue-talks/>.

14. « China and Russia Submit Cyber Proposal | Arms Control Association », novembre 2011, [www.armscontrol.org/act/2011\\_11/China\\_and\\_Russia\\_Submit\\_Cyber\\_Proposal](http://www.armscontrol.org/act/2011_11/China_and_Russia_Submit_Cyber_Proposal).

15. « Convention sur la cybercriminalité », *Conseil de l'Europe*, CETS no. 185, 25 novembre 2013, <https://www.coe.int/fr/web/conventions/full-list/-/conventions/treaty/185/signatures>.

16. WALSH, James Igoe, « Do States Play Signaling Games? », *Cooperation and Conflict: Journal of the Nordic International Studies Association* 42, no. 4, 2007, p. 441.

17. NAKASHIMA, Ellen, « Iran Blamed for Cyberattacks on U.S. Banks and Companies », *The Washington Post*, 21 septembre 2012, [http://articles.washingtonpost.com/2012-09-21/world/35497878\\_1\\_web-sites-quds-force-cyberattacks](http://articles.washingtonpost.com/2012-09-21/world/35497878_1_web-sites-quds-force-cyberattacks).

18. HEALEY, Jason, « Beyond Attribution: Seeking National Responsibility for Cyber Attacks », *Conseil atlantique*, janvier 2012, [www.acus.org/files/publication\\_pdfs/403/022212\\_ACUS\\_NatlResponsibilityCyber.PDF](http://www.acus.org/files/publication_pdfs/403/022212_ACUS_NatlResponsibilityCyber.PDF).

19. *Id.*

20. HIGGINS, Kelly Jackson, « The Intersection Between Cyberespionage and Cybercrime », *Dark Reading*, 21 juin 2012, [www.darkreading.com/attacks-breaches/the-intersection-between-cyberespionage/240002514](http://www.darkreading.com/attacks-breaches/the-intersection-between-cyberespionage/240002514) ; HIGGINS, Kelly Jackson, « Attackers Engage in False Flag Attack Manipulation », *Dark Reading*, 1<sup>er</sup> octobre 2012, [www.darkreading.com/attacks-breaches/attackers-engage-in-false-flag-attack-ma/240008256](http://www.darkreading.com/attacks-breaches/attackers-engage-in-false-flag-attack-ma/240008256).

21. IASIELLO, Emilio, « Identifying Cyber-Attackers to Require High-Tech Sleuthing Skills », *National Defense*, décembre 2012, <http://www.nationaldefensemagazine.org/archive/2012/December/Pages/IdentifyingCyber-AttackerstoRequireHigh-TechSleuthingSkills.aspx>.

22. JENSEN, Eric Talbon, « Cyber Deterrence », *Emory International Law Review* 26, no. 2, 2012, p. 799.

23. « W32.Stuxnet », *Symantec*, 26 février 2013, [www.symantec.com/security\\_response/writeup.jsp?docid=2010-071400-3123-99](http://www.symantec.com/security_response/writeup.jsp?docid=2010-071400-3123-99).

24. MESMER, Ellen, « Kosovo Cyber War Intensifies ; Chinese Hackers Targeting U.S. Sites, Government Says », *CNN Online*, 12 mai 1999, [www.cnn.com/TECH/computing/9905/12/cyberwar.idg/](http://www.cnn.com/TECH/computing/9905/12/cyberwar.idg/) ; SMITH, Craig S., « May 6-12: The First World Hacker War », *The New York Times*, 13 mai 2001, [www.nytimes.com/2001/05/13/weekinreview/may-6-12-the-first-world-hacker-war.html](http://www.nytimes.com/2001/05/13/weekinreview/may-6-12-the-first-world-hacker-war.html).

25. RECORD, Jeffrey, « Nuclear Deterrence, Preventative War, and Counterproliferation », *The Cato Institute* 519, 8 juillet 2004, [www.cato.org/sites/cato.org/files/pubs/pdf/pa519.pdf](http://www.cato.org/sites/cato.org/files/pubs/pdf/pa519.pdf).

26. PAYNE, Keith B. et WALTON, C. Dale, « Deterrence in the Post-Cold War World », *Strategy in the Contemporary World, An Introduction to Strategic Studies*, éd. BAYLIS, John, WIRTZ, James, COHEN, Eliot et COLINS, Gray, New York : Oxford University Press, 2002, p. 169.

27. MULVENON, James C. et RATTRAY, Gregory J., « Addressing Cyber Instability: Executive Summary », *Conseil atlantique*, 8 juillet 2004, [www.acus.org/files/CCSA\\_Addresssing\\_Cyber\\_Instability.pdf](http://www.acus.org/files/CCSA_Addresssing_Cyber_Instability.pdf).

28. IASIELLO, Emilio, *Cyber Attack: A Dull Tool to Shape Foreign Policy*, Tallinn : NATO CCD COE Publications, mai 2013, p. 398.

29. BAR, Shmuel, « Deterring Terrorists », *Hoover Institution*, 2 juin 2008, [www.hoover.org/publications/policy-review/article/5674](http://www.hoover.org/publications/policy-review/article/5674).

30. *Ibid.*

31. TRAGER, Robert F. et ZAGORCHEVA, Dessislava P., « Deterring Terrorism », *International Security* 30 no. 3, hiver 2005/2006, p. 87.

32. DAVIS, Paul K. et JENKINS, Brian Michael, *Deterrence & Influence in Counterterrorism: A Component in the War on Al Qaeda*, Santa Monica, CA : RAND Corp., 2002, p. 59.

33. GEARSON, John, « Deterring Conventional Terrorism: From Punishment to Denial and Resilience », *Contemporary Security Policy* 33, no. 1, 2012, p. 171.

34. KROENIG, Matt et PAVEL, Barry, « How to Deter Terrorism », *The Washington Quarterly* 5, no. 2, printemps 2012, p. 21.

35. KNOPF, « Use with Caution ».

36. *Id.*

37. *Id.*

38. *Id.*

39. « FBI: More Arrests in International Cyber Crime Takedown », *Infosec Island*, 13 juillet 2012, [www.infosecisland.com/blogview/21907-FBI-More-Arrests-in-International-Cyber-Crime-Takedown.html](http://www.infosecisland.com/blogview/21907-FBI-More-Arrests-in-International-Cyber-Crime-Takedown.html) ; O'TOOLE, James, « Global Financial Cybercrime Sting Yields 24 Arrests », *Money CNN Online*, 26 juin 2012, <http://money.cnn.com/2012/06/26/technology/cybercrime-arrests/index.htm>.

40. RAGAN, Steve, « China's APT 1 Still Operating with the Same Modus Operandi », *Security Week*, 1<sup>er</sup> mai 2013, [www.securityweek.com/chinas-apt1-still-operating-same-modus-operandi](http://www.securityweek.com/chinas-apt1-still-operating-same-modus-operandi).
41. KITTEN, Tracy, « DDoS: Attackers Announce Phase 4 », *Bank Info Security*, 23 juillet 2013, [www.bankinfosecurity.com/ddos-attackers-announce-phase-4-a-5929/op-1](http://www.bankinfosecurity.com/ddos-attackers-announce-phase-4-a-5929/op-1).
42. LIBICKI, Martin, *Cyberdeterrence and Cyberwar*, Santa Monica, CA : RAND Corp., 2009, [www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/2009/RAND\\_MG877.pdf](http://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/monographs/2009/RAND_MG877.pdf).
43. Département de la Défense. *Strategy for Operating in Cyberspace*, Washington, DC : département de la Défense, juin 2011, [www.defense.gov/news/d20110714cyber.pdf](http://www.defense.gov/news/d20110714cyber.pdf).
44. « Obama Tells Intelligence Chiefs to Draw up Cyber Target List – Full Document Text », *The Guardian*, 7 juin 2013, [www.theguardian.com/world/interactive/2013/jun/07/obama-cyber-directive-full-text](http://www.theguardian.com/world/interactive/2013/jun/07/obama-cyber-directive-full-text).
45. LEWIS, James A., « Raising the Bar on Cyber Security », *Center for Strategic & International Studies*, 12 février 2013, [http://csis.org/files/publication/130212\\_Lewis\\_RaisingBarCybersecurity.pdf](http://csis.org/files/publication/130212_Lewis_RaisingBarCybersecurity.pdf).
46. *Id.*
47. NEUMANN, Scott, « Chinese Cyber Hacking Discussed at Obama-Xi Summit », *NPR Online*, 9 juin 2013, [www.npr.org/blogs/thetwo-way/2013/06/09/190058558/chinese-cyber-hacking-discussed-at-obama-xisummit](http://www.npr.org/blogs/thetwo-way/2013/06/09/190058558/chinese-cyber-hacking-discussed-at-obama-xisummit) ; CONSTANTIN, Lucian, « The Chinese Hacker Group that Hit the New York Times is Back with Updated Tools », *Computerworld*, 12 août 2013, [www.computerworld.com/s/article/9241577/The\\_Chinese\\_hacker\\_group\\_that\\_hit\\_the\\_N.Y.\\_Times\\_is\\_back\\_with\\_updated\\_tools](http://www.computerworld.com/s/article/9241577/The_Chinese_hacker_group_that_hit_the_N.Y._Times_is_back_with_updated_tools).
48. LIBICKI, *Cyberdeterrence and Cyberwar*.
49. *Id.*
50. KRAMER, Franklin D, « Policy Recommendations for a Strategic Framework », in *Cyberpower and National Security*, éd. KRAMER, Franklin D., STARR, Stuart H., et WENTZ, Larry K., Dulles, VA : Potomac Books Inc. et National Defense University Press, 2009, p. 15.
51. BYERS, Eric, « Essential Cyber Security Concepts for CEOs », *Belden*, 28 février 2013, [www.belden.com/blog/industrialsecurity/Essential-Cyber-Security-Concepts-for-CEOs.cfm](http://www.belden.com/blog/industrialsecurity/Essential-Cyber-Security-Concepts-for-CEOs.cfm).
52. « SANS Institute – CIS Critical Security Controls », [www.sans.org/critical-security-controls/](http://www.sans.org/critical-security-controls/)

# La charia, « business du désert »

## Comprendre les liens entre les réseaux criminels et le djihadisme dans le nord du Mali

RIKKE HAUGEGAARD\*

**M**algré les efforts déployés par la mission de maintien de la paix des Nations Unies, par la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), par les forces françaises et par les états voisins, la situation sécuritaire au Mali demeure fragile. En 2015 et en 2016, les djihadistes ont multiplié les attaques contre les forces gouvernementales et humanitaires et contre les Casques bleus des Nations Unies<sup>1</sup>. Au 31 mars 2017, la mission MINUSMA déplorait ainsi 116 victimes. La majorité des victimes sont originaires du Tchad, du Burkina Faso, du Niger, du Togo et de la Guinée<sup>2</sup>. Les djihadistes, souvent qualifiés de « terroristes » par la communauté internationale et le personnel de la MINUSMA, sont à l'origine de nombre de ces attaques.

L'étiquette « terroriste » recouvre l'ensemble des groupes militants ayant recours à des méthodes terroristes. Si tous sont des défenseurs de la charia et d'un régime islamique strict, leurs motivations ne sont pas toujours liées à une forme de fanatisme religieux. Les actions des groupes djihadistes sont ainsi guidées par une combinaison de facteurs, allant des luttes de pouvoir au niveau local aux conflits claniques internes, en passant par la poursuite d'intérêts économiques associés au commerce de contrebande<sup>3</sup>. Lors de mes visites de terrain, j'ai pu constater à quel point le personnel de la MINUSMA peinait à comprendre la dynamique interne des groupes djihadistes et leur fragmentation constante<sup>4</sup>. Le présent article s'inscrit dans le courant actuel visant à mieux cerner la dynamique complexe qui sous-tend les groupes djihadistes, les actes de criminalité et la politique dans les régions de Gao et de Kidal<sup>5</sup>.

L'étude de terrain avec la MINUSMA m'a conduit à la question de recherche suivante : comment comprendre les dynamiques sociales et économiques qui régissent l'espace opérationnel des réseaux militants dans le nord du Mali ? Le postulat proposé ici est de s'éloigner de l'analyse des groupes djihadistes en tant qu'organisations et entités « fer-

---

\*Professeure et analyste au Royal Danish Defence College, Danemark. Mme Haugegaard est membre de la Section *Military Operational Culture* du *Danish Defence Language Institute*, où elle coordonne et développe les programmes d'enseignement et de formation à la culture. Ces formations s'adressent à un large éventail de clients internes de la Défense danoise, ainsi qu'à un grand nombre de partenaires internationaux.

HAUGEGAARD, Rikke, « Sharia as 'Desert Business': Understanding the Links between Criminal Networks and Jihadism in Northern Mali », *Stability: International Journal of Security and Development* 6, no 1 (2017), 4. DOI : <http://doi.org/10.5334/sta.494>.

mées », mais de les considérer en tant que réseaux libres de sympathisants mobilisés pour des attaques violentes ponctuelles. Il s'agit ici d'enquêter sur les groupes djihadistes en tant que produits des luttes de pouvoir, du commerce et de la criminalité au niveau local et non comme des combattants aux motivations idéologiques et religieuses. La compréhension de ces dynamiques permettra d'élargir le contexte et de mieux comprendre la nature des groupes militants au Mali, mais aussi en dehors du pays.

Les distinctions marquées que font le gouvernement malien et la communauté internationale entre les groupes qui se conforment et ceux qui ne se conforment pas à l'accord de paix posent d'emblée problème. Cette approche laisse en effet de côté certains groupes et empêche de trouver une solution à des situations conflictuelles qui perdurent depuis des décennies. Catégoriser les acteurs de la sorte (conformes vs. non conformes) entrave les efforts de stabilisation à long terme de la MINUSMA dans la mesure où la réalité sur le terrain est beaucoup plus volatile, subtile et complexe. La complexité des mécanismes du réseau et le glissement pragmatique des alliances posent de grandes difficultés à la MINUSMA. Les planificateurs et analystes militaires ont tendance à se concentrer sur des informations détaillées sur l'« ennemi », au détriment de la compréhension de l'environnement politique, économique et culturel<sup>6</sup>.

La discussion du présent article se développe autour d'une perspective culturelle nuancée englobant la fluidité des réseaux sociaux. Il est urgent de se détourner de cette approche « axée sur l'ennemi<sup>7</sup> ». Les concepts « grand(s) homme(s)<sup>8</sup> » [*big man* ou *bigmanity* dans la version originale] et de « réseaux de l'ombre<sup>9</sup> » seront utilisés pour discuter de la fragmentation des groupes armés et du chevauchement des réseaux criminels et politiques au Mali. Les données de terrain de l'auteur ont mis en évidence une difficulté importante et constante du personnel de la MINUSMA : comment comprendre la dynamique des groupes djihadistes au Mali. Dans l'étude de terrain (voir notre section suivante sur la méthodologie), notre attention s'est portée sur la révision des pratiques analytiques de la MINUSMA afin d'en détecter les failles et les difficultés. Le présent article forme ensuite un document de travail qui remet en question certaines des hypothèses de base sur lesquelles reposent les travaux du personnel de la MINUSMA et de la communauté internationale des consultants, conseillers, militaires et analystes qui œuvrent au processus de paix au Mali.

Nous commencerons par une série de réflexions méthodologiques, suivies d'une introduction à certaines des difficultés inhérentes au processus de paix en cours. Après une discussion du qualificatif « groupe terroriste armé », l'article abordera le concept de « grands hommes<sup>10</sup> », qui peut s'avérer utile à l'analyse des dynamiques sociales complexes dans le nord du Mali. Plus loin, nous discuterons du rôle de l'AQMI (Al-Qaïda dans le Maghreb islamique). L'article traitera, dans les sections qui suivent, des intérêts économiques et de la charia comme « business du désert ». Nous examinerons dans ce cadre la relation entre les structures de réseau formelles et informelles. Après une brève discussion sur les conflits locaux dans le nord du Mali, notre article s'achèvera par une conclusion argumentée sur les implications sur le processus de paix au Mali.

## Réflexions méthodologiques

Le présent article repose sur une expérience personnelle sur le terrain. Cette étude impliquait les caractéristiques suivantes :

- Coordination d'une mission de terrain au sein de la MINUSMA en novembre 2014 et octobre 2015. Au total, 23 jours passés au sein de la MINUSMA à travailler avec des officiers militaires, des analystes et des conseillers civils ;
- Participation aux briefings, réunions et patrouilles ;
- Réalisation de 34 entretiens. Les critères de sélection étaient la nationalité, l'âge, le sexe, le sujet de recherche et l'expérience en mission ;
- Accès à la MINUSMA par l'intermédiaire de la Défense danoise et des commandants respectifs de l'Unité ASIFU (unité de renseignement de la Minusma)<sup>11</sup> ;
- Activité de chercheuse invitée au sein de la MINUSMA, axée sur le suivi rapproché des procédures de travail du personnel au quotidien ;
- Port d'un uniforme militaire à des fins d'immersion et de discrétion ;
- Nuits en tentes et en conteneurs dans les camps de la MINUSMA à Bamako et à Gao ;
- Participation à des réunions d'information, lecture de rapports, visite du quartier général de la MINUSMA et patrouilles avec le personnel militaire à Bamako et Gao ;
- Participation en tant que chercheuse et conférencière pour le compte de la Défense danoise pendant plus de cinq ans avant cette étude sur le terrain.

Le processus d'immersion dans la pensée militaire peut conduire à des biais, où les procédures de routine et certains modèles analytiques sont considérés comme allant de soi. En tant qu'anthropologue culturelle, mener une réflexion critique sur les institutions étatiques et les relations de pouvoir était toutefois primordial. L'article remet en question les hypothèses de base propres au personnel de la MINUSMA, à savoir que certains groupes militants peuvent être qualifiés de « terroristes » et qu'ils ne se conforment donc pas à l'accord de paix. Pouvons-nous en outre considérer ces entités comme des « groupes » composés de membres bien définis et présentant la structure d'une organisation ?

## Les défis du processus de paix

*La mise en œuvre se révélera difficile dans un pays où les accords ne sont historiquement pas mis en œuvre.*

—Arthur Boutellis<sup>12</sup>

La mise en œuvre de l'accord de paix au Mali se heurte à trois principaux obstacles : le manque de perspectives d'emploi, la présence de groupes armés et l'exclusion de l'accord de paix des groupes armés qualifiés de terroristes. La fragilité de la situation sécuritaire est l'un des nombreux défis de l'ONU. Le Mali est classé parmi les dix pays les plus pauvres du monde, selon l'indice de développement humain du PNUD<sup>13</sup>. Les prix des denrées alimentaires de base sont plus élevés à Gao, Tombouctou et Kidal que dans le reste du pays<sup>14</sup>. L'ONU a franchi une étape importante dans ses efforts de stabilité lors de l'adoption, le 20 juin 2015, de « l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali<sup>15</sup> ». Avec l'appui d'une équipe de médiation internationale, les deux grandes organisations faitières, « Plateforme » et « Coordination », ont accepté de participer à un processus de désarmement et de démobilisation. « Plateforme » est une coalition de milices pro-gouvernementales, soutenant un Mali unifié. « Coordination » est une alliance de plusieurs groupes militants luttant pour l'autonomie gouvernementale de la région d'Azawad dans le nord du Mali et les pays voisins. Les deux alliances se sont en outre mises d'accord sur la libération des prisonniers et sur la réouverture des écoles. « Plateforme » et « Coordination » sont considérées comme des partis se conformant au processus d'accord de paix, tandis que l'ONU et le gouvernement malien perçoivent les groupes militants comme des organisations terroristes qui ne s'y conforment pas.

Le manque de perspectives d'emploi pour les combattants dans le nord complique l'effort de démobilisation. L'industrie du tourisme au Mali était florissante, employant les Touaregs comme voyagistes, comme guides et comme chauffeurs<sup>16</sup>. Au Mali comme au Niger, le secteur touristique est contrôlé par les Touaregs<sup>17</sup>. L'industrie du tourisme s'est effondrée en raison de la menace d'enlèvement de touristes occidentaux<sup>18</sup>, ce qui a conduit à une fragilisation de l'emploi et de la sécurité alimentaire des Touaregs. Ajoutons encore la crise alimentaire qui ravage les régions du nord et de l'est : quelque 294 000 personnes au Mali auraient eu besoin d'une aide alimentaire d'urgence en 2016, dont plus de 50 pour cent vivent dans les régions du nord et de l'est de Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal<sup>19</sup>. Les perspectives d'emploi comme enseignant sont également limitées en raison du manque d'écoles ouvertes. Dans de nombreuses petites villes du nord, les écoles ont été fermées en raison de violents affrontements entre les coalitions « Coordination », « Plateforme » et d'autres groupes militants qui ont pris le contrôle des écoles. Les Nations Unies ont fait état de 20 cas d'utilisation militaire d'établissements scolaires, y compris d'écoles occupées par des groupes participant au processus de paix<sup>20</sup>. La mobilité des groupes armés constitue un deuxième défi important pour la mise en œuvre de l'accord de paix. Les groupes armés se battent pour le contrôle des routes de contrebande. Ils bloquent les routes et s'assurent que la drogue, les armes et d'autres marchandises peuvent être acheminées à travers les zones désertiques. Certains membres de l'état-major de la MINUSMA quali-

fient cette situation de « guerre navale dans le désert ». Les groupes armés se disputent des nœuds et des « ports » stratégiques, où les marchandises de contrebande sont chargées et préparées avant d'être acheminées à travers le Sahel. Les groupes armés sont très mobiles et se déplacent librement dans les zones désertiques ouvertes. Il leur arrive de coopérer lors d'attaques et de s'apporter une entraide logistique. Ils traversent les frontières des pays voisins sans contrôle et disposent de réseaux et de contacts dans la grande région sahélienne. L'AQMI et les groupes affiliés profitent de l'incapacité des états sahéliens à contrôler les frontières et leurs territoires périphériques<sup>21</sup>.

Le troisième défi important est celui des « groupes armés terroristes » exclus de l'accord. Le Mali accueille à la fois des groupes régionaux affiliés à Al-Qaïda, qui recrutent leurs membres par-delà les frontières dans l'ensemble de la région du Sahel (nord du Mali, Mauritanie, Niger, Burkina Faso et Algérie), et un groupe local, Ansar Dine, dirigé par des Touaregs du nord du Mali<sup>22</sup>. Le groupe le plus important, l'AQMI, s'efforce de devenir une fédération de groupes terroristes dans la région, mais son leadership se compose principalement de membres algériens<sup>23</sup>. En 2012, lorsque les groupes djihadistes contrôlèrent les trois villes septentrionales de Tombouctou, Gao et Kidal, ils essayèrent d'établir des « émirats » basés sur la charia. Les lois contre la musique, le cinéma, le tabac et l'alcool ont été appliquées au moyen de châtiments approuvés par le Coran, tels que l'amputation, la flagellation ou la lapidation<sup>24</sup>.

### Les groupes armés terroristes, un terme à problème

Avec plus de 13 000 soldats, policiers et civils déployés au Mali, la présence de l'ONU sur le terrain peut sembler à première vue assez importante. Mais un examen minutieux révèle que les zones désertiques du nord manquent de soldats et de policiers, car de nombreux pays contribuant à la MINUSMA sont réticents à déployer leur personnel dans les zones où des groupes armés militants sont présents. En octobre 2014, le commandant en chef de la MINUSMA de l'époque, le général Kazura, a informé le Conseil de sécurité des Nations Unies des défis auxquels la MINUSMA était confrontée. Il avait déclaré que « la MINUSMA se trouvait en situation de lutte contre le terrorisme sans mandat antiterroriste ni formation, équipement, logistique ou renseignement adéquats lui permettant de faire face à une telle situation<sup>25</sup> ». Il se trouve cependant que la MINUSMA n'est pas explicitement mandatée pour s'engager dans des missions antiterroristes<sup>26</sup> ; ces missions étant confiées au gouvernement malien et aux forces françaises présentes dans le Sahel. Malgré la présence des forces françaises et maliennes dans le nord, les djihadistes peuvent facilement se cacher dans les zones désertiques ouvertes des régions septentrionales. Menant de longue date une stratégie d'immersion dans les communautés locales et l'économie régionale, l'AQMI se montre résiliente aux efforts de lutte contre le terrorisme<sup>27</sup>. Modibo Goïta nous explique que l'un des problèmes majeurs est que les gouvernements du Mali et de la Mauritanie s'appuient sur des moyens militaires conventionnels face aux petites unités très mobiles des djihadistes<sup>28</sup>. De plus, l'AQMI « utilise tactiquement le désert comme base de repli<sup>29</sup> ». Olivier Guitta mentionne trois

raisons majeures expliquant pourquoi l'AQMI a choisi de construire une base dans le nord du Mali : 1) le caractère très inhospitalier de la zone, qui complique grandement les opérations de surveillance, même pour les satellites américains ; 2) la localisation sur place de tribus arabes ; et 3) la faiblesse du régime malien<sup>30</sup>.

Les tribus arabes, principalement les Peuls, contrôlent de nombreux réseaux économiques dans le nord du Mali et sont bien connectées avec les pays voisins grâce à leurs réseaux familiaux<sup>31</sup>. Il est important pour les djihadistes que l'infrastructure locale soit adaptée à leurs projets d'attaques et de contrebande. Malgré les signes évidents d'une présence djihadiste dans le nord du Mali, il convient de rester prudent lors de la catégorisation des conflits de la région. Selon Morten Bøås, qualifier l'ensemble des conflits de la région de « guerre contre le terrorisme<sup>32</sup> » pose problème. Ainsi, il est donc dangereux de qualifier de « guerre contre le terrorisme » ce qui est essentiellement un conflit local à Kidal et dans le nord du Mali, dans la mesure où l'accusation de lien avec Al-Qaïda risque de se muer en prophétie auto-réalisatrice, les insurrections locales n'ayant pas d'autres alliés vers qui se tourner. Cette approche est d'autant plus dangereuse que des liens existent déjà sur le terrain économique, mais qu'il n'existe jusqu'à présent aucun lien idéologique ferme ou généralisé. Bøås met ainsi en garde contre l'isolement des groupes armés liés à Al-Qaïda. Les populations du nord du Mali sont bien connectées par leurs activités quotidiennes, le trafic de contrebande et le commerce. Les données de terrain d'une étude menée par Peter Tinti montrent des résultats similaires sur les relations de travail entre trafiquants et militants, « qui étaient d'abord des narcotraffiquants avant d'être des idéologues, si tant est qu'ils ne l'aient jamais été<sup>33</sup>. »

La population malienne regroupe des personnes qui se positionnent en réseaux et opèrent à travers une palette d'alliances possibles. Les groupes terroristes djihadistes sont très pragmatiques et sensibles au contexte culturel local<sup>34</sup>. Le pragmatisme des réseaux djihadistes est par ailleurs substantiel. Gao nous en fournit un exemple en 2012 en rappelant la manifestation des habitants contre l'interdiction de la télévision, des jeux vidéo et du football. Les djihadistes ont alors changé de cap et levé l'interdiction. Ils ont même commencé à acheter des téléviseurs pour plusieurs organisations de jeunes<sup>35</sup>. La façon pragmatique dont la population opère et se positionne en fonction des possibilités de financement souligne une dynamique complexe entre le djihad et les négociations de paix. Pour cette raison, il est logique de s'interroger sur la distinction à faire entre les acteurs « conformes » et « non conformes » au processus de paix au Mali. La fragmentation des groupes armés et la « fluidité » des membres franchissant régulièrement la ligne de démarcation entre les groupes dits « conformes » et « non conformes » requiert une approche différente.

Comme l'a fait remarquer un officier de la MINUSMA, « tout le monde connaît tout le monde au Mali. Les gens sont bien connectés<sup>36</sup> ». Les membres de la population sont en effet reliés les uns aux autres par des réseaux larges et volatiles et sont ainsi facilement mobilisables à différentes fins, comme pour des activités criminelles et politiques au niveau local. Une étude des liens entre islamistes et rebelles au Mali<sup>37</sup> révèle que des réseaux terroristes efficaces doivent éviter d'être décentralisés dans un trop grand nombre

de cellules<sup>38</sup>. Au Mali, il est possible d'entrer en contact avec des réseaux composés à la fois d'islamistes et de rebelles (groupes non conformes et conformes, note de l'auteur) par relativement peu d'intermédiaires<sup>39</sup>. Cet élément nous indique que les groupes non conformes et conformes peuvent travailler main dans la main dans la pratique, mais que certains groupes (Ansar Dine, AQMI et Al Murabitoun) sont exclus des négociations sur le processus de paix. Une question connexe se rapporte à la teneur du qualificatif « jihadiste militant ». Comme l'expliquait un membre du personnel du MINUSMA, « il est difficile de savoir si nous devrions les appeler 'combattants' ou 'militants'. Ce que l'on voit dans le nord du Mali se rapporte plutôt à des 'partisans actifs' ou à des 'réservistes'<sup>40</sup> ». Le contexte de la situation, de même que les réseaux, a une grande influence lorsqu'il s'agit de savoir si un leader militant est capable de mobiliser la population au combat. Cette citation a été une grande inspiration pour la rédaction du présent article. Pourquoi la majorité du personnel de la MINUSMA continue-t-elle de qualifier les différents acteurs militants d'organisations ou de groupes bien établis (comme je l'ai constaté dans différents briefings et documents lors de l'étude de terrain de 2014 et 2015) ? Savoir si le succès des militants djihadistes peut s'expliquer par leur capacité à activer, par l'entremise d'individus clés, un réseau volatile de sympathisants constitue une question d'un grand intérêt.

## **Acquérir influence et loyauté à Kidal Les grands hommes et leurs adeptes**

« Kidal est un endroit très spécial. Une ville de guerriers où les gens se battent pour leur identité. C'est la ville où la culture touareg rencontre la culture arabe<sup>41</sup> », avait répondu un jour un linguiste militaire danois lorsqu'on lui a demandé de décrire cette ville du nord-est du Mali. Bøås explique que les rébellions touareg sont liées à la politique clanique menée à Kidal et aux conflits sur les routes de contrebande. Il suggère qu'à Kidal, « c'est la capacité même de combiner la politique et la criminalité, le légal et l'illicite, le formel et l'informel, qui caractérise un grand homme dans ce domaine<sup>42</sup> ». Dans l'introduction de son livre (dont fait partie l'article de Bøås), Mats Utas décrit ces grands hommes et leurs réseaux<sup>43</sup>. Selon l'anthropologue Marshall Sahlins, « la principale caractéristique de l'autorité des grands hommes est universelle : le pouvoir personnel<sup>44</sup> ». Le grand homme est capable de convertir des adeptes de par sa capacité à aider les gens en privé<sup>45</sup>. La construction du pouvoir « repose sur l'accumulation de richesse et la redistribution de cette dernière avec une générosité 'ingénieuse'<sup>46</sup> ». Lorsque nous étudions des régions comme le nord du Mali, où les grands hommes sont au pouvoir, on peut « voir les gens comme les éléments d'une infrastructure<sup>47</sup> ». En d'autres termes, certaines personnes en utilisent d'autres pour arriver à leurs propres fins. Elles manœuvrent dans la société à travers les réseaux des autres, ce qui explique le caractère essentiel de la « connectivité » dans ces régions. Les gens nouent des liens avec plusieurs grands hommes aux intérêts divergents dans le but d'avoir accès à différentes sources de richesse. Le principe des grands hommes implique la formation de réseaux sociaux volatiles qui reposent sur un principe de réciprocité. Le grand homme gagne la loyauté et le soutien de ses partisans,

et ces derniers jouissent à leur tour de ce que le grand homme a à leur offrir : perspectives économiques, protection et sécurité sociale<sup>48</sup>.

Lorsque j'ai visité la MINUSMA en 2014, le personnel travaillant à Gao a souligné la grande difficulté de saisir la dynamique des réseaux locaux : « Dans le nord du Mali, 'amis' et 'ennemis' forment une masse inextricable et les gens peuvent changer d'identité en fonction de leurs intérêts<sup>49</sup> ». Cette fois encore, le concept des grands hommes nous paraît utile pour expliquer la façon dont les gens accordent leur loyauté :

Si le grand homme ne prodigue pas assez de largesses, il finira par perdre ses partisans. Le concept des grands hommes est multiple et modulable. Il ne se réfère pas à des structures patron-client héritées du passé, mais plutôt à des réseaux de relations fluides et changeants. [...] Les adeptes peuvent se détacher des grands hommes qui ne leur apporteraient pas satisfaction. Parallèlement, un adepte n'accorde pas sa loyauté à un seul grand homme, mais en fréquente généralement plusieurs, avec qui il entretient des relations de natures diverses<sup>50</sup>.

### Les grands hommes et le *bricolage*, la dynamique de fragmentation des groupes militants djihadistes

Bøås soutient que la violence dans le nord du Mali est par nature pragmatique et ponctuelle<sup>51</sup>. La violence surgit occasionnellement ; elle est perçue comme une opportunité. Des alliances pragmatiques et ponctuelles se forment autour d'actions violentes pour contrôler les points de commerce et de contrebande ou pour atteindre des objectifs politiques ou économiques. Comme on peut le voir dans d'autres régions d'Afrique de l'Ouest, les conflits peuvent se produire sans que l'idéologie et l'ethnicité n'en soient les principaux moteurs. Les jeunes combattants rejoignent les groupes armés comme un moyen de « navigation sociale<sup>52</sup> ». Ils se battent pour pouvoir bénéficier d'opportunités futures et obtenir l'important statut d'« adulte » dans la société. Les jeunes hommes en Guinée-Bissau, où Henrik Vigh a fait ses recherches, vivent une lutte quotidienne pour survivre socialement. Dans les villes, la misère du chômage se mue en une expérience de « mort sociale », l'« absence de toute possibilité d'avoir une vie digne<sup>53</sup> ». Dans les régions septentrionales du Mali, où le chômage, les sécheresses et la stagnation sociale sont endémiques, les groupes armés djihadistes peuvent facilement recruter des jeunes hommes insatisfaits, à la recherche de statut, d'argent et de pouvoir. On y observe également une tendance générale à la militarisation des jeunes en raison de la culture de la drogue et de la présence généralisée d'armes légères<sup>54</sup>.

Dans une analyse du mouvement touareg au Niger, le *Mouvement des Nigériens pour la Justice (MNJ)*, un mouvement rebelle touareg, se caractérise par des alliances circonstancielles, des loyautés mouvantes et une rébellion « à la carte librement contrôlée par les chefs<sup>55</sup> ». La même dynamique est observée au Mali, et ces alliances pragmatiques et ponctuelles ont plusieurs conséquences sur le processus de paix. Le paysage des groupes militants change constamment ; de nouveaux groupes se forment et d'autres se dissolvent.

« Les groupes armés au Mali ne sont pas des groupes statiques avec des hiérarchies stables, mais des groupes plus volatiles qui se fragmentent et s'adaptent constamment à la situation stratégique<sup>56</sup> ». Des membres de groupes « non conformes », comme Ansar Dine et MUJAO, ont quitté ces groupes pour rejoindre des groupes « conformes » comme HCUA (Haut Conseil pour l'Unité de l'Azawad, membre de la Coalition) et MAA-Sidi Mohamed (membre de l'alliance « Plateforme<sup>57</sup> »). Autre exemple de changement identitaire ou d'alliance : l'ancien chef de la police islamique du MUJAO à Gao, Yoro Ould Daha (qui a été chef de la police pendant l'occupation de Gao en 2012), et qui est aujourd'hui, Daha est le commandant de l'alliance « Plateforme<sup>58</sup> ». Au cours de mon étude sur le terrain au Mali en 2015, j'ai assisté à de nombreuses discussions intéressantes entre les membres du personnel de la MINUSMA sur la façon de comprendre la formation des groupes armés djihadistes et leur fragmentation fréquente. Dans cet article, j'analyse les groupes armés djihadistes et leurs groupes dissidents sous l'angle du principe des grands hommes<sup>59</sup>. Comment expliquer alors ces changements constants entre les groupes et la formation de nouveaux groupes armés ? Guichaoua suggère d'utiliser le concept de « bricolage » pour illustrer la fragilité tactique des rebelles touaregs<sup>60</sup>. « Bricolage » fait ainsi référence aux menus travaux manuels que l'on fait soi-même. Si les groupes armés sont « bricolés » au sens où l'entend cette définition, cela pourrait expliquer la haute fréquence de fragmentation de ces groupes : les leaders ne se préoccupent que de leur projet personnel, qu'ils façonnent à leur manière. La fragmentation observée peut être considérée comme liée à la motivation économique de devenir un « grand homme » de l'industrie de la contrebande afin d'investir dans les villages et d'asseoir localement sa réputation. La dynamique de fragmentation des groupes armés peut être vue comme un phénomène par lequel les combattants sont incités à se disloquer pour poursuivre leur désir de gagner « leur » argent et de devenir les artisans de leur propre réussite, c'est-à-dire des « bricoleurs » à part entière.

Dans ses discussions sur la façon de contrer les insurgés, David Kilcullen explique que les insurgés modernes « ont souvent recours à des structures cellulaires diffuses et à un système de résistance dépourvu de leader<sup>61</sup> ». Les insurgés se caractérisent par ailleurs souvent par un niveau de vie plus élevé que la moyenne de la population<sup>62</sup>. C'est également le cas au Mali, si bien qu'il serait potentiellement inefficace de vouloir isoler les groupes militants djihadistes, dans la mesure où ces derniers investissent souvent dans le commerce local et apportent leur soutien financier aux services alimentaires et de santé. Ces dernières années, les groupes djihadistes ont joué le rôle de garants de la sécurité sociale et ont joué un rôle important pour la population du Nord en lui apportant une aide médicale et alimentaire, des services scolaires, de l'argent et du carburant<sup>63</sup>. Les groupes djihadistes assurent ainsi la sécurité sociale dans les zones mêmes où le gouvernement malien a échoué pendant des décennies. Malgré leur capacité d'agir en tant qu'organisations, « les insurgés modernes fonctionnent davantage comme un essaim de cellules indépendantes, mais coopérants, auto-synchronisés<sup>64</sup> ». Les objectifs stratégiques généraux et l'idéologie sont moins importants pour les groupes djihadistes. Les groupes militants djihadistes au Mali opèrent ainsi comme des cadres aux contours imprécis et

recouvrant toute une série d'activités de « bricolage ». Si la violence dans le nord du Mali s'assimile à une campagne « à la carte » axée sur la contrebande et les combats, elle change notre perception des principes de loyauté et de dynamique des réseaux. Considérant les groupes armés au Mali comme des groupements volatiles, ponctuels et pragmatiques de par leur nature<sup>65</sup>, comment la fragmentation des groupes influe-t-elle sur le processus de paix à long terme ? Une réponse possible, comme nous l'avons vu plus haut, pourrait être que les gens se servent les uns des autres comme d'une infrastructure et se positionnent sur différents réseaux autour de grands hommes<sup>66</sup>. La dynamique de cette approche est le premier facteur qui influence la fragmentation des groupes. Dans le nord du Mali, on dénombre de nombreux groupements volatiles et constamment fragmentés<sup>67</sup>. Des groupes se dissolvent et de nouveaux groupes se forment autour d'un « grand homme en herbe ». La MINUSMA doit tenir compte de ces dynamiques lorsqu'elle négocie avec les acteurs du processus de paix. De nouveaux groupes se formeront et leurs membres déplaceront leur loyauté vers d'autres leaders pour se positionner en fonction des luttes de pouvoir en cours et en tirer ainsi le meilleur avantage.

Comprendre le principe des grands hommes est donc crucial pour comprendre la complexité des dynamiques sociales, économiques et politiques au Nord Mali. Ce concept nous permet également de comprendre comment les gens opèrent dans différents réseaux et s'utilisent les uns les autres sous la forme d'une infrastructure<sup>68</sup>. Le concept des grands hommes explique également comment les djihadistes d'Algérie, les responsables de la sécurité maliens et d'autres personnes ayant des ressources peuvent établir une relation du même type avec les citoyens locaux dans le nord du Mali. L'organisation qui a précédé l'AQMI, le GSPC<sup>69</sup>, opérant dans le nord du Mali dans une volonté de rallier les cœurs et les esprits à sa cause, est un bon exemple de la façon dont les alliances locales sont formées. Le GSPC a distribué des antibiotiques, acheté des chèvres et épousé des femmes de différents clans ; ces alliances ont duré aussi longtemps que l'argent a été versé aux locaux<sup>70</sup>. Nous abordons dans la section suivante le cas d'Iyad Ag Ghaly, grand homme notoire au Mali. Nous analysons son influence et sa capacité à mobiliser les réseaux, conformément aux principes énoncés ci-avant.

## Le rôle de l'AQMI

Les communautés touareg n'avaient jamais eu de contacts auparavant avec des groupes comme l'AQMI. Aujourd'hui, plusieurs chefs de communauté affirment que « la baisse des débouchés économiques pousse certains membres dans les bras de l'AQMI<sup>71</sup> ». Ces dernières années, l'AQMI et les groupes djihadistes affiliés ont exacerbé la situation économique précaire au Sahel par des attentats terroristes de faible envergure et des activités criminelles<sup>72</sup>. Guitta soutient que l'AQMI utilise délibérément cette stratégie pour détruire l'industrie touristique et saboter les investissements étrangers dans la région<sup>73</sup>. Comme l'affirme Anderson, l'étiquette de terroriste est une opposition catégorique simplifiée du bien et du mal<sup>74</sup>. Les terroristes sont censés être guidés par le fanatisme et opérer en dehors des normes de la guerre et de la paix<sup>75</sup>. Cependant, les terroristes du

nord du Mali sont motivés par des raisons économiques et politiques plutôt que par un fanatisme religieux strict. Une série d'études indiquent que l'AQMI a modifié sa stratégie, passant d'une application stricte de la charia et de châtiments réguliers à une campagne d'influence à long terme ciblant les populations locales. Cette stratégie consiste à créer des emplois dans les régions éloignées, à marier les gens de la région pour établir des relations durables et à réinvestir dans l'économie locale les rançons obtenues d'enlèvements<sup>76</sup>. Les incitations économiques sont importantes pour le recrutement et l'AQMI a établi des partenariats commerciaux avec les élites locales afin d'agir en tant que véritable prestataire de services<sup>77</sup>. Une étude comparative menée par Cairiona Dowd au Kenya, au Mali et au Nigéria montre que « les griefs concernant l'exclusion économique et politique sont généralement plus élevés que la moyenne dans les régions touchées par la violence islamiste » et que les perceptions de marginalisation prospèrent dans les communautés touchées par la violence islamiste<sup>78</sup>.

Un élément important de la stratégie de l'AQMI consiste également à influencer les principaux dirigeants du nord du Mali et à gagner le soutien de la population en publiant des déclarations négatives sur le gouvernement malien et mauritanien<sup>79</sup>. Le groupe Ansar Dine est un bon exemple de la raison pour laquelle le terme « groupe armé terroriste » pose problème. Iyad Ag Ghali, ancien soldat de l'armée de Kadhafi qui a ensuite été diplomate pour le gouvernement malien, a formé le groupe en 2011. Le groupe est considéré comme un « groupe armé terroriste » par la MINUSMA. Ag Ghali a été soumis au dialogue et à l'influence de l'idéologie djihadiste de l'AQMI et des prédicateurs pakistanais au Mali pendant des décennies avant de décider de former le groupe en 2011<sup>80</sup>. Ag Ghali a-t-il par la suite prêté serment d'allégeance à Al-Qaïda pour des motifs idéologiques ? Ou était-ce le résultat de son échec électoral, qui ne lui a pas permis de devenir l'*amenokal* (chef de clan) des Ifoghas de Kidal ? La réponse n'est pas claire, mais toujours est-il qu'Ag Ghali reste une figure clé dans la compréhension de l'interconnexion des réseaux au Mali. Ag Ghali est un intermédiaire clé entre les réseaux islamistes/djihadistes et les réseaux rebelles luttant pour l'indépendance dans le nord du Mali. Différentes études menées sur les réseaux au Mali montrent qu'Ag Ghali est extrêmement bien connecté à d'autres acteurs dans le pays, en raison de son passé de diplomate et de négociateur pour le gouvernement<sup>81</sup>. Ag Ghali avait également essayé de devenir le leader du mouvement séculier MNLA, mais il avait été battu en raison de son impopularité auprès de ceux qui le percevaient comme l'un des principaux moteurs des accords de paix<sup>82</sup>. La relation étroite d'Ag Ghali avec le gouvernement malien a ainsi été l'une des raisons expliquant pourquoi il est devenu une figure discréditée parmi les Touaregs. En quête de pouvoir, mais exclu des commandements tribaux ou rebelles, il s'érigera finalement en figure religieuse<sup>83</sup>. Si les conflits locaux ont de l'importance, comme le prétend le présent article, il n'est pas inutile de s'intéresser à la façon dont la violence est liée à la criminalité et aux luttes de pouvoir locales.

Si Bøås a raison de prétendre que la violence est le fait d'alliances ponctuelles formées par des personnes qui se connaissent déjà<sup>84</sup>, il peut paraître utile d'examiner la relation entre le commerce et la violence. D'après un officier qui a travaillé pour la MI-

NUSMA en 2014, la contrebande est le principal trafic dans le nord du Mali. Ce dernier m'a confirmé que le personnel de la MINUSMA s'intéressait aux liens possibles entre les routes nationales et internationales de la contrebande et les affrontements violents entre groupes armés au Mali<sup>85</sup>. Les données recueillies par la MINUSMA montrent que les affrontements violents ont souvent lieu dans des zones où les passeurs se disputent l'accès aux routes et aux carrefours de contrebande. Nous examinerons ainsi dans la section suivante les intérêts et motivations économiques à l'origine des conflits.

### Les intérêts et les motivations économiques, sources de revenus des groupes militants

Les sources de revenus des groupes militants ne se limitent pas aux enlèvements. Selon l'ONU, ces groupes génèrent des revenus en commettant des braquages et des vols et en taxant illégalement des marchandises. Dans certaines régions, on observe des signes de coopération étroite entre les trafiquants de drogue et les réseaux djihadistes comme l'AQMI<sup>86</sup>. On estime que le groupe le plus puissant présent au Mali, Al-Qaeda au Maghreb (AQMI), a accumulé près de 65 millions de dollars US de rançons provenant d'enlèvements, à la fois commis par le groupe lui-même ou par des groupes criminels qui lui transmettent des otages<sup>87</sup>. Cette estimation a été calculée en 2013 et le chiffre de 2016 est probablement plus élevé. Malgré l'absence de preuves, les Maliens pensent généralement que les négociateurs, qui s'emploient à obtenir la libération des otages, prennent une partie de la rançon et la partagent avec les responsables du gouvernement malien<sup>88</sup>. Un dirigeant local affirme que les états européens financent les groupes militants : « Ce sont les pays occidentaux qui financent le terrorisme et le djihad par le biais de rançons<sup>89</sup> ». Des fonctionnaires du gouvernement malien seraient impliqués dans le trafic de drogues et la facilitation d'autres activités criminelles<sup>90</sup>. Les réseaux criminels sont reliés aux responsables gouvernementaux à travers un réseau complexe de personnes et de transactions. Selon Carolyn Nordstrom, il convient d'examiner la relation entre les structures formelles et informelles de la société<sup>91</sup>. Dans les sociétés déchirées par la guerre, nous pouvons trouver des « réseaux fantômes » très puissants qui ont une grande influence sur la répartition du pouvoir et des richesses. Il est souvent impossible de faire des distinctions claires entre le légal et l'illicite, l'étatique et le non étatique, le local et l'international<sup>92</sup>.

Le crime organisé est l'une des causes profondes des conflits actuels au Mali, même s'il constitue aussi l'occasion de lutter contre la pauvreté et le chômage. Le crime organisé est étroitement lié à la politique nationale et locale, car les criminels locaux essaient d'acheter de l'influence politique par le biais de dons et de colis alimentaires aux villages ; certains se présentent même aux élections locales ou nationales<sup>93</sup>. L'article de Nordstrom s'avère pertinent dans l'analyse des groupes militants djihadistes dans le nord du Mali, parce que l'auteur soutient que nous devrions examiner la façon dont les principaux acteurs sont impliqués dans ce qui est normalement considéré comme des structures formelles ou informelles. Politique et criminalité sont intimement liées au Mali. Les intermédiaires de pouvoir locaux tirent parti des réseaux juridiques pour améliorer leurs

activités criminelles en raison du chevauchement des réseaux<sup>94</sup>. Les hommes d'affaires, les responsables politiques, les officiers militaires, la police et les dirigeants locaux sont tous impliqués dans le trafic d'armes, de cocaïne, de cigarettes et d'êtres humains<sup>95</sup>. Dans toute la région sahélienne, l'AQMI a établi des « associations collusoires directes avec le gouvernement et les responsables de la sécurité. [...] En conséquence, l'AQMI peut non seulement affronter et résister avec plus d'habileté aux services de sécurité gouvernementaux, mais aussi saper les états sahéliens de l'intérieur<sup>96</sup> ». La section suivante montrera pourquoi la contrebande est vitale pour les groupes armés djihadistes.

### La charia, « business du désert »

La contrebande de drogues et d'armes est une activité économique croissante en Afrique de l'Ouest. La contrebande de drogues commence en mer ou par voie aérienne à partir de l'Amérique du Sud. En Afrique de l'Ouest, les médicaments sont transportés par voie terrestre dans trois zones régionales, le Mali et le sud-est de la Mauritanie étant deux des endroits clés<sup>97</sup>. L'infiltration par les cartels internationaux de la drogue, les contrebandiers et les criminels dans certaines sections des forces de sécurité constitue une menace pour de nombreux états d'Afrique de l'Ouest. Cette infiltration a affaibli les contrôles douaniers et frontaliers<sup>98</sup>. C'est assurément le cas au Mali, où les criminels s'infiltrèrent et opèrent par le biais des structures gouvernementales. Les activités de contrebande sont menées par des réseaux de responsables politiques et de criminels locaux en coopération avec des djihadistes militants, qui opèrent rapidement et facilement dans les zones désertiques. Les trafiquants utilisent également des écoliers comme passeurs de drogue<sup>99</sup>.

Les criminels et les militants djihadistes sont réunis par un intérêt commun. Les criminels « ordinaires », les contrebandiers, aident les djihadistes en achetant des armes, des munitions et du matériel. En retour, les djihadistes militants facilitent le libre passage des marchandises de contrebande et de personnes à travers les zones qu'ils contrôlent. L'avantage pour l'AQMI et les autres djihadistes impliqués dans cette relation d'échange est que les passeurs aident à fournir des armes et du matériel, permettant ainsi à un groupe comme l'AQMI d'éviter de s'exposer<sup>100</sup>. Selon Francesco Strazzari, l'AQMI utilisera généralement une partie des profits tirés des rançons pour investir dans le réseau des trafiquants de drogue<sup>101</sup>. Les groupes militants qualifiés de « terroristes » peuvent être considérés comme des fournisseurs et des investisseurs locaux en matière de sécurité. Leurs investissements substantiels dans les réseaux de contrebande aident les passeurs à développer leurs activités. Les réseaux de contrebande servent à leur tour d'éléments d'appui logistique pour les militants djihadistes comme l'AQMI et les groupes apparentés, achetant des biens et de la nourriture sur les marchés locaux pour les djihadistes, qui peuvent se cacher de la présence de la MINUSMA dans les centres-villes. La relation commerciale entre criminels et groupes militants djihadistes est une autre raison pour laquelle la distinction entre groupes « conformes » et « non conformes » dans le processus de paix peut être remise en question. Selon Boutellis, lorsque des membres et des finan-

ceurs de groupes et de réseaux djihadistes passent à des groupes « conformes », ils poursuivent leurs activités de contrebande et de trafic<sup>102</sup>. Boutellis suggère l'existence d'une compréhension tacite du soutien mutuel entre groupes armés criminels, population locale et groupes extrémistes<sup>103</sup>. Cette compréhension peut toutefois prendre la forme de menaces adressées par les groupes extrémistes aux citoyens et aux criminels, contraints de coopérer<sup>104</sup>.

Dans le nord du Mali, la mise en œuvre de la charia consiste essentiellement à créer un espace pour l'industrie de contrebande. En 2012-2013,

les mouvements arabes ont prêché l'idéologie du djihad sans frontières, affirmant que les droits de douane et les tarifs douaniers étaient illicites. À Tombouctou, des mouvements djihadistes locaux (c'est-à-dire l'AQMI et ses alliés) auraient tenté de rallier les cœurs et les esprits des résidents locaux à leur cause en lançant une campagne de séduction massive à l'adresse des commerçants, des trafiquants et des passeurs, en déclarant explicitement que les droits de douane, les péages et les frontières ne seraient plus appliqués<sup>105</sup>.

Les données de Strazzari tirées des entrevues sur le terrain en 2013 appuient l'argument présenté ici selon lequel le djihad est étroitement lié aux activités de contrebande et de trafic d'êtres humains. Dans les régions désertiques du nord du Mali, la charia n'est pas avant tout une idéologie, elle recouvre une certaine forme du « business du désert ». L'ancien leader de l'AQMI, Mokhtar Belmokhtar, qui a fondé son réseau et sa fortune personnelle sur la contrebande de cigarettes, en est un exemple<sup>106</sup>. Le pragmatisme des groupes militants djihadistes est étroitement lié à leurs intérêts économiques<sup>107</sup>. Par conséquent, dans les régions septentrionales du Mali, il semble difficile de faire la distinction entre le crime, la politique et le djihadisme. Les réseaux militants sont au contraire impliqués dans un continuum d'activités diverses mélangeant criminalité, politique et djihadisme.

### Kidal, espace contesté

Selon Bøås, le conflit dans le nord du Mali est interne à Kidal<sup>108</sup>. D'autres sources appuient ce point de vue, selon lequel Kidal a joué un rôle important en tant que base pour les trafiquants, un élément crucial dans la rébellion touareg de 2006-2007. Le contrôle des routes de la drogue a été crucial dans les combats<sup>109</sup>. La concurrence accrue entre les groupes armés sur les ressources et la protection des routes de la drogue ont alimenté le conflit en 2012<sup>110</sup>. Cairiona Dowd, autre voix importante pour comprendre la violence politique en Afrique, soutient que « la violence islamiste émerge dans des contextes infranationaux façonnés par les pratiques de gouvernance fondées sur la marginalisation politique et économique<sup>111</sup> ». Les événements survenus dans le nord du Mali en mai 2014 appuient l'argument de Dowd. Le 17 mai, le premier ministre malien, Moussa Mara, s'est rendu à Kidal et a été attaqué par des groupes armés. Six fonctionnaires sont morts dans l'incident<sup>112</sup>. Le gouvernement malien a considéré cette attaque comme une « déclaration de guerre » et a réagi quatre jours plus tard en lançant une at-

taque contre Kidal. Résultat : 30 victimes parmi les forces gouvernementales maliennes. Ces dernières ont cherché refuge dans les camps de MINUSMA à Kidal et dans d'autres villes du nord<sup>113</sup>. Cette situation a radicalement modifié le rapport de force. À la fin du mois de mai 2015, des mouvements armés, dont le MNLA et le HCUA, ont pris le contrôle et ont commencé à mettre en place une administration parallèle, avec notamment des comités locaux de sécurité<sup>114</sup>. L'attaque des forces de sécurité maliennes a ouvert la voie à une désintégration de la structure gouvernementale dans le nord. Elle a également laissé la MINUSMA face à un dilemme : comment travailler avec des groupes militants devenus de facto détenteurs du pouvoir à Kidal<sup>115</sup>. En février 2016, des groupes militants djihadistes ont attaqué le camp de la MINUSMA à Kidal, tuant cinq soldats de la paix et blessant 30 membres du personnel. Depuis lors, des efforts ont été entrepris par la MINUSMA pour organiser des réunions à Kidal, le « Forum de Kidal », entre les acteurs locaux et le gouvernement malien. Cependant, le gouvernement malien semble réticent à la tenue de ces réunions et trouve inacceptable de se rendre à Kidal alors que le gouvernement n'est pas l'hôte de la réunion. « Nous refusons d'être invités à un événement sur notre propre sol », a déclaré le ministre malien des Affaires étrangères Abdoulaye Diop, commentant la tenue du « Forum de Kidal » et l'état du processus de paix au Mali<sup>116</sup>.

Comme on l'a vu plus haut, des années de marginalisation et d'ignorance ont alimenté le conflit entre les réseaux djihadistes militants et l'état malien. On observe des griefs concernant l'exclusion économique et politique dans des régions où les perceptions de marginalisation sont très fortes au sein des populations locales, « ce qui représente à la fois une motivation et une opportunité pour l'opposition collective<sup>117</sup> ». Dans des régions comme Kidal, les militants peuvent utiliser l'expérience antérieure de la violence comme moyen d'expression politique et facilement recruter des membres pour imposer dans la violence un nouveau projet dans un nouveau cadre stratégique<sup>118</sup>. Les données de Dowd provenant de régions aux taux de violence élevés, au Kenya, au Mali et au Nigéria, montrent que la violence islamiste se produit souvent dans des régions où les populations se sentent marginalisées et incapables de tirer parti des possibilités politiques et économiques nationales. Dans ces régions, les développements historiques ont prouvé aux acteurs locaux que la violence peut produire des résultats positifs. « Le langage même et le ciblage de la violence islamiste ne peuvent être dissociés de la politique intérieure et de la violence historique au sein de l'état<sup>119</sup> ». Non seulement nous pouvons trouver de puissants réseaux djihadistes dans le nord du Mali, mais nous trouvons aussi de puissants réseaux criminels opérant dans tous les coins du Mali et du Sahel. Tinti écrit :

La communauté internationale devra reconnaître à quel point le trafic illicite et le crime organisé influent sur les questions plus générales de sécurité et de gouvernance. Avec ce changement devrait venir la prise de conscience que beaucoup de personnes que la communauté internationale considère comme des partenaires dans la quête de reconstruction du Mali, responsables politiques, chefs traditionnels, militaires, sont eux-mêmes impliqués ou complices du trafic illicite et du crime organisé<sup>120</sup>.

## Les perspectives pour le processus de paix au Mali

Si Kilcullen et Guichaoua ont raison dans leurs descriptions de la dynamique de l'insurrection touareg, le processus de paix au Mali se déroulera plus harmonieusement si l'on y intègre également les points analytiques<sup>121</sup>. Aujourd'hui, les négociations sur le processus de paix excluent certains groupes qualifiés de terroristes. En réalité, ces groupes militants djihadistes sont des réseaux et des individus qui opèrent par l'entremise même des structures sociales et familiales existant à Kidal, Gao et Tombouctou. Remplacer l'étiquette de terroriste par celle de « bricoleur » ne semble pas inopportun dans le sens où ces groupes militants ponctuels opèrent à travers la structure clanique, la politique locale et les réseaux commerciaux. Les groupes militants djihadistes sont financés par les enlèvements et la contrebande, et sont considérés à la fois comme des investisseurs et des fournisseurs de services de sécurité par la population locale, qui dépend donc des revenus de l'économie criminelle. Par conséquent, la MINUSMA et le gouvernement malien doivent considérer les groupes militants comme des acteurs importants. Étant donné la flexibilité pragmatique de leurs membres, les négociations de paix à long terme doivent inclure la majeure partie des partisans et des membres des groupes militants djihadistes de la région. Le caractère ad hoc des groupes militants dans le nord du Mali représente également une aide possible pour les efforts de stabilisation de la MINUSMA. Les loyautés volatiles permettent aux combattants de quitter facilement un groupe armé s'ils voient de meilleures options dans un groupe voisin ou simplement d'autres opportunités. Ce phénomène favorise l'adoption d'une stratégie qui permettrait à la MINUSMA de profiter réellement de la mobilisation « à la carte » des combattants lorsqu'elle tente de démobiliser et de désarmer les combattants et de créer un environnement stable pour la population du Mali.

### Notes

1. Décision de la Direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile de la Commission européenne (ECHO), 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED), Numéro de référence de la décision ECHO/-WF/EDF/2015/02000, « Décision de la Commission portant sur le financement par le 11<sup>e</sup> FED d'actions humanitaires au Mali et dans les pays voisins du Burkina Faso et de la Mauritanie », 2015.

2. Nations Unies, page d'accueil de la mission MINUSMA : Faits et chiffres, 2013, [www.un.org/en/peacekeeping/missions/minusma/facts](http://www.un.org/en/peacekeeping/missions/minusma/facts).

3. BØÅS, Morten, « Castles in the sand: Informal networks and power brokers in the northern Mali periphery », in *African Conflicts and Informal Power: Big Men and Networks*, éd. UTAS, Mats, New York : Zed Books, 2012 ; CHAUZAL, Grégory et VAN DAMME, Thibault, *The Roots of Mali's Conflict. Moving Beyond the 2012 Crisis*, CRU Report, Oslo : Clingendael, 2015 ; DOWD, Caitriona, « Grievances, governance and Islamist violence in sub-Saharan Africa », *Journal of Modern African Studies* 53, no 4, 2015, pp. 505-531, DOI : <https://doi.org/10.1017/S0022278X15000737> ; LACHER, Wolfram, *Organized Crime and Conflict in the Sahel-Sahara Region*, document du réseau Carnegie Endowment for International Peace, 13 septembre 2012, <http://carnegieendowment.org/2012/09/13/organized-crime-and-conflict-in-sahel-sahara-region-pub-49360> ; STRAZZARI, Francesco, *Azawad and the rights of passage: the role of illicit trade in the logic of armed group formation in northern Mali*, NOREF Report, Oslo : Clingendael, 2015 ; TINTI, Peter, *Illicit Trafficking and Instability in Mali: Past, Present and Future*, article de recherche de Global Initiative, Genève : The Global Initiative Against Transnational Organized Crime, janvier 2014, pp. 1-19.

4. Cet auteur utilise l'expression « groupes djihadistes » en lieu et place de l'expression « groupes terroristes armés » utilisée par le gouvernement malien et la plupart du personnel de la MINUSMA. La discussion sur le concept de « terroriste » sera abordée plus loin dans l'article. Il n'énumère pas non plus les différents groupes militants au Mali en raison du risque d'émergence de nouveaux groupes, et de disparition de certains groupes existants, dans six mois. C'est avant tout la dynamique sociale et économique qui déclenche la violence qui nous importera ici.

5. Cet article a grandement bénéficié des commentaires et critiques du professeur Thomas Mandrup et du professeur adjoint Thomas V. Brønd du *Royal Danish Defence College*, de Susanne Vedsted, analyste civile au sein de l'armée danoise et de Nina Nellemann Rasmussen, consultante rattachée à l'Université de Copenhague. Plusieurs officiers danois m'ont apporté leur soutien lors de ma mission sur le terrain à Bamako et à Gao. Je le remercie pour leur hospitalité et pour l'intérêt qu'ils ont porté à cette étude. J'adresse dans ce cadre des remerciements tout particuliers à Rasmus et Andreas ; nos entretiens ont été très éclairants.

6. FLYNN, Michael T., POTTINGER, Matthew F., et BATCHELOR, Paul D., *Fixing Intel: A Blueprint for Making Intelligence Relevant in Afghanistan*, Washington : Center for New American Security, janvier 2010.

7. CHRISTENSEN, Mya Mynster, HAUGEGAARD, Rikke, et LINNET, Poul Martin, *War amongst the People and the Absent Enemy: Towards a Cultural Paradigm Shift*, article de recherche, Copenhague, RDDC, octobre 2014, [www.fak.dk/publikationer/Documents/War-amongst-the-people.pdf](http://www.fak.dk/publikationer/Documents/War-amongst-the-people.pdf).

8. UTAS, Mats, « Introduction. Bigmanity and network governance in African conflicts », in *African Conflicts and Informal Power: Big Men and Networks*, éd. UTAS, Mats, New York : Zed Books, 2012, pp. 1-34.

9. NORDSTROM, Carolyn, « Shadows and Sovereigns », *Theory, Culture and Society* 17, no 4, 2000, pp. 35-54.

10. UTAS, Mats, « Introduction ».

11. Au moment de ma mission, le siège de l'ASIFU à Bamako se composait d'une unité de 70 personnes couvrant la collecte et l'analyse des renseignements, le commandement et le contrôle, ainsi que les capacités logistiques. Une section sources ouvertes assurait également l'analyse des journaux, des bulletins télévisés et des informations diffusées sur le Web et les réseaux sociaux. L'ASIFU contenait deux unités de renseignement, de surveillance et de reconnaissance (ISR) à Gao (couvrant Gao (secteur Est) et Kidal (secteur Nord)) et à Tombouctou. Toutes deux étaient dotées de capacités de détection et d'analyse, de renseignement d'origine humaine et de drones : KARLSRUD, John et SMITH, Adam C., « Europe's Return to Peacekeeping in Africa? Lessons from Mali », in *Providing for Peacekeeping*, New York : International Peace Institute, 2015, p. 11. En 2016, le siège de l'ONU à New York a décidé de fusionner en une seule unité les deux grandes unités de la MINUSMA travaillant sur l'analyse des renseignements, à savoir l'ASIFU et l'U2. Cette fusion s'est opérée dans le but de combiner les efforts d'analyse à long terme (assurés par l'ASIFU) à l'analyse au jour le jour (assurée par l'U2 au QG de la MINUSMA), officier haut gradé, entretien avec l'auteur au quartier général de la MINUSMA, juin 2016.

12. BOUTELLIS, Arthur, « Can the UN Stabilize Mali? Towards a UN Stabilization Doctrine? », *Stability: International Journal of Security & Development* 4, no 1, 2015, p. 11, DOI: <https://doi.org/10.5334/sta.fz.33>.

13. Programme Alimentaire Mondial des Nations Unies (PAM), Mali, 2015, [www1.wfp.org/countries/mali](http://www1.wfp.org/countries/mali).

14. Décision de la Direction générale de l'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO), 2.

15. Nations Unies, « Accord Pour La Paix et la Réconciliation au Mali », 1 March 2015. Copie du rapport d'étude de terrain au sein de la MINUSMA.

16. SCHOLZE, Marko, « Between the Worlds: Tuaregs as Entrepreneurs in Tourism: Tuareg Moving Global », in *Tuareg Society within a Globalized World: Sabaran Life in Transition*, éd. FISCHER, Anja et KOHL, Ines, Book 91, Londres : I.B. Tauris, 2010, p. 174.

17. GUICHAOUA, Yvan, « Circumstantial Alliances and Loose Loyalties in Rebellion Making: The Case of Tuareg Insurgency in Northern Niger (2007-2009) », in *Understanding Collective Political Violence*, éd. GUICHAOUA, Yvan, Londres : Palgrave Macmillan.

18. LACHER, Wolfram, *Organized Crime and Conflict in the Sabel-Sahara Region*, p. 9 ; GOÏTA, Modibo, « West Africa's Growing Terrorist Threat: Confronting AQIM's Sahelian Strategy », *Africa Center for Strategic Studies*, Africa Security Brief no 11, février 2011, p. 2

19. Décision de la Direction générale de l'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO), 2.
20. Assemblée générale du Conseil de sécurité des Nations Unies, « Les enfants et les conflits armés, rapport du Secrétaire général », 5 juin 2015, S/2015/409, para 22, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/N1510923.pdf>.
21. GOÏTA, Modibo, « West Africa's Growing Terrorist Threat », p. 3.
22. CRONE, Manni, *Militante islamistiske grupper i Mali. Ideologi, strategi og alliance*, Copenhague : Danish Institute for International Studies 2013, p. 13.
23. GUITTA, Olivier, « Al-Qaeda in the Islamic Maghreb: A Threat for the West », *Defence Against Terrorism Review* 3, no 1, 2010, p. 56.
24. *Id.*
25. Rapport du Conseil de sécurité des Nations Unies, « Afrique, Mali », 23 décembre 2014, [www.securitycouncilreport.org](http://www.securitycouncilreport.org).
26. BOUTELLIS, Arthur, « Can the UN Stabilize Mali? », p. 6.
27. GOÏTA, Modibo, « West Africa's Growing Terrorist Threat », p. 4.
28. *Id.*, p. 5.
29. GUITTA, Olivier, « Al-Qaeda in the Islamic Maghreb », p. 64.
30. *Id.*, p. 56.
31. Officier danois précédemment en place à la MINUSMA, entretien avec l'auteur, mai 2015.
32. BØÅS, « Castles in the sand », p. 124.
33. TINTI, *Illicit Trafficking and Instability in Mali*, p. 15.
34. CRONE, Manni, *Militante islamistiske grupper*, p. 13.
35. ARMSTRONG, Hannah, « Winning the War, Losing the Peace In Mali: After the Fighting, Mali's Ethnic Tensions Continue to Fester », *New Republic*, 28 février 2013, <https://newrepublic.com/article/112539/malis-ethnic-tensions-fester-after-fighting>.
36. Officier de la MINUSMA, entretien avec l'auteur, novembre 2014.
37. WALTHER, Olivier J., CHRISTOPOULOS, Dimitrios C., « Islamic Terrorism and the Malian Rebellion », *Terrorism and Political Violence* 27, no 3, 2014, pp. 497-519, DOI : <https://doi.org/10.1080/09546553.2013.809340>.
38. *Id.*, p. 503, cité dans VAN DER HULST, Renée C., « Terrorist Networks: The Threat of Connectivity », in *The SAGE Handbook of Social Network Analysis*, éd. SCOTT, John et CARRINGTON, Peter J., Londres : Sage, 2011.
39. *Id.*, p. 503.
40. Officier de la MINUSMA, entretien avec l'auteur, octobre 2015.
41. Linguiste danois, entretien par e-mail de l'auteur, août 2016.
42. BØÅS, « Castles in the sand », pp. 128-129.
43. UTAS, Mats, éd., *African Conflicts and Informal Power: Big Men and Networks*, New York : Zed Books, 2012, pp. 1-34.
44. SAHLINS, Marshall, « Poor Man, Rich Man, Big-Man, Chief: Political Types in Melanesia and Polynesia », *Comparative Studies in Society and History* 5, 1963, p. 289.
45. *Id.*
46. UTAS, « Introduction », p. 6, citant GODELIER, Maurice, *The Making of Great Men: Male Domination and Power Among the New Guinea Baruya*, Cambridge : Cambridge University Press, 1986, p. 163.
47. UTAS, « Introduction », p. 6, citant SIMONE, AbdouMaliq, « People as Infrastructure: Intersecting Fragments in Johannesburg », *Public Culture* 16, 2004, p. 407.
48. SIMONE, AbdouMaliq, *For the City Yet to Come: Changing African Life in Four Cities*, Durham, NC : Duke University Press, 2004, p. 81.
49. Officier de la MINUSMA, entretien avec l'auteur, 2014.
50. UTAS, « Introduction », p. 8
51. BØÅS, « Castles in the sand », p. 125.

52. VIGH, Henrik E., « Navigating Terrains of War. Youth and Soldiering in Guinea-Bissau », in *Methodology and History in Anthropology*, New York : Berghahn Books, 2007, p. 13.
53. HAGE, Ghassan, in *Id.*, p. 104.
54. REITANO, Tuesday et SHAW, Mark, *People's perspectives of organized crime in West Africa and the Sahel*, article 254, Pretoria, Afrique du Sud : Institute for Security Studies, avril 2014, p. 6.
55. GUICHAOUA, « Circumstantial Alliances and Loose Loyalties in Rebellion Making », p. 15, p. 21.
56. CRONE, *Militante islamistiske grupper*. Traduction faite à partir de la traduction en anglais par l'auteur.
57. BOUTELLIS, « Can the UN Stabilize Mali? », pp. 6–7.
58. *Id.*, p. 10.
59. UTAS, « Introduction ».
60. GUICHAOUA, « Circumstantial Alliances and Loose Loyalties in Rebellion Making », p. 6.
61. KILCULLEN, David, « Counterinsurgency Redux », *Survival* 48, no 4, 2006, p. 7.
62. *Id.*
63. CHAUZAL et VAN DAMME, *The Roots of Mali's Conflict*, p. 50.
64. KILCULLEN, « Counterinsurgency Redux », p. 6.
65. BØÅS, « Castles in the sand » ; CRONE, *Militante islamistiske grupper* ; GUICHAOUA, « Circumstantial Alliances and Loose Loyalties in Rebellion Making ».
66. UTAS, « Introduction ».
67. CRONE, *Militante islamistiske grupper*.
68. UTAS, « Introduction », p. 6, citant SIMONE, AbdouMaliq.
69. Le Groupe Salafiste pour la Prédication et le Combat, Le GSPC, originaire d'Algérie, a fusionné avec Al-Qaeda en 2007 pour former le groupe Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI).
70. GUITTA, « Al-Qaeda in the Islamic Maghreb », p. 66.
71. GOÏTA, « West Africa's Growing Terrorist Threat », p. 3, citant PLASSE, Stephanie, « Tuareg and AQIM: The Unlikely Jihadist Bedmates », *Afrik News*, 8 novembre 2010.
72. *Id.*
73. GUITTA, « Al-Qaeda in the Islamic Maghreb », p. 59.
74. ANDERSON, Ben, « Facing the Future Enemy: US Counterinsurgency Doctrine and the Pre-insurgent », *Theory, Culture & Society* 28, no 7–8, 2011, p. 221, DOI: <https://doi.org/10.1177/0263276411423039>.
75. *Id.*
76. GOÏTA, « West Africa's Growing Terrorist Threat », p. 3.
77. CLINE, Lawrence E., « Nomads, Islamists, and Soldiers: The Struggles for Northern Mali », *Studies in Conflict & Terrorism* 36, no 8, 1<sup>er</sup> août 2013, pp. 617–34, <https://doi.org/10.1080/1057610X.2013.802972>.
78. DOWD, « Grievances, governance and Islamist violence in sub-Saharan Africa », pp. 519–520.
79. GOÏTA, « West Africa's Growing Terrorist Threat », p. 5.
80. CHAUZAL et VAN DAMME, *The Roots of Mali's Conflict*.
81. WALTHER et CHRISTOPOULOS, « Islamic Terrorism and the Malian Rebellion », pp. 506–508.
82. CRONE, *Militante islamistiske grupper*, p. 10.
83. CAVENDISH, Julius, « The Fearsome Tuareg Uprising in Mali: Less Monolithic than Meets the Eye », *TIME*, 30 mars 2012.
84. BØÅS, « Castles in the sand ».
85. Officier de la MINUSMA, entretien privé avec l'auteur, 2014.
86. Rapport du Conseil de sécurité des Nations Unies, « Mission d'évaluation de l'impact de la crise libyenne sur la région du Sahel », 2012, p. 11.
87. ANING, Kwesi et POKOO, John, *Drug Trafficking and Threats to National and Regional Security in West Africa*, document de travail de la Commission Ouest-Africaine sur les Drogues (WACD) 1, Accra : Commission Ouest-Africaine sur les Drogues, 2013, 8, [http://works.bepress.com/kwesi\\_aning/2/](http://works.bepress.com/kwesi_aning/2/).
88. LACHER, *Organized Crime and Conflict in the Sahel-Sahara Region*, p. 913; GOÏTA, « West Africa's Growing Terrorist Threat », p. 4.

89. LEWIS, David et DIARRA, Adama, « Special Report: In the land of 'gangster-jihadists' », *Reuters*, 25 octobre 2012, [www.reuters.com/article/us-mali-crisis-crime/special-report-in-the-land-of-gangster-jihadists-idUSBRE89O07Y20121025](http://www.reuters.com/article/us-mali-crisis-crime/special-report-in-the-land-of-gangster-jihadists-idUSBRE89O07Y20121025).
90. LACHER, *Organized Crime and Conflict in the Sabel-Sahara Region* ; ANING et OKOO, *Drug Trafficking and Threats to National and Regional Security in West Africa*.
91. NORDSTROM, « Shadows and Sovereigns ».
92. *Id.*, p. 42.
93. LACHER, *Organized Crime and Conflict in the Sabel-Sahara Region*, pp. 12–15.
94. NORDSTROM, « Shadows and Sovereigns », p. 40.
95. ANING et POKOO, *Drug Trafficking and Threats to National and Regional Security in West Africa*, p. 5.
96. GOÏTA, « West Africa's Growing Terrorist Threat », p. 2.
97. Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, *Criminalité organisée transnationale en Afrique de l'Ouest : évaluation des menaces*, 2013, p. 11.
98. ANING et POKOO, *Drug Trafficking and Threats to National and Regional Security in West Africa*, p. 5.
99. Réunion de la MINUSMA, Gao, 2014.
100. STRAZZARI, *Azawad and the rights of passage*, pp. 3-4.
101. *Id.*
102. BOUTELLIS, « Can the UN Stabilize Mali? », p. 7.
103. *Id.*
104. *Id.*
105. STRAZZARI, *Azawad and the rights of passage*, p. 7.
106. LACHER, *Organized Crime and Conflict in the Sabel-Sahara Region*, p. 5.
107. CRONE, *Militante islamistiske grupper* ; STRAZZARI, *Azawad and the rights of passage*.
108. BØÅS, « Castles in the sand », p. 131.
109. STRAZZARI, *Azawad and the rights of passage*, p. 4, citant MUSILLI, Pietro et SMITH, Patrick, *The lawless roads: an overview of turbulence across the Sahel*, Rapport de la fondation NOREF, Oslo : Clingendael, 2013.
110. *Id.*
111. DOWD, « Grievances, governance and Islamist violence in sub-Saharan Africa », p. 506.
112. BOUTELLIS, « Can the UN Stabilize Mali? », p. 5.
113. *Id.*, p. 6.
114. *Id.*
115. *Id.*
116. Ministère danois des Affaires étrangères, « Seminar on Mali », Copenhague, Danemark, 31 mars 2016.
117. DOWD, « Grievances, governance and Islamist violence in sub-Saharan Africa », p. 519.
118. *Id.*, p. 520.
119. *Id.*, p. 521.
120. TINTI, *Illicit Trafficking and Instability in Mali*, p. 19.
121. KILCULLEN, « Counterinsurgency Redux »; et GUICHAOUA, « Circumstantial Alliances and Loose Loyalties in Rebellion Making ».

# Les fondements de la théorie économique

## Argent, marché et pouvoir social

GARRY JACOBS \*

Il y a moins de dix ans, une crise sans précédent balayait la planète, et voilà que l'économie mondiale est de nouveau à la dérive. Économistes, banques centrales et têtes dirigeantes des entreprises et des gouvernements peinent à appréhender la menace et à y répondre. Or, comme en 2008, le débat se focalise sur les retouches et les corrections du système actuel. L'existence d'implications plus profondes est rarement admise. Il y a vingt-cinq ans, l'effondrement des économies centralisées et planifiées ouvrait la voie à une résurgence de la théorie néolibérale et à une politique publique qui ont détruit les systèmes de protection sociale, déresponsabilisé les syndicats, allégé le fardeau fiscal des riches et permis aux multinationales de régner sur la terre sans être inquiétées ni par la concurrence ni par l'État de droit. La philosophie économique dominante marque le retour à des concepts et à des politiques obsolètes.

Une multitude d'acteurs réclame, à maints égards, une nouvelle théorie économique. La crise actuelle a mis en lumière les failles et les déficiences structurelles du modèle économique actuel. Or la plupart des économistes se préoccupent plus de théoriser sur ce qui n'a pas fonctionné en se cantonnant au cadre conceptuel existant, que d'en réexaminer les prémisses fondamentales et d'ouvrir leur regard à de nouvelles perspectives plus viables. Il y a dix ans, cette aspiration aurait suscité la moquerie des dirigeants, des économistes et de la population dans son ensemble. Aujourd'hui, on sent poindre un malaise, comme Hamlet se doutant en son for intérieur que tout ne va pas bien dans l'État du Danemark. Il faut changer de perspective et ne plus chercher à consolider un système par nature imparfait et défaillant, mais plutôt en concevoir un meilleur. Il convient dans ce but de réexaminer les fondements sociaux et politiques des systèmes économiques modernes pour comprendre enfin les forces sous-jacentes qui ont façonné leur développement et les conduisent dans une autre direction.

La quête d'une nouvelle théorie doit dévoiler à la fois les hypothèses explicites et les prémisses implicites qui servent de fondement au modèle actuel. Elle doit rejeter l'idée de

---

\*Directeur général de la World Academy of Art & Science ; vice-président de The Mother's Service Society, Pondichéry (Inde) ; membre international du Club of Rome.

JACOBS, Garry, « Money, Markets and Social Power », *Cadmus* 6, no. 2, mai 2016, pp. 20-42. Disponible à l'adresse : <http://cadmusjournal.org>

lois économiques immuables et envisager les systèmes économiques comme des constructions humaines modelées par les circonstances et les forces dominantes du passé et donc capables d'évoluer continuellement et de s'améliorer profondément. La formulation d'une nouvelle théorie devrait commencer par un réexamen approfondi de l'économie jusque dans ses principes élémentaires. À l'ère de la mondialisation galopante, de l'évolution sociale accélérée et d'une intégration inégalée, il convient de réexaminer les frontières étroites des dimensions spatiale, temporelle et conceptuelle qui délimitent les concepts économiques, les modèles, les institutions et les politiques d'aujourd'hui. La future science de l'économie doit nécessairement avoir une envergure mondiale plutôt que nationale et offrir une perspective évolutionniste plutôt que statique. Elle doit être fondamentalement interdisciplinaire afin d'embrasser totalement les interconnexions sectorielles de plus en plus complexes propres à la société moderne. Elle doit aussi explorer en profondeur les activités économiques et les institutions afin d'identifier les principes transdisciplinaires de l'existence sociale et du développement formant les fondements théoriques de toutes les sciences humaines.

Ce document examine trois aspects fondamentaux de l'économie moderne afin d'illustrer les types de problèmes et les perspectives connexes à une reformulation de l'économie. Il cherche à inscrire le fonctionnement de l'économie dans un contexte politique, social, culturel, psychologique et écologique plus large. Il cherche à dévoiler les forces sociales sous-jacentes responsables du fonctionnement actuel des économies, que l'on peut examiner et contrôler efficacement à condition qu'elles soient délibérées et explicites. L'idée que les économies fonctionnent de telle façon en raison de forces sociales irréductibles peut sembler opportune aux yeux des experts, mais elle ne peut servir de base à une théorie scientifique valide. L'économie et la science économique sont toutes deux des inventions de l'homme. Quelles que soient les forces ayant façonné leur développement par le passé, le seul objectif légitime de la science économique est un système de connaissances favorisant le bien-être et les conditions de vie de toute l'humanité.

Selon l'argument central de ce document, les marchés et l'argent sont des inventions remarquables visant à structurer les relations humaines au service de la réalisation sociale. Ces instruments sont destinés à convertir le potentiel social en pouvoir social. Ils utilisent le pouvoir de l'organisation pour transformer les énergies humaines en capacité sociale. La répartition des droits et des privilèges dans la société détermine le fonctionnement de ces institutions sociales et leurs bénéficiaires. La liberté suppose l'accès au pouvoir social et n'est possible que dans la mesure où toutes les formes de ce pouvoir sont réparties équitablement. Le système actuel est par nature biaisé en faveur des élites, renforçant la domination des plus puissants. Le développement le plus complet de l'individu et du bien-être social ne peut être atteint que dans des conditions de liberté et d'égalité. La théorie économique doit expliciter les forces sous-jacentes déterminant la répartition du pouvoir et ses avantages, afin de choisir délibérément la politique à établir et de réorienter les marchés et l'argent pour promouvoir le bien-être de l'homme et ses conditions de vie.

Nous partons du postulat selon lequel tout système économique a pour objectif de maximiser la sécurité économique, le bien-être et les conditions de vie de ses citoyens. Par

comparaison avec le passé, le système actuel a réussi de façon remarquable à engendrer une prospérité incomparable pour une population mondiale croissante. Toute critique du système actuel doit commencer par une évaluation détaillée de ses réalisations.

## Le marché

Les économies de marché modernes sont un sous-ensemble constitutif d'un vaste système d'institutions sociales qui forme la base de l'économie et permet ses réalisations. La naissance du marché primordial était un dispositif simple conçu pour réunir les acheteurs et les vendeurs en un lieu et à une heure donnés pour échanger des marchandises. La foire traditionnelle du village s'est progressivement muée en place de marché urbaine et centralisée, reliant différentes zones rurales et des régions reculées grâce aux routes et aux voies navigables. Au Moyen Âge, le succès des foires de Champagne marquait les balbutiements des marchés cent pour cent européens basés sur le même principe.

La richesse des économies modernes est fondée sur l'organisation en perpétuelle expansion des relations humaines. Le marché est un exemple simple, mais extrêmement puissant d'organisation sociale agissant comme un catalyseur de la production en stimulant les échanges. Avant les marchés, les fermiers voyaient peu d'intérêt à produire plus que ce dont ils avaient besoin pour leur propre consommation et les échanges locaux. Les marchés étendent et consolident le pouvoir des économies en recentrant l'attention non plus sur la production mais sur l'échange.

La création des marchés a transformé l'agriculture de subsistance en agriculture commerciale en incitant les fermiers à optimiser leur production pour l'échanger contre des marchandises de base et exotiques les plus diverses. Eugen Weber écrit que les vigneron d'un coin isolé de la France rurale, sans accès aux marchés régionaux, avaient pour habitude de nourrir leurs cochons avec leur surplus de vendange, car l'abondante production de raisin et de vin couvrait largement les besoins de la consommation locale. La construction de ponts et de routes permit rapidement aux villageois d'étendre leur commerce aux marchés plus importants et d'exporter leur vin au Moyen-Orient<sup>1</sup>. L'époque décrite par Adam Smith est antérieure aux progrès des transports qui ont contribué au développement des marchés nationaux écossais. Les barons féodaux contrôlant de vastes étendues de terre avaient peu d'intérêt à accroître la production au-delà des quantités nécessaires pour nourrir leur famille et leur important contingent de compagnons armés, car les surplus de production avaient peu de valeur. Une fois au contact des marchés urbains, les grands propriétaires fonciers ont sévèrement réduit le nombre de leurs dépendants (dans un cas, de plusieurs milliers à 50 seulement) afin de convertir les surplus en une large gamme de marchandises de luxe<sup>2</sup>.

*Toute réalisation sociale est le fruit du processus de génération, de libération, de direction et de canalisation des énergies humaines, par l'organisation et la coordination des interactions et des relations entre les individus, les activités et les institutions. L'immense capacité productive et innovante des économies de marché naît de la liberté de choix et d'action qu'elles accordent à l'initiative et à la créativité individuelles d'une part, et à l'innovation et à bonne coordination*

*de l'action collective d'autre part.* La liberté libère les énergies humaines productives. Les débouchés commerciaux dirigent ces énergies à des fins productives. L'évolution des réseaux complexes de marchés à l'échelle locale, régionale, nationale et internationale canalise ces énergies afin d'optimiser la production et l'échange de biens et de services. L'expansion spatiale des marchés élargit la gamme et le choix des marchandises disponibles et permet aux acheteurs de se fournir auprès des producteurs les plus compétitifs.

*Depuis toujours, l'économie et la politique sont inextricablement liées.* Sans l'assurance de la propriété et de la sécurité des biens, sans l'exécution des contrats, sans l'arbitrage des conflits et sans la protection contre la confiscation arbitraire, la liberté de production et d'échange est une idée vaine. Les économies de marché les plus productives se sont développées dans les régions où les droits de la personne, l'État de droit et la protection des biens étaient les mieux respectés. Ainsi, en se renforçant mutuellement, les démocraties et les économies de marché ont évolué de pair. De même, les marchés ont prospéré dans les communautés offrant les meilleures infrastructures de transport et de communication et réunissant les personnes les plus compétentes, cultivées et instruites.

À l'époque où le pouvoir des monarques et des empereurs dépassait de loin les capacités de toute entreprise commerciale, Smith opposait les politiques mercantiles des gouvernements européens qui protégeaient les intérêts de la couronne et d'une petite communauté de commerçants importants aux dépens du grand public. Il n'avait jamais imaginé que de grandes multinationales émergeraient, qu'elles jouiraient d'un pouvoir économique et politique outrepassant la richesse et l'influence de nombreuses nations, ou même qu'elles seraient capables de saper l'écosystème de la planète. L'essor des grandes entreprises commerciales au XVIII<sup>e</sup> siècle et des compagnies privées de chemins de fer au XIX<sup>e</sup> siècle a redistribué les cartes du pouvoir : les marchés libres ne sont plus menacés par les gouvernements, mais par les producteurs, les commerçants et les transporteurs. La multiplication du pouvoir social engendré par la révolution industrielle a généré une capacité économique sans précédent tout en faisant peser de nouvelles menaces à la liberté et à la créativité humaines.

Le développement des économies de marché au XX<sup>e</sup> siècle est indissociable du développement des systèmes politiques pour gouverner les actions des entreprises, des systèmes éducatifs pour fournir la main-d'œuvre qualifiée requise, des institutions de recherche scientifique pour appuyer l'innovation technologique permanente des produits et de la production, et des progrès continus en matière de transport et de communication. À cela s'ajoute un tissu dense de lois et de mécanismes judiciaires destinés à définir et protéger les droits et les responsabilités, à préserver la concurrence, à assurer un traitement équitable aux travailleurs et aux consommateurs, à protéger et à soutenir les communautés, et enfin à sauvegarder les droits environnementaux des générations présentes et futures.

*L'immense pouvoir productif des économies modernes est un sous-ensemble indissociable du pouvoir croissant d'une organisation sociale mondiale complexe et toujours plus sophistiquée embrassant quasiment tous les aspects de l'existence humaine.* Les économies modernes ont évolué de pair avec des gouvernements nationaux stables, des systèmes démocratiques de gouvernance, des relations internationales pacifiques appuyées par le développement ra-

pide du droit international et par un réseau étendu d'institutions internationales, de systèmes judiciaires transparents, d'institutions de réglementation des marchés et du secteur bancaire, de médias indépendants, de systèmes d'éducation et de recherche, de systèmes de protection sociale, d'agences de défense des consommateurs et de l'environnement, et d'une pléthore d'autres organisations.

Les récentes tentatives d'introduction d'une économie de marché dans les pays incapables de garantir une gouvernance démocratique, l'État de droit et la justice sociale illustrent bien l'importance capitale de ce tissu social sous-jacent. Ces vingt-cinq dernières années, l'histoire de l'Ukraine et d'autres pays de l'ancienne Union soviétique démontre avec force que le développement d'une économie de marché équitable dépend totalement du développement préalable et proportionné de toutes les autres institutions propres à une organisation sociale moderne<sup>3</sup>.

### Les mythes du marché

Si remarquables et inédites que soient ses réalisations, au regard de tout critère d'optimalité, le système actuel d'économie de marché n'impressionne pas. Si on le juge à l'aune de son rôle dans l'optimisation de la sécurité, du bien-être et des conditions de vie de tous les citoyens, il échoue lamentablement à exploiter efficacement la capacité productive surabondante et donc à répondre aux aspirations et aux besoins toujours croissants de la population mondiale. Il ne parvient pas à développer et à employer le capital humain, précieux, mais périssable, qui constitue la base, le sommet et le cœur de la civilisation et de la culture en mouvement de l'humanité. Aujourd'hui, quelque 200 millions de travailleurs sont sans emploi et 1 milliard de personnes environ sont sous-employées. Le taux de participation de la main d'œuvre chute tandis que le chômage des jeunes augmente. Le système actuel n'assure pas une répartition équitable des extraordinaires avantages des processus économiques modernes. L'inégalité économique a atteint des niveaux record en près d'un siècle. Dans le même temps, les besoins essentiels et les aspirations de milliards de personnes ne sont pas satisfaits et les niveaux de pauvreté s'accroissent dans certaines régions. Le système ne garantit pas les règles équitables, essentielles à une véritable économie de marché. En pleine poussée de la mondialisation, les multinationales jouissent d'une liberté exceptionnelle vis-à-vis de la nation. Les fusions et les acquisitions (FUSACQ) limitent la concurrence à l'échelle mondiale. Le système actuel échoue à utiliser efficacement le capital financier pour le bien-être de la société. De nos jours, la masse monétaire abonde, mais seule une faible part est consacrée à l'investissement productif. Sur quelque 250 billions de dollars d'actifs financiers mondiaux, probablement moins de 20 pour cent sont injectés au profit de l'économie réelle.

Si impressionnantes soient-elles du point de vue historique, les réalisations actuelles laissent perplexe au regard de l'ampleur des besoins insatisfaits et des capacités sous-utilisées. Tous ces échecs sont symptomatiques d'un système économique s'écartant de plus en plus des besoins de l'homme et du bien-être de la société. Les marchés financiers supposés servir et favoriser le développement de l'économie réelle sont aujourd'hui indé-

pendants et de plus en plus déconnectés de cette dernière. L'application débridée des nouvelles technologies creuse un fossé toujours plus profond entre la production et l'emploi, alors même que les systèmes de protection sociale sont soumis à des restrictions et que les individus n'ont pas d'autres moyens de subsistance. L'activité économique menace de plus en plus la sécurité des individus, la stabilité de la société et la durabilité de l'environnement à l'échelle planétaire.

L'argument certainement le plus convaincant en faveur du système économique actuel est qu'il est préférable aux autres voies connues. On pouvait affirmer jadis que la monarchie valait mieux qu'un système politique divisé, constitué de barons féodaux indépendants, ou que l'introduction de la monnaie a représenté une avancée considérable par rapport au troc. Cela a été vrai pour des milliers d'avancées sociales, chacune étant tour à tour supplantée par une autre.

L'attrait majeur du système économique de marché procède de son association avec les valeurs humaines universelles. Le marché est un symbole incontestable de liberté, d'autonomie, d'individualité et de créativité. En éliminant l'intervention des monarches tyranniques s'auto-enrichissant, il se présente comme la démocratisation de l'économie. Fondé sur des principes universels, il se veut guidé par l'équivalent social des lois universelles de la nature découvertes par la science et qui gouvernent le monde naturel.

L'attrait intellectuel de la théorie économique néoclassique est un mirage fondé sur un mythe dominant et des idées profondément fausses qui font obstacle à un débat intelligent. L'économie de marché n'est pas un phénomène naturel, mais une création de l'humanité. Elle n'est pas fondée sur des lois universelles immuables, mais bien plus sur des principes et des règles formulées par des êtres humains pour servir des intérêts spécifiques, qui évoluent continuellement au fil du temps. L'économie de marché n'est pas une construction de Dieu ou de la nature. C'est une construction sociale de la réalité et notre conception de cette dernière est fortement influencée par des modes de pensée socialement construits. En quête d'une science naturelle de l'économie, l'équivalent newtonien des lois du mouvement, l'économie se base sur la conception d'un mécanisme d'horlogerie miraculeusement indépendant de la conscience des êtres humains qui l'ont façonnée, qui formulent les règles qui le régissent, et qui prennent les innombrables décisions grâce auxquelles il fonctionne. Nous reconnaissons au marché le pouvoir quasi mystique d'améliorer le bien-être humain de tous en respectant les principes de justice et d'équité impartiaux. Or ces pouvoirs sont dans une large mesure mythiques. L'idée de marchés présentés comme des terrains de jeu impartiaux, indépendants et sans parti pris est une illusion fabriquée.

Les marchés tels qu'ils fonctionnent aujourd'hui ne sont pas rationaux, justes, équitables, ou efficaces, et ils n'optimisent certainement pas le bien-être des hommes. La notion de justice et d'équité est compromise par les brevets et les lois du copyright qui, selon *The Economist*, accordent des droits sans commune mesure avec les bienfaits sociaux générés<sup>4</sup>. Elle est altérée par des pratiques de monopole total, par une consolidation sectorielle excessive occasionnée par les FUSACQ, et par des politiques fiscales encourageant les investissements en capitaux, l'emploi ou les riches au détriment d'autres catégories de

revenus. Elle est soumise au poids considérable des intérêts particuliers, à la tentation des politiciens corrompus et aux pratiques malsaines de passation de marché. Elle est faussée par la quête de maximisation de la rente d'une kyrielle de privilégiés et de professionnels omniprésents dans la sphère politique gouvernant les opérations du marché. Aux États-Unis par exemple, le quota d'étudiants en médecine est resté fixe de 1980 à 2006 malgré la croissance de la population de 37 pour cent, ce qui a permis aux médecins de s'assurer des revenus élevés sur le dos de la classe moyenne<sup>5</sup>. Le *Washington Post* a récemment mis le doigt sur l'exemple peu connu des dentistes américains qui, usant de leur influence, ont pu maintenir des prix monopolistiques deux fois supérieurs à ceux du marché pour des pratiques non médicales telles que le blanchiment des dents<sup>6</sup>.

L'efficacité des marchés dépend largement de la définition et de la comptabilité de chacun. Certes, à l'échelle de l'entreprise, les marchés encouragent l'efficacité des moyens de production. Dans le même temps, du point de vue social, ils entretiennent une activité concurrentielle peu fructueuse et génèrent des coûts importants, traités comme des effets externes. La préférence pour le capital et les technologies gourmandes en énergie au détriment du travail n'est pas une loi de la nature, mais plutôt la conséquence des politiques qui encouragent l'investissement en capital, taxent le travail et fixent le prix de l'énergie bien au-delà de son véritable coût de remplacement et ignorent le véritable impact social de la pollution. Tandis que l'entreprise peut optimiser son rendement en remplaçant la main-d'œuvre par les machines, l'ensemble de la société endosse d'immenses coûts financiers et sociaux résultant de la hausse des niveaux du chômage et du sous-emploi, de la pauvreté, du crime, de la maladie physique et mentale, de l'aliénation sociale et de la violence. Selon une étude conduite par Randall Wray aux États-Unis, le coût social du niveau croissant du chômage est supérieur ou égal au coût direct de l'emploi<sup>7</sup>.

Comme le fait remarquer l'économiste et ancien banquier conseil Tomas Björkman dans son livre *Market Myths*, notre conformisme orthodoxe nous empêche de voir les écarts criants entre le mythe du marché et les hypothèses extrêmement irréalistes sur lesquelles le modèle économique néoclassique est construit, entre les modèles théoriques et le mode véritable de fonctionnement des marchés, et entre le mode de fonctionnement actuel des marchés et les autres modèles qui pourraient être créés tout en restant dans le cadre des économies de marché<sup>8</sup>. Les économistes sont si soucieux de comprendre les caractéristiques et les idiosyncrasies insignifiantes du système actuel qu'ils pensent à peine à remettre en question les prémisses sur lesquelles il est fondé ou à explorer des solutions plus attrayantes.

L'économie est encore gouvernée par le concept fictif de l'équilibre du marché. Si les marchés tendent vers l'équilibre, pourquoi l'inégalité économique atteint-elle un niveau sans précédent ? Pourquoi les multinationales ont-elles consolidé la suprématie des marchés mondiaux les uns après les autres ? Pourquoi le cours du baril de pétrole s'est-il envolé, culminant à 150 dollars, puis a soudainement chuté à 30 dollars ? Pourquoi les marchés immobiliers et financiers fluctuent-ils autant, passant d'un extrême à l'autre ? Pourquoi les banques centrales doivent-elles mettre fin à l'exubérance irrationnelle puis donner un coup de fouet aux investissements et à la consommation ? Pourquoi la courbe du chômage

s'accroît-elle inexorablement malgré le démantèlement de la législation relative à la protection de l'emploi dans de nombreux pays? Les physiocrates ont rejeté il y a un siècle la conception newtonienne d'un monde en équilibre. Aujourd'hui, il est parfaitement admis que nous vivons dans un univers en évolution et en expansion rapide. L'idée de formes de vie éternellement statiques a été supplantée au XIX<sup>e</sup> siècle par la conception darwinienne de l'évolution biologique. L'évolution de la science et de la technologie est si flagrante qu'elle se passe d'illustration. Pourtant la théorie économique s'accroche au concept de l'équilibre statique en externalisant les puissantes forces qui poussent à l'évolution rapide de tout le système politique, économique et social mondial.

On comprend que les riches, les entreprises et leurs inféodés du milieu politique, et les dirigeants de banques centrales liés par des mandats constitutionnels limités s'agrippent au dogme présent et s'appliquent à le maintenir à l'abri de tout contrôle et de tout reproche. Mais cela n'explique pas pourquoi la vaste majorité des économistes se consacrent à l'analyse et au rafistolage plutôt qu'à la remise en question des prémisses de fond et à la conceptualisation d'un meilleur modèle.

## L'évolution d'une économie centrée sur l'humain

*La société évolue au fur et à mesure de l'organisation des activités humaines de façon exponentielle dans l'espace et dans le temps, avec une coordination accrue des innombrables activités et une intégration plus complète des nombreuses strates du tissu social.* Le marché est le résultat extraordinaire de l'ingéniosité de l'homme, une organisation sociale capable de gérer des niveaux croissants exceptionnels d'inter-connectivité et de complexité, à une vitesse et à une précision toujours plus élevées. Comme la démocratie et d'autres formes de technologie sociale, sa valeur dépend de l'objectif principal dans lequel il s'applique, des valeurs qui le guident et des principes sur lesquels il se fonde.

En réalité, les échecs décrits ci-dessus sont mineurs comparés au principal défaut de la théorie économique dominante, c'est-à-dire l'écart par rapport à son objectif premier. Les institutions sociales sont créées pour servir la société, ce qui leur confère leur légitimité. Elles ont pourtant une tendance quasiment irrésistible à s'écarter, au fil du temps, de leur objectif premier, comme l'ont si souvent fait l'Église, l'État, l'Armée et d'autres institutions. Comme d'autres institutions, le marché s'est éloigné de l'objectif premier que Smith a porté aux nues, et a été détourné en vue de servir de puissants intérêts particuliers. Cet objectif peut et doit être rétabli. Certains peuvent avancer que les marchés ont toujours suivi ce mode de fonctionnement et ont été sujets à cette même altération, tout comme les gouvernements ont toujours servi les intérêts d'une élite, quels que soient les idéaux affichés. Mais une rectification n'en est pas moins justifiée. Le simple fait que toutes les démocraties aient échoué dans leur poursuite de la liberté, d'égalité et de justice ne justifie pas le *statu quo*. Bien plus, cela appelle une action évolutionniste ou révolutionnaire afin d'atteindre l'idéal original.

Ce dont nous avons besoin maintenant n'est ni plus ni moins qu'une révolution copernicienne de l'économie afin de libérer nos esprits des mythes, illusions et idées

fausses sur lesquels la théorie actuelle repose. Mais cette révolution doit se faire dans l'autre sens. Copernic a contesté la conception anthropocentrique et géocentrique de l'univers physique qui déformait et exagérait la place de la terre et de l'humanité dans la vision universelle des choses. Au lieu de cela, il a jeté une perspective héliocentrique selon laquelle la terre n'était qu'un satellite du soleil, un minuscule point dans l'univers infini. L'humanité était évincée de sa place centrale. C'était une expérience humiliante pour l'Élu de Dieu. Par contraste, le modèle économique dominant s'obstine à placer le marché, l'argent et la technologie au centre et les intérêts de l'humanité à la périphérie. Son objectif est de maximiser l'activité économique, non la sécurité, le bien-être et les conditions de vie de l'homme. Il prospère grâce à une consommation sans limites et à la destruction gratuite de l'environnement. Il concentre l'accumulation des richesses entre les mains d'une minorité, au lieu de disséminer le bien-être économique entre tous. Il adore les dieux illusoire du marché et prête une sagesse indiscutable à des procédés manifestement imparfaits. *En inversant le modèle, nous devons replacer les êtres humains au centre de la théorie économique et concevoir un système de marché offrant à tous un niveau maximal de liberté, de sécurité et de bien-être.*

Il ne s'agit pas de choisir simplement entre des marchés réglementés et des marchés libres qui s'auto-organisent. Les marchés auto-organisés sont rarement voire jamais libres. Le caractère d'auto-organisation de l'Internet n'empêche pas une poignée de géants de contrôler une part croissante du trafic sur le Web et des revenus associés. Les marchés libres existent, et ce uniquement dans le cadre offert par la démocratie, l'État de droit et l'autorité réglementaire. Les réglementations garantissant de l'État de droit, des pratiques équitables et des valeurs humaines et combattant le monopole sont essentielles au bon fonctionnement d'une économie de marché. Mais cela ne signifie pas qu'une régulation directe par le gouvernement soit requise pour garantir le bon fonctionnement de chaque marché. S'assurer que les lois et les règles régissant les marchés sont justes et équitables peut nettement faire avancer les choses.

Une perspective historique sur l'origine et le développement des lois et pratiques actuelles montrera que d'autres forces sociales sont continuellement intervenues pour fausser les mécanismes du marché en faveur des privilégiés et des puissants. Aussi une véritable science de l'économie doit-elle être basée sur une science de la société qui embrasse les sources du pouvoir social et les moyens par lesquels l'exercice légitime de ce pouvoir est détourné dans l'intérêt d'une classe privilégiée.

Le débat entre le bien public et le bien privé est un faux débat. *Les marchés sont basés sur les principes fondamentaux des relations humaines et de l'organisation sociale.* Toute connaissance, toute richesse, toute découverte et invention est le fruit de la collaboration entre des individus entrepreneurs et les communautés dans lesquelles ils évoluent. *Il ne peut exister de bien optimal pour tous les individus de ce monde sans en optimiser simultanément les bienfaits pour l'ensemble de la société. Chaque réalisation individuelle se fonde sur les réalisations cumulées de l'humanité entière depuis des millénaires.* Le calcul numérique d'aujourd'hui doit ses incroyables performances à l'invention du zéro, des chiffres hindous et de la numération décimale de position par des mathématiciens indiens il y a plus de

1600 ans et à leur transmission par les érudits perses quelque quatre siècles plus tard. Rien ne peut être pensé, exprimé, inventé ou produit sans puiser dans cette source universelle de richesse sociale. De même, il ne peut y avoir de progrès social sans l'aspiration, l'inspiration et l'invention d'individus créatifs.

Les marchés se sont développés à partir d'origines rudimentaires ancestrales. Outre le fait qu'ils se sont étendus, diversifiés et complexifiés, ils sont également devenus au fil du temps plus équitables et plus humains. Rien ne permet de penser que le système actuel ait atteint son niveau optimal de justice et de perfection. Tout porte à croire au contraire qu'il constitue la forme partielle et très imparfaite d'un système social doté d'un immense potentiel d'évolution et de progrès. Aujourd'hui, la concentration croissante de la richesse et le fossé grandissant entre l'argent et l'économie réelle limitent sévèrement la prospérité économique dans le monde entier. La démocratie s'est révélée être une forme de gouvernement bien plus puissante et stable que n'importe quelle monarchie, car elle permet à tout citoyen de jouir de droits politiques et de la liberté. Pour réaliser pleinement leur potentiel de création de richesse, les économies de marché doivent donc offrir à tous les citoyens les moyens d'y contribuer de manière productive et de récolter les fruits des efforts de la société.

L'évolution des systèmes sociaux est multidimensionnelle. La capacité quantitative, la portée géographique et la vitesse de fonctionnement de tous les systèmes sont fonction de l'organisation et de la technologie. Les valeurs qualitatives qu'ils affichent sont fonction de la conscience, du choix et de la volonté politique. Une science de l'économie centrée sur l'humain doit réexaminer le but, les valeurs et les principes de fonctionnement de l'économie de marché pour optimiser sa capacité à répondre aux besoins de l'homme, à promouvoir son bien-être et à favoriser son évolution.

## L'argent

Ce qui est vrai des marchés est vrai de l'argent également. Selon la théorie économique conventionnelle, l'argent se définit comme un moyen d'échange, une unité de compte et une réserve de valeur. Or cette formule maintes fois répétée ne décrit pas la réalité de l'argent et n'explique pas suffisamment sa capacité à catalyser le développement économique, social et humain. Une meilleure compréhension de la réalité de l'argent révèle les immenses possibilités de ses pouvoirs créatifs au service du bien-être économique et social. C'est au développement psychologique humain, le but ultime de la civilisation, qu'il contribue le plus.

### *L'argent en tant qu'organisation*

L'argent tire son pouvoir du fait qu'il est une organisation sociale, de même que la langue, le marché et l'Internet sont des organisations sociales. La langue est un système organisé de lettres, de mots et de sons. Les mots que nous utilisons n'ont pas de valeur intrinsèque autre que celle que nous leur attribuons par convention sociale et association

psychologique. Le pouvoir des mots vient du fait qu'ils véhiculent un sens communément admis. Si chacun avait sa propre langue, elle serait inutile pour communiquer avec les autres. Plus les locuteurs d'une langue sont nombreux, plus les mots qui la composent ont de pouvoir comme vecteur de communication. C'est la convention sociale plutôt que leur valeur intrinsèque qui rend les mots puissants.

Cela s'applique aussi à l'argent. La plupart des gens considèrent l'argent comme une chose, bien qu'aujourd'hui l'argent soit rarement utilisé sous sa forme tangible. L'argent n'est pas une chose en soi. C'est une convention sociale qui valorise et organise les relations d'interdépendance entre les hommes et qui tire sa force de son caractère collectif. Le développement et l'acceptation d'une convention commune et d'un standard d'acceptabilité de l'argent évoluent depuis des siècles. Cette convention est rendue possible par les institutions qui l'émettent sous des formes normalisées, par les lois qui gouvernent son émission, lui confèrent son pouvoir libératoire et garantissent les droits de propriété, par les procédures et mécanismes de transfert, de transport, de stockage et de convertibilité, et enfin par les méthodes de reddition de compte, de prêt et d'emprunt, etc.

Le pouvoir de l'argent ne procède pas d'une valeur intrinsèque seule, mais d'une organisation sociale complexe sous-tendant sa création et son utilisation. L'utilité, la productivité, la valeur d'usage et le pouvoir social de l'argent proviennent de cette organisation et peuvent être multipliés indéfiniment en rehaussant la qualité et la portée de cette organisation. Plus la population englobée est large et la qualité, la fiabilité, la loyauté et la responsabilité de cette organisation sont grandes, et plus l'argent a de pouvoir. Ainsi, nous voyons qu'en temps d'incertitude financière et d'agitation politique la valeur de l'argent peut reculer considérablement, voire s'effondrer complètement.

L'argent est une organisation sociale constituée d'un réseau complexe d'organisations sociales tangibles. Mais la réalité de l'argent est délimitée par sa forme extérieure, sa structure et sa fonction économique. L'argent est aussi une institution sociale impalpable transcendant les frontières finies des organisations qui l'ont créé et l'administrent. Il est gouverné par des conventions et des pratiques sociales informelles, des valeurs sociales et des droits acquis, l'influence et le pouvoir social qui accroissent son utilité sans s'y limiter. Les grands orateurs ne se distinguent pas uniquement par leur vocabulaire, le contenu de leurs messages, la clarté ou la puissance de leur voix ou la correction de leur grammaire. Leur particularité procède également de la foi, de la confiance, de la crédibilité, de la sincérité, de la conviction, du courage, de la force de caractère, de la cohérence logique, de l'idéalisme, de la perspicacité, de l'inspiration et d'autres qualités intangibles véhiculées par leurs discours. Ces facteurs immatériels sont à même d'exercer une bien plus grande influence que le contenu véhiculé par leurs messages, et c'est effectivement souvent le cas. Ainsi, Churchill, le mahatma Gandhi et Martin Luther King ont attiré des foules immenses et incité des nations entières à joindre l'action à la parole.

Il en est de même pour l'argent. Le véritable pouvoir de l'argent provient du subtil tissu social qui constitue une source incommensurable de connaissances, d'énergie et de potentiel de créativité et de création de richesses. L'argent est une force subtile. Comme la connaissance, il se multiplie quand il est partagé, tout comme Google a grandi de façon

exponentielle jusqu'à devenir la plus grosse capitalisation boursière au monde en basant sa stratégie sur des services gratuits pour le public du monde entier. L'immense créativité qui s'est exprimée depuis l'avènement de l'Internet il y a vingt ans n'est que la partie émergée de l'iceberg du potentiel social créatif caché et inutilisé. C'est une perception similaire qui a poussé le président des États-Unis Franklin Roosevelt à s'exprimer auprès du peuple américain par voie radiophonique dès sa prise de fonction en 1933. Le pays était en proie à une panique boursière nationale sans précédent conduisant plus de 6000 banques à la faillite. Rien de ce que Roosevelt avait appris en économie sur les bancs de l'université d'Harvard ne l'avait préparé à la gestion d'une crise d'une telle ampleur. Aucun des instruments de politique conventionnelle appliqués par le président Hoover les trois années précédentes n'avait eu d'effet. Roosevelt avait compris que le véritable fondement du système bancaire et financier était psychologique et social. La valeur de l'argent dépend de la confiance que le public accorde au système, au gouvernement et au système économique sous-jacent. Dans son discours, il rappelait à ses auditeurs les forces majeures du peuple américain que sont le courage, l'esprit d'entreprise et l'ingéniosité. Attribuant les faillites bancaires à la peur qui ronge le pays comme la maladie, il exhortait le peuple à rejeter cette crainte. Il appelait ses concitoyens à agir avec courage et à avoir foi en leur nation en redéposant à la banque leur épargne durement amassée. La semaine qui suivait, la panique était vaincue et le système bancaire sauvé.

Les crises résultent de circonstances que nous sommes incapables de traiter par une organisation sociale appropriée, soit parce que le système existant s'est développé de manière inadéquate, soit parce que des forces bien établies contrecarrent fortement le progrès. La grande dépression n'était pas en substance une crise financière ou économique. Elle était le fruit de la résistance opposée par des institutions dépassées et des intérêts particuliers à une grande transition sociale évolutionniste. *Le New Deal* a humanisé le capitalisme. Il a marqué une nouvelle phase de l'évolution sociale et conduit à une croissance et une prospérité sans précédent.

### ***L'argent comme symbole***

L'organisation représente un pouvoir immense pour la productivité sociale. Mais le pouvoir de l'argent ne procède pas seulement de son caractère d'organisation sociale. L'argent est aussi un symbole mental et les symboles possèdent un pouvoir inhérent extraordinaire qui décuple celui de l'organisation. Selon un rapport de 2015, la marque Apple affichait une valorisation de 170 milliards de dollars, soit la plus forte valeur au monde<sup>9</sup>. Le logo de l'entreprise, une pomme croquée, symbolise non seulement l'entreprise, ses produits et ses actifs financiers, mais aussi toute l'énergie, la créativité, l'innovation, le glamour et le prestige qui lui sont associés. Les produits sont le symbole d'un statut. Un poste chez Apple fait de tout un chacun le membre d'une élite professionnelle de la haute technologie. Siéger au conseil d'administration ou au comité directeur d'Apple vous ouvre des portes aux quatre coins du globe. Le directeur général d'Apple peut s'en-

tretenir avec n'importe quel monarque ou chef d'état du monde, et même le secrétaire général de l'ONU ou le pape, du simple fait de sa fonction.

Quelle est la symbolique de l'argent ? Au premier échelon de l'économie, l'argent est une représentation symbolique de toutes ces choses (produits, services, technologies, propriété physique et intellectuelle, entreprises, et autres formes du capital, etc.) contre lesquelles il peut être échangé. À un échelon supérieur, il symbolise la capacité économique d'une nation qui l'émet et l'honore, les ressources naturelles dont elle est dotée, l'éducation, les compétences et l'esprit d'entreprise de son peuple, son infrastructure physique et sa capacité industrielle, etc. Encore plus haut, l'argent représente le degré de foi et de confiance du public en la stabilité de la société et de son gouvernement, la force et l'intégrité de ses institutions politiques, sa capacité d'autodéfense et d'auto-préservation, la qualité de son système éducatif, son aptitude à innover et à inventer, la valeur qu'il accorde à la vie humaine et à l'individualité, la protection juridique des droits, notamment de la propriété, et les valeurs culturelles dominantes, relatives par exemple à la liberté, à l'intégrité et au dur labeur. Le dollar américain est accepté aujourd'hui comme une devise mondiale *de facto*, car il est considéré comme un symbole non seulement pour les richesses, les ressources et les capacités productives immenses de son économie, mais aussi pour l'énergie, l'organisation sociale, l'individualisme, la créativité et la liberté à la base de la société américaine.

Les symboles comme le drapeau national, le seau du président des États-Unis, un *Academy Award*, un prix Nobel, un badge de policier, un PhD ou un MD de Harvard ou de Cambridge véhiculent bien plus qu'un pouvoir fonctionnel utilitaire. Le monde écoute les lauréats du prix Nobel quand ils parlent, même sur des sujets dans lesquels ils n'ont pas de qualification pédagogique ou intellectuelle. Influencés par les acteurs et des sportifs mis en avant par les publicités, les consommateurs achètent des parfums, des montres, des vêtements de créateurs et des voitures de sport de telle ou telle marque. Les symboles exercent une influence qui va bien au-delà de leur valeur utilitaire.

En tant que symbole, l'argent peut être utilisé pour représenter bien d'autres choses, et presque tout type de produit, de service ou d'actif immatériel qui peut être acheté ou vendu dans le monde. L'argent représente aussi d'autres pouvoirs sociaux, les moyens de transport et de communication, l'accès à l'éducation et aux loisirs, l'influence sur la politique, la législation et le processus décisionnel administratif, enfin le recours juridique pour faire appliquer ou défendre ses droits. Le fait de posséder de l'argent a le pouvoir intrinsèque de déboucher sur l'argent ou de l'attirer. Plus une personne a de l'argent, plus il y a de chances qu'on lui prête de l'argent. Le simple fait de posséder de l'argent confère une importance sociale, le respect, l'acceptation et l'influence sur les autres, ce qui en substance est productif. Combinés, ces pouvoirs rendent l'argent non seulement précieux et productif, mais aussi extrêmement créatif. L'argent a la capacité de fournir de nouvelles possibilités et occasions, de rassembler et d'associer les personnes, les ressources et les capacités organisationnelles de façon innovante, afin d'encourager la découverte de nouvelles connaissances et le développement de nouvelles technologies.

La théorie économique conventionnelle ne décrit ni n'explique correctement aucun de ces pouvoirs symboliques. Ils ne sont d'ailleurs pas mis à profit ou utilisés dans la mise en œuvre de la politique économique conventionnelle. Mais tous contribuent concrètement et significativement au rôle productif et catalyseur de l'argent et à sa capacité à multiplier et à se multiplier. Quand la nature subtile et les pouvoirs cachés de l'argent seront entièrement pris en compte, alors seulement les capacités créatives de cette institution sociale unique seront pleinement utilisées pour élever le bien-être de l'homme et ses conditions de vie.

### *La valeur humaine de la monnaie*

Toutefois, on ne saurait juger efficacement la véritable valeur de l'argent sous aucun de ces angles. La vraie valeur de tout système économique ou social doit être évaluée à l'aune de sa capacité à encourager la sécurité, le bien-être social et les conditions de vie d'un peuple. De même, les marchés devraient être évalués d'après leur capacité à stimuler la production et promouvoir des échanges bénéfiques entre les personnes, les organisations et les nations. La valeur de l'argent réside aussi dans son rôle de catalyseur qui facilite, accélère et optimise l'utilisation de toutes les ressources sociales existantes pour faire progresser l'humanité. Un système monétaire favorisant la sécurité et le bien-être d'une minorité n'est pas meilleur ou plus équitable qu'un système politique qui renforce le pouvoir et les privilèges d'un parti autoritaire, d'un dictateur militaire ou de l'aristocratie.

Pour juger de la véritable valeur de l'argent, il faut se demander s'il a efficacement servi le but dans lequel il a été créé, à l'instar de toutes les autres institutions économiques, c'est-à-dire pour encourager et assurer le bien-être et les conditions de vie des hommes. La vraie valeur de l'argent ne peut être jugée d'après ce qu'il peut acheter. La véritable valeur de la monnaie est sa valeur humaine au service de l'humanité. Sur ce point, l'argent, tout comme les marchés, échoue lamentablement à respecter sa mission sociale. Étant donné que les marchés sont dénaturés et biaisés en faveur des puissants de la sphère économique et politique, le fonctionnement de l'argent dans la société moderne est soumis à une longue liste d'influences manifestes qui détournent habilement son fonctionnement, son impact et sa force.

Le pouvoir social qu'a l'argent d'influencer légalement et illégalement les élections publiques, les mesures législatives et la politique administrative domine le monde à des degrés divers. Il est utilisé pour influencer les dépenses et les subventions gouvernementales, les tarifs douaniers, les politiques d'import-export, les lois sur les brevets et le copyright, les taux d'imposition sur le revenu et le salaire, les gains en capitaux et l'impôt sur la fortune, les dépenses du secteur de la défense et la protection environnementale, etc. Il détermine explicitement ou implicitement la politique des banques centrales qui favorise la stabilité de la richesse existante au détriment de mesures stimulant la production de nouvelles richesses, la création d'emplois et une répartition équitable. Il détourne la politique publique en faveur des investissements élevés dans les secteurs de l'énergie et des technologies, au détriment des investissements misant sur le capital humain. Aucune de

ces forces n'est prise en compte dans la vision étriquée de l'argent en tant qu'outil économique. Or elles influencent considérablement l'impact final des politiques et des activités économiques sur le bien-être et les conditions de vie de l'homme. Une analyse correcte de l'argent peut aider les nations affectées par la corruption à transformer le pouvoir destructif de la mafia en énergies constructives afin de restaurer l'État. Sur le même principe que les inoculations et les vaccinations qui, en médecine, provoquent une réaction immunitaire protectrice, le vol sur Internet est utilisé pour renforcer considérablement le niveau général de la sécurité sur le Web.

### *Les signaux*

En reconnaissant le rôle plus vaste de l'argent dans la société, il est alors extrêmement compliqué de réduire l'économie à un système de lois, de prescriptions politiques et d'équations quantitatives applicables universellement. Mais les efforts visant à éliminer la vraie complexité de l'argent offrent un exemple frappant de « *willful ignorance* » (ignorance délibérée) selon les termes de Herbert Weisberg<sup>10</sup>. Ce caractère d'ignorance délibérée consiste à réduire la réalité à un ensemble simpliste et maniable de propositions déconnectées du monde réel et, de fait, incapable d'en gérer efficacement la complexité et l'incertitude. Le constat de Tomas Björkman est le même : les modèles du marché qui ne ressemblent que vaguement au monde réel ne sont effectivement ni les seuls ni les meilleurs systèmes que l'on puisse concevoir<sup>11</sup>.

Il existe de nombreux symptômes de l'action de distorsion et de confinement exercée par les concepts économiques dominants qui nous empêchent de percevoir, de comprendre, de saisir et de mettre à profit les pouvoirs productifs plus vastes de la communauté mondiale au service du bien-être humain.

1. **Multiplication des actifs financiers** : selon McKinsey, le nombre d'actifs financiers mondiaux s'est multiplié par douze, passant de 12 billions de dollars seulement en 1989 à quelque 225 billions de dollars en 1980. À titre de comparaison, le produit mondial brut (PMB) a été multiplié par quatre au cours de la même période.
2. **Instabilité financière** : selon le Fonds monétaire international, entre 1970 et 2010, le monde a connu pas moins de 145 crises bancaires, 208 effondrements de devises et 72 crises de la dette souveraine. À cela s'ajoute un total de 425 crises systémiques, ce qui représente en moyenne dix pays en crise chaque année!
3. **Excès d'épargne mondiale** : bien que Ben Bernanke l'ait évoquée en 2005 lorsqu'il dirigeait la Réserve fédérale américaine, d'autres économistes ont tôt fait de rejeter l'idée d'un excès d'argent dans le monde. Il expliquait la forte hausse des prix de l'immobilier et d'autres actifs par le fait que l'épargne mondiale, dépassant les investissements, affichait un surplus. En 2008, le début de la crise financière mondiale donna du crédit à cette analyse. Si de nombreuses explications différentes de ce phénomène ont été avancées, force est de constater que cette abondance de richesse générée au cours des trente-cinq dernières années n'est pas utilisée de façon optimale pour améliorer le bien-être et les conditions de vie de l'homme dans le monde.

4. **Inégalité croissante** : l'effet de l'inégalité croissante de la répartition des richesses et des revenus dans le monde pendant cette période est incontestable. La concentration toujours plus forte de la richesse entre les mains d'une minorité dont les besoins en matière de consommation sont déjà largement assouvis a une incidence très limitée sur la croissance des besoins mondiaux d'investissements en actifs productifs. C'est également lié à la hausse du chômage mondial. Dans les économies où les besoins sont faibles, la meilleure équité assurée par un impôt plus progressif est synonyme de dépenses plus importantes et d'un emploi plus large des ressources.
5. **Chômage** : la hausse du niveau du chômage à l'échelle mondiale est aussi le signe que l'argent n'est pas employé de manière productive. Aujourd'hui, dans le monde, plus de 200 millions de personnes sont sans emploi et plus d'un million sont touchées par le sous-emploi. Ces chiffres sous-estiment largement le véritable déficit. D'autres mesures du taux de participation de la main-d'œuvre aux États-Unis montrent que le taux de sous-emploi est au moins deux fois supérieur au taux de chômage<sup>12</sup>. Selon le Bureau international du travail, le nombre de personnes en âge de travailler n'ayant pas participé au marché du travail a augmenté de quelque 26 millions, dépassant les 2 milliards en 2015. L'emploi précaire touche 1,5 milliard de personnes et représente plus de 46 pour cent de la population totale employée. En Asie du Sud et en Afrique subsaharienne, plus de 70 pour cent des travailleurs ont un emploi précaire. Dans certains pays, le sous-emploi atteint même les 75 pour cent<sup>13</sup>. Dans un monde marqué par la croissance rapide de la population, où plusieurs milliards de personnes vivent sous le seuil de la pauvreté, le besoin en denrées et en services de base est toujours plus élevé, tout comme le nombre de personnes ayant un besoin urgent de trouver un travail pour s'assurer le revenu nécessaire pour les acquérir. L'écart entre le surplus d'argent, la capacité productive et les besoins humains non satisfaits révèle le dysfonctionnement du système financier. Dans ces circonstances, une meilleure équité obtenue à travers un impôt plus progressif permettrait d'accroître les dépenses et l'emploi des ressources humaines et financières.
6. **Casino mondial** : l'excès d'épargne mondiale s'explique aussi par la croissance rapide des capitalismes de casino à la suite de la déréglementation du secteur bancaire dans les années 1990. En effet, les sociétés générant des bénéfices et des flux de trésorerie élevés ont amassé d'importantes réserves de liquidités, au lieu d'investir pour le développement de l'activité.
7. **Divorce entre les marchés financiers et l'économie** : le volume des opérations de change, dépassant les 5 billions de dollars par jour en 2015, a plus que quadruplé en vingt ans<sup>14</sup>. On estime que 2 ou 3 pour cent seulement de ces transactions sont dus à l'activité commerciale ou à l'investissement : les 97 pour cent restants sont liés au cyber-casino spéculatif mondial<sup>15</sup>. L'économie réelle prospère grâce à des niveaux de prix stables et prévisibles et à des sources constantes d'investissements à moyen et long terme. Les marchés financiers s'éloignent de plus en plus de l'économie réelle. Une part croissante du capital circule dans le monde en quête de

rendements spéculatifs déconnectés de l'économie réelle. Initialement créés pour rassembler les capitaux immenses nécessaires pour soutenir le commerce international et l'industrialisation, les marchés financiers, aujourd'hui informatisés, se consacrent à tirer profit des écarts minimes de prix observés pendant quelques fractions de seconde. Les fonds spéculatifs parient à très court terme sur les taux de change et le prix des actifs, générant une instabilité extrême. Après la déréglementation, mêmes les établissements bancaires bénéficiant du soutien de la banque centrale ont suivi le mouvement. Comme l'a récemment fait remarquer Stiglitz, « quand on donne le choix aux banques, elles préfèrent le profit sans risque, voire la spéculation financière, plutôt qu'un prêt qui soutiendrait l'objectif plus vaste de croissance économique<sup>16</sup> ».

8. **Hausse des réserves de change** : la forte hausse des réserves mondiales de devises étrangères montre également que le système fonctionne dans des conditions très instables. Les réserves de change totales dépassaient les 21,7 billions de dollars en 2014, à comparer aux 2,1 billions de dollars en 2000<sup>17</sup>. Les pays sont obligés de maintenir leurs réserves à des niveaux toujours plus élevés pour se protéger de l'instabilité croissante et de l'incertitude de l'économie mondiale de marché.
9. **Taux d'intérêt négatifs** : l'argent représente la capacité productive et le pouvoir social. Un système économique incapable d'employer de manière productive l'argent disponible pour promouvoir la sécurité économique, le bien-être et les conditions de vie de tous est fondamentalement inefficace et inefficace. À son tour, si l'argent ne sert pas cette finalité sociale essentielle, alors il perd de sa valeur. Cela se répercute notamment dans le prix qu'il attire sur le marché. Aujourd'hui, les pays ayant des taux d'intérêt négatifs, à savoir le Japon, la Suisse, la Suède, le Danemark et la zone euro, représentent un quart du PMB<sup>18</sup>.

### *Les mythes de l'argent*

Les mythes du marché que Björkman met en avant ne sont pas les seuls à perdurer. Le décalage entre notre conception des systèmes monétaires et leur véritable mode de fonctionnement est aussi important que le fossé séparant les modèles économiques du marché du monde réel. De même, l'écart entre leur mode de fonctionnement actuel et les solutions qui seraient préférables est considérable et compréhensible, dès lors que nous faisons tomber les barrières conceptuelles, des « angles morts » selon le mathématicien canadien William Byers qui nous poussent à nous raccrocher à des images déformées de la réalité au lieu de voir ce qui se passe réellement<sup>19</sup>.

Les mesures indispensables à un système monétaire recentré sur l'humain sont en grande partie déjà connues et débattues. Une taxe sur les transactions financières spéculatives à court terme aura pour effet non pas de gêner, mais d'encourager les investissements stables et de plus long terme dans l'économie réelle. Cela permettra de stabiliser les marchés financiers, hypersensibles et imprévisibles. Une taxe progressive sur les gains en capital inversement proportionnelle à la durée de l'investissement aura un effet semblable.

Si l'on élimine la taxe sur les salaires pour la remplacer par une taxe sur l'énergie, cela inversera la courbe des investissements technologiques au profit des investissements humains, supprimant ainsi la tendance artificielle causée par la dépréciation accélérée. Le rétablissement de taux progressifs d'imposition sur le revenu favorise une répartition plus équitable. Les taux d'intérêt négatifs stimuleront à la fois la consommation et les investissements. Et ainsi de suite.

La réforme des systèmes monétaires est confrontée à un obstacle majeur : les intérêts acquis et le pouvoir de la ploutocratie. En effet, le mauvais usage du pouvoir social est une réelle entrave aux initiatives politiques, comme cela a été le cas tout au long de l'histoire. Mais ce n'est pas une raison pour faire perdurer l'illusion que le système actuel est équitable, voire le meilleur possible. Quand nous aurons le courage d'affronter sans détour la vérité sur l'argent et les marchés, alors seulement nous pourrons espérer changer le système. Il est grand temps de faire la lumière sur ce que la théorie économique camoufle. La dernière partie de ce document aborde donc la face cachée et si souvent ignorée lors des débats de théorie et de politique économiques : la réalité du pouvoir social.

## Le pouvoir social

Une appréciation rationnelle du système social, économique et politique actuel doit se baser sur une compréhension du réservoir sous-jacent de potentiel social, de la façon dont il peut être transformé en pouvoir effectif, de la façon dont ce pouvoir est réparti, de la façon dont les intérêts particuliers détournent sa répartition et l'usurpent en vue d'un gain privé. Il est donc nécessaire de définir un vocabulaire qui distingue le champ non structuré du *potentiel social* énergétique, les structures organisées et les activités exerçant le *pouvoir social*, et les mécanismes informels légaux comme illégaux, sources d'immenses *inégalités sociales* dans la répartition du pouvoir et des avantages qu'il génère.

### *Le potentiel social*

Pour comprendre véritablement le rôle du pouvoir social, notre regard doit se poser au-delà des structures et des systèmes qui définissent le cadre institutionnel, organisé et formel de la société moderne, sur le réservoir infini d'énergies sociales créatives, de connaissances, de ressources et de possibilités qui représentent le champ d'énergie du point zéro duquel émergent toutes les constructions et les réalisations sociales. Parce qu'il manque de structure, ce champ intangible d'énergies politiques, économiques, sociales, culturelles et psychologiques est difficile à percevoir, à définir, à saisir et à gérer ; ainsi il est largement négligé par les sciences sociales qui se nourrissent de définitions et de quantités mesurables. Or ce réservoir de pouvoir est la source et la force motrice du développement et de l'évolution sociale, et son pouvoir dépasse celui de la société formée, de même que la base immergée de l'iceberg est plus grande que la partie émergée de l'iceberg. Ce champ amorphe et non structuré de la société est un réservoir inépuisable de potentiel social.

En pratique, nous pourrions saisir l'ampleur de ce potentiel social seulement quand il sera organisé et qu'il prendra la forme d'une structure sociale. Avant le catalogue de vente par correspondance Sears dans les années 1890, personne n'imaginait qu'une société pourrait devenir le numéro un mondial de la vente au détail sans posséder un seul magasin. Un siècle plus tard, Amazone réitérait l'exploit avec la vente de livres sur le cyberspace, et eBay créait la première boutique au monde dans laquelle chaque consommateur pouvait devenir vendeur. Jusqu'à ce que Bank Americard se transforme en système international de carte de crédit sous le nom de Visa International il y a un demi-siècle, personne n'imaginait que les transactions électroniques par carte de crédit pourraient un jour supplanter la monnaie, naguère principal moyen de paiement. Aujourd'hui le volume des transactions mondiales par carte de crédit dépasse les 12 billions de dollars chaque année. Avant Uber, personne n'imaginait qu'une autre solution que les services locaux de taxi puisse être créée à l'échelle mondiale, en l'espace d'une nuit ou presque, en mettant à profit le parc non organisé de voitures privées et de conducteurs nécessitant un appoint de salaire et disposant de temps libre. Avant AirBnB, mettre sur pieds une chaîne hôtelière mondiale prenait des dizaines d'années et exigeait des milliards de dollars d'investissement, et personne n'imaginait que les chambres vides des maisons privées du monde entier pouvaient constituer en quelques années un réseau mondial. Imaginez un système qui permette d'employer une partie des chômeurs dans le monde : vous entrevoyez alors l'ampleur du potentiel social qui ne demande qu'à être organisé.

### ***Le pouvoir social***

Au sens le plus large, le pouvoir social désigne la capacité de la société à atteindre les buts et les aspirations de son peuple. Le pouvoir social est généré en libérant, en dirigeant et en mettant à profit les énergies sociales en vue d'une action effective, en créant des lois, des institutions et des systèmes sociaux effectifs qui organisent les énergies diffusées. C'est ainsi qu'il y a dix mille ans, les groupes migrants de chasseurs-cueilleurs se sont sédentarisés en adoptant une nouvelle méthode pour se fournir en nourriture : l'agriculture. L'observation minutieuse des processus naturels de production de leur nourriture leur a permis de comprendre le rôle essentiel des semences, de l'eau, du soleil, du sol et des saisons dans la production des denrées. Leur communauté entière s'est organisée afin de reproduire et de cultiver ces processus naturels. Grâce aux gains de productivité obtenus, la population mondiale s'est multipliée par dix.

Le pouvoir social désigne le pouvoir exercé par les individus. C'est le quantum de pouvoir qu'un individu peut puiser dans la société, dans les limites permises et garanties par les droits formels, les lois, les règles et les systèmes sociaux et par les institutions informelles, les coutumes, l'usage et les valeurs. Chaque nouvelle technologie comme le téléphone mobile, chaque nouvelle liberté comme l'extension du droit de vote, chaque nouvelle loi encourageant la sécurité et l'égalité sociales renforcent le pouvoir des individus et de la société dans son ensemble.

La société mondiale jouit aujourd'hui d'un pouvoir sans précédent et toujours plus étendu. Ce pouvoir prend des formes innombrables : il s'agit par exemple du pouvoir en matière de transport, de communication, de production, d'échange, de sécurité, de gouvernance, d'éducation, de loisirs, de recherche, d'invention, de découverte et de créativité. Ces cinquante dernières années, l'humanité a assisté à la croissance exponentielle de multiples formes de pouvoir social. La démocratie, les droits de l'homme, l'État de droit, les marchés ouverts, l'esprit d'entreprise, la découverte scientifique, l'innovation technologique, la mondialisation, l'éducation supérieure ont été les principaux moteurs de cette croissance. Ces gains ont permis de faire avancer considérablement la sécurité, le bien-être social et les conditions de vie de l'homme, mais *ce progrès n'est pas à la hauteur du potentiel, parce que la répartition du pouvoir engendré est détournée et biaisée en faveur d'une élite politique et économique restreinte.*

### ***L'égalité sociale***

Le pouvoir effectif désigne la façon par laquelle le pouvoir social total s'exerce, permet d'identifier les bénéficiaires et de mesurer les bénéfices. De profondes inégalités ont perduré de tout temps dans la répartition du pouvoir social au sein de la population. En 1880, les vingt-neuf plus grands propriétaires fonciers britanniques possédaient des domaines immenses. Tous portaient un titre nobiliaire ; douze d'entre eux étaient ducs. Quatorze possédaient une propriété de plus de 40 000 hectares. Le duc de Sutherland, dont les terres étaient situées principalement dans les Highlands en Écosse, avait plus de 500 000 hectares<sup>20</sup>. En outre, ce noyau de propriétaires occupait les plus hautes fonctions gouvernementales, militaires et ecclésiastiques. Jusqu'en 1918, seuls les gros propriétaires fonciers étaient autorisés à voter lors des élections. Pendant longtemps, les fermiers de tout le pays avaient pour obligation de voter pour le candidat de leur propriétaire. L'éducation supérieure nécessaire pour gravir les échelons de la société et accéder aux fonctions du pouvoir était dans une large mesure réservée aux classes supérieures. Les femmes britanniques n'ont acquis le droit de vote qu'en 1932. Dans les colonies de l'Empire britannique, leurs droits étaient encore plus restreints, cela va sans dire.

Comme l'Histoire l'a démontré, une répartition plus large et équitable du fruit des progrès sociaux génère un pouvoir social et un bien-être supérieurs. Les démocraties modernes sont bien plus puissantes sur le plan politique que les monarchies et les sociétés féodales parce qu'elles sont en mesure de libérer, de diriger et de canaliser plus efficacement les énergies de leur peuple à travers la liberté et l'État de droit. De même, les économies de marché engendrent une meilleure productivité et créent plus de richesses en offrant à une part bien plus large de la population la possibilité de participer de façon libre et productive aux activités commerciales.

Par comparaison historique, le pouvoir et la productivité mêmes du système actuel de marchés dépassent de loin tous les systèmes économiques précédents. Mais quand les contraintes de la répartition du pouvoir social sont entièrement prises en compte, il devient évident que le système actuel est loin d'être optimal. Un fossé immense sépare

l'ampleur totale du pouvoir social et les résultats qu'il génère dans la société. De profondes inégalités dans la répartition du pouvoir social affectent le pouvoir social total de la même façon que les profondes inégalités de la répartition des revenus et de la richesse limitent la richesse totale et la prospérité de la société. Plus la répartition est égalitaire, plus le pouvoir total généré est grand et plus le bienfait global pour la société dans son ensemble est grand. Donc le dynamisme du marché dépasse de loin celui des économies centralement planifiées. De même, une répartition plus équitable du pouvoir social améliorerait considérablement la capacité effective globale de la société à répondre aux besoins et aux aspirations des citoyens. Il convient de noter que depuis l'effondrement du communisme, la théorie économique est restée étonnamment silencieuse sur cette question, comme si le sujet était tabou.

De nos jours, le monde est en mesure d'offrir une éducation supérieure de qualité à chaque être humain, mais l'accès à l'éducation et les réalisations du système éducatif restent très faibles et la répartition inégale de la richesse en est l'une des raisons principales. C'est également le cas pour la nutrition, la santé et d'autres besoins essentiels. Björkman explique que ces décalages proviennent de la façon dont le système des marchés est utilisé plutôt que d'une insuffisance inhérente du système même<sup>21</sup>. Le même système de base peut être restructuré de façon à générer des résultats différents.

Aujourd'hui, l'égalité sociale se heurte à des barrières importantes. Elles revêtent la forme de lois et de politiques publiques consciencieusement détournées en faveur des intérêts acquis, d'un appui informel du gouvernement aux grandes entreprises, de puissants groupes de pression influençant l'agenda législatif, de l'influence du pouvoir de l'argent sur les élections et donc sur les politiques fiscales en faveur des riches, et des formes illégales et plus manifestes de corruption et de crime usurpant le pouvoir public à des fins privées. Aujourd'hui, plus d'une centaine de pays sont dirigés sous l'étiquette de la démocratie, mais ils présentent de grandes différences quant à la façon dont ils élisent leurs représentants, protègent les droits de l'homme, donnent du pouvoir à chaque citoyen, appliquent l'État de droit, font la loi et exécutent les politiques, etc. La ploutocratie ou l'oligarchie se font passer pour la démocratie dans certaines régions où des sommes considérables sont dépensées légalement ou illégalement pour influencer le résultat des élections. Ailleurs, la corruption du pouvoir politique confisque la richesse publique à des fins privées. La loi entretient également un terrain de jeu inégalitaire sous la forme de niches fiscales pour les riches, de privilèges étendus en matière de brevet et de copyright, et d'innombrables autres effets de pouvoir. Aucune de ces distorsions n'est essentielle au fonctionnement des démocraties et des économies de marché, mais elles ont un impact démesuré sur les conséquences sociales du mode de fonctionnement des systèmes. Elles sont toutefois largement ignorées et occultées.

La répartition du pouvoir social a connu des changements radicaux au cours des siècles passés. La monarchie a donné naissance à la démocratie, l'esclavage a été aboli, le féodalisme et la servitude ont disparu, l'impérialisme et le colonialisme ont été supplantés par l'autodétermination nationale, les droits des femmes et des minorités ont nettement

progressé sur le chemin de l'égalité, la démonstration agressive de la supériorité militaire qui dominait de par le monde a perdu de sa légitimité et quasiment disparu.

Historiquement, tous les progrès ont été gagnés par la violence. La révolution démocratique a transféré le pouvoir aux mains du peuple. Des changements radicaux au sein du pouvoir social ont été le fruit de violentes révolutions comme en Amérique, en France, et en Russie, et de guerres totales comme la guerre de Sécession aux États-Unis, les deux guerres mondiales et les guerres de libération nationale. Ce n'est qu'au cours de soixante-dix dernières années que nous avons assisté à des révolutions sociales pacifiques de grande ampleur, comme le *New Deal* aux États-Unis, le mouvement pour l'indépendance de l'Inde, le mouvement américain des droits civiques, la fin de l'*Apartheid*, la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'empire soviétique. Mais la violence menaçait d'exploser si les moyens pacifiques s'avéraient inefficaces. La peur du communisme était un facteur majeur de l'humanisation du capitalisme américain pendant le *New Deal*.

Ainsi, la violence évitée par Gandhi a surgi sous la forme d'un conflit communautaire à la suite de l'indépendance de l'Inde. Il y a quelques années, le mouvement *Occupy Wall Street* nous rappelait tout bonnement qu'une répartition plus large est une évolution nécessaire et inévitable. L'effondrement du communisme a laissé place à une accalmie temporaire des pressions en faveur de l'égalité sociale, ce qui a permis à la pensée économique réactionnaire d'acquiescer une nouvelle respectabilité. Mais ce calme ne saurait durer. La prochaine réaction sera certainement bien plus puissante et effective quand les contraintes évidentes de l'autoritarisme, sapant la crédibilité du communisme, seront éliminées.

Aujourd'hui de puissants intérêts acquis encouragent brutalement l'inégalité économique. C'est une violence légalisée des riches et des puissants qui doit être bannie en vue de l'émancipation de tous. Le précédent historique n'offre pas de justification ni de base théorique à la persistance de l'injustice sociale. Il est temps que la science économique reconnaisse pleinement et impartialement le tissu sous-jacent de forces sociales et de processus gouvernant le fonctionnement actuel de l'économie.

## Une économie centrée sur l'humain

Qu'est-ce que l'économie ? Tandis que la science politique est par convention décrite comme la science de la gouvernance, l'économie renvoie traditionnellement aux notions de production, d'échange et de consommation de biens et de services. Il va de soi toutefois que ces descriptions sont bien trop étroites et autolimitées pour refléter la réalité sociale d'aujourd'hui. La gouvernance actuelle se rapporte à toute la gamme des besoins et des aspirations de l'homme, de la sécurisation des frontières d'une nation et la sécurité physique des citoyens et de leurs biens à la défense des droits individuels en passant par la promotion de l'harmonie sociale, la satisfaction des besoins de base, le développement de l'économie, la gestion monétaire et budgétaire nationale, l'assurance d'opportunités et de sécurité économiques, la préservation et l'amélioration de la santé publique, la fourniture d'une éducation de qualité, la protection de l'environnement et d'innombrables autres activités destinées à encourager le bien-être et les conditions de vie de tous.

La démocratie est à ce jour le meilleur moyen de réaliser cette myriade d'objectifs et s'est révélée immensément plus efficace que le féodalisme, la monarchie, la dictature militaire et d'autres formes d'autoritarisme. L'objectif de la gouvernance démocratique moderne est essentiellement de garantir les droits fondamentaux et de favoriser le meilleur développement possible du potentiel de chaque citoyen. Les démocraties prospèrent dans la mesure où elles réussissent à libérer l'énergie de leurs citoyens et à protéger de façon optimale les droits de l'homme, à leur offrir les connaissances, les compétences, l'infrastructure organisationnelle et l'atmosphère propice nécessaires à leur expression libre, pleine et créative. Le droit d'élire et de choisir un représentant du gouvernement, pour et par le peuple, est un mécanisme conçu pour assurer une protection maximale des droits de l'homme et l'égalité devant la loi. Mais, en fin de compte, les réalisations de la démocratie dépendent de sa capacité non seulement à protéger et à autoriser, mais également à appuyer activement et à encourager le développement le plus complet des capacités de chaque personne.

Les grands psychologues humanistes de la fin du XX<sup>e</sup> siècle ont décrit l'accomplissement de soi comme la capacité d'une personne à penser pour elle, à choisir pour elle, à se reposer sur ses propres capacités et à agir librement en vue de réaliser ses aspirations les plus élevées, tout en respectant et en soutenant l'égalité des droits pour les autres et en acceptant la responsabilité de contribuer à la sécurité, au bien-être, aux conditions de vie et au plein développement de la communauté entière. Cette conception de l'individualité mature contraste avec l'individualisme autrement plus étriqué et unilatéral résumé par la maxime « chacun pour soi ». La plus grande force de la démocratie réside dans sa capacité à favoriser le développement de l'individualité de ses membres.

Par extension et par nécessité, l'objectif ultime de l'économie doit être le même. Bien qu'axée sur la dimension économique des activités humaines, l'économie est omniprésente et exerce une influence déterminante et puissante sur chaque aspect de l'existence sociale. La liberté est un vain mot dans un pays offrant un accès insuffisant à l'alimentation, au logement, à la mobilité, à l'information, à l'éducation, entre autres biens et services. La liberté sans possibilité de travailler et sans une source sûre de revenus, c'est comme une carotte que l'on agite sous le nez de l'âne sans possibilité pour lui de l'atteindre. Les économies prospèrent dans la mesure où elles libèrent les énergies de leur population, les canalisent dans des activités protectrices et développent les capacités de leurs membres à y contribuer de manière productive, dynamique et créative. Ici aussi l'individualité est la clé. C'est l'essence même de l'esprit d'entreprise qui se manifeste dans la capacité à penser et à agir de manière créative avec confiance en soi et courage, en quête de nouvelles possibilités.

L'individu joue un rôle unique dans le développement de la société. Des individus naissent les aspirations, les idées créatives, les inventions, les innovations organisationnelles et les initiatives dynamiques qui caractérisent une société productive pleine de vitalité. L'individu est la forme de capital la plus précieuse que toute société possède et la source de ses plus grandes réalisations. Une science de l'économie réellement centrée sur l'humain, se consacrant à encourager pleinement le bien-être et les conditions de vie de l'homme, atteint la maturité quand elle conçoit et appuie des mesures destinées à pro-

mouvoir le plus haut degré de bien-être et d'épanouissement de l'individualité en tous les hommes.

L'individualité est la base et la source ultime du pouvoir social. Le pouvoir social est une mesure des pouvoirs confiés à chaque individu. La confiscation et la solitude du pouvoir, illustrées par l'inégalité des revenus et de la redistribution des richesses et par le sous-emploi massif, disqualifient tant l'individu que la société et les tiennent à l'écart du pouvoir. Une véritable science de l'économie doit embrasser ces vastes dimensions sociales et psychologiques.

## Notes

1. WEBER, Eugen, *From Peasants into Frenchmen: The Modernization of Rural France 1870-1914*, Stanford : Stanford University Press, 1976.

2. SMITH, Adam, *An inquiry into the nature and causes of the Wealth of Nations*, New York : The Modern library, 1937.

3. ASLUND, Anders, *How Ukraine became a market economy and democracy*, Washington, DC : Peterson Institute for International Economics, 2009.

4. « A Question of Utility », *The Economist*, 8 août 2015, [www.economist.com/node/21660559](http://www.economist.com/node/21660559) ; et « Time to Fix Patents », *The Economist*, 8 août 2015, [www.economist.com/printedition/2015-08-08](http://www.economist.com/printedition/2015-08-08).

5. HELTON, Devin, « Great Problems: An Epidemic of Rent-seeking », *Devin Helton* (blogue), 14 avril 2013, <http://devinhelton.com/2013/04/14/rent-seeking-economy/>.

6. WILL, George F., « It's time to break the teeth-whitening monopoly », *The Washington Post*, 10 février 2016, [www.washingtonpost.com/opinions/is-this-the-end-of-judicial-review-of-economic-regulations/2016/02/10/cb2b6788-cf49-11e5-88cd-753e80cd29ad\\_story.html](http://www.washingtonpost.com/opinions/is-this-the-end-of-judicial-review-of-economic-regulations/2016/02/10/cb2b6788-cf49-11e5-88cd-753e80cd29ad_story.html)

7. WRAY, L. Randall, « How to Implement True, Full Employment », communication à l'occasion de la conférence en ligne Global Employment Challenge de la World Academy of Art & Science, 2009, <http://worldacademy.org/node/1748>.

8. BJÖRKMAN, Tomas, *The Market Myth*, Stockholm, Suède : Fri Tanke, 2016.

9. MCALONE, Nathan, « Apple is the most valuable brand in the world - for the third year in a row », *Business Insider*, 5 octobre 2015, [www.businessinsider.in/Apple-is-the-most-valuable-brand-in-the-world-for-the-third-year-in-a-row/articleshow/49231972.cms](http://www.businessinsider.in/Apple-is-the-most-valuable-brand-in-the-world-for-the-third-year-in-a-row/articleshow/49231972.cms)

10. WEISBERG, Herbert, *Willful Ignorance: The Mismeasure of Uncertainty*, New Jersey : John Wiley & Sons, 2014.

11. BJÖRKMAN, *The Market Myth*.

12. Bureau of Labor Statistics, *Alternative Measures of Labor Underutilization for States, 2015 Annual Averages*, Washington, DC : Bureau of Labor Statistics, 2015, [www.bls.gov/lau/stalt.htm](http://www.bls.gov/lau/stalt.htm)

13. Bureau international du travail, *World Employment Social Outlook 2016*, Genève : Bureau international du travail, 2016, [www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms\\_443480.pdf](http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/---publ/documents/publication/wcms_443480.pdf)

14. NAG, Anirban, MCGEEVER, Jamie, « Foreign exchange, the world's biggest market, is shrinking », *CNBC*, 11 février 2016, [www.cnbc.com/2016/02/11/reuters-america-foreign-exchange-the-worlds-biggest-market-is-shrinking.html](http://www.cnbc.com/2016/02/11/reuters-america-foreign-exchange-the-worlds-biggest-market-is-shrinking.html)

15. LIETAER, Bernard, « Beyond Greed and Scarcity », *Yes Magazine*, 30 juin 1997, [www.yesmagazine.org/issues/money-print-your-own/beyond-greed-and-scarcity](http://www.yesmagazine.org/issues/money-print-your-own/beyond-greed-and-scarcity)

16. STIGLITZ, Joseph, « What's holding back the world economy », *Market Watch*, 12 février 2016, [www.marketwatch.com/story/whats-holding-back-the-world-economy-2016-02-08](http://www.marketwatch.com/story/whats-holding-back-the-world-economy-2016-02-08).

17. « Total Reserves (Includes Gold, Current US\$) | Data », Banque mondiale, <http://data.worldbank.org/indicator/FI.RES.TOTL.CD>

18. « Negative Creep », *The Economist*, 6 février 2016, [www.economist.com/news/leaders/21690031-negative-rates-club-growing-there-limit-how-low-rates-can-go-negative-creep](http://www.economist.com/news/leaders/21690031-negative-rates-club-growing-there-limit-how-low-rates-can-go-negative-creep)

19. BYERS, William, *The Blind Spot: Science and the Crisis of Uncertainty*, Princeton, NJ : Princeton University Press, 2011.

20. BLAKE, Robert, « Never Has So Few Owned So Much », *The New York Times*, 4 novembre 1990, [www.nytimes.com/1990/11/04/books/never-has-so-few-owned-so-much.html?pagewanted=all](http://www.nytimes.com/1990/11/04/books/never-has-so-few-owned-so-much.html?pagewanted=all)

21. BJÖRKMAN, *The Market Myth*.